



SECRETARIAT OF THE PACIFIC COMMUNITY
SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE



INTEGRE

Rapport d'activité annuel n°2

Période de référence : 1^{er} juillet 2014 – 30 juin 2015

Projet financé par :



Union Européenne

Initiative des Territoires pour la Gestion Régionale de l'Environnement (INTEGRE) dans les PTOM du Pacifique

Financement Union Européenne (Décision : FED/2010/022-298)

Budget total : 12 millions d'Euros

Maîtrise d'ouvrage : Les Etats PTOM Pacifique représentés par la Polynésie française, ordonnateur régional (Convention FED/2012/022-298)

Maitrise d'œuvre : CPS (Convention FED/2013326-926)

Période de mise en œuvre : 25 mars 2013 au 28 mars 2017

Période couverte par le rapport : juillet 2014-juin 2015



SOMMAIRE

Partie I : Rapport de synthèse	4
I.1 Présentation du projet INTEGRE	4
I.2 Activités réalisées pendant la période de référence : juillet 2014-juin 2015.....	7
I.2.1 Composante 1 : appui méthodologique, mise en réseau, capitalisation	7
I.2.2 Composante 2 : les sites pilotes	11
I.2.3 Pilotage et gestion du projet	17
I.2.4 Difficultés rencontrées et mesures prises pour surmonter les problèmes	26
I.2.5 Modifications apportées à la mise en œuvre	27
I.3 Analyse de l'avancement du projet par objectifs et résultats attendus	28
I.3.1 Objectif spécifique n°1 : renfort de la coopération PTOM-ACP	28
I.3.2 Objectif spécifique n°2 : communication	29
I.3.3 Objectif spécifique n°3 : gouvernance	30
I.3.4 Objectif spécifique n°4 : gestion de l'environnement des sites-pilotes.....	32
I.4 Rapport financier au 30 juin 2015	34
I.5 Programme de travail pour la période suivante : juillet 2015-juin 2016	37
I.5.1 Les temps forts à venir	37
I.5.2 Feuille de route 2015-2016	40
PARTIE II : Fiches de suivi du projet	42
II.1 Activités régionales.....	43
II.2 Fiches de suivi Nouvelle-Calédonie	44
II.3 Fiches de suivi Wallis-et-Futuna	58
II.1 Fiches de suivi Polynésie-Française	68
II.2 Fiches de suivi Pitcairn.....	81
Liste des annexes :	84



Partie I : Rapport de synthèse

I.1 Présentation du projet INTEGRE

« INTEGRE » ou « initiative des territoires pour la gestion régionale de l'environnement » est un projet de développement durable commun aux quatre Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) européens du Pacifique. Financé par l'Union européenne sur l'enveloppe du 10^e Fonds Européen de Développement (FED) Régional PTOM Pacifique, il vise 3 grands objectifs :

- 1) l'amélioration de la gestion et la valorisation durables de l'environnement au bénéfice des populations ;
- 2) la promotion de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) auprès des institutions, des populations et des partenaires régionaux ;
- 3) le renforcement de la coopération régionale dans le domaine du développement durable et de l'intégration des territoires européens dans les dynamiques régionales.

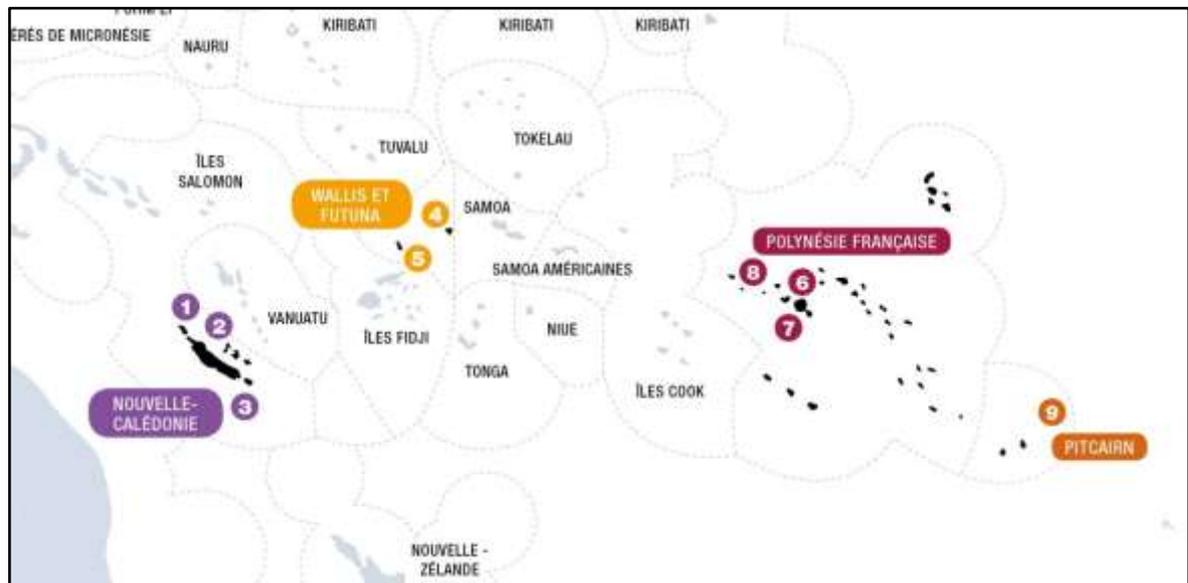
D'un budget total de 12 millions d'euros, sa période de mise en œuvre est de 4 ans : du 25 mars 2013 au 28 mars 2017. Les PTOM, représentés par la Polynésie française, pilotent le projet. La mise à œuvre a été confiée à la CPS qui s'associe à de nombreux acteurs locaux et régionaux pour remplir cette mission.

Le projet INTEGRE est articulé en 2 composantes, fortement liées et s'alimentant l'une l'autre :

- 1) **une composante régionale** (composante 1 – C1) : six grandes activités sont prévues, afin de favoriser le lien entre les sites du projet, permettre l'apport d'expertise régionale dans les territoires, insérer les PTOM dans les réseaux régionaux et valoriser les actions menées et les diffuser à l'échelle du Pacifique. Il s'agit de :
 - Activité C1.1 : organiser des ateliers régionaux à destination des partenaires du projet sur des thématiques choisies par les territoires (tourisme durable, gestion des déchets...)
 - Activité C1.2 : renforcer et intégrer certains réseaux régionaux en matière de développement durable : agriculture biologique, gestion des déchets, adaptation au changement climatique et résilience face aux risques naturels ;
 - Activité C1.3 : élaborer et porter un cadre régional pour la gestion intégrée des zones côtières ;
 - Activité C1.4 : apporter un soutien technique aux sites-pilotes sous la forme d'une expertise régionale dans la mise en œuvre de leur projet ;
 - Activité C1.5 : capitaliser sur le projet et porter ces résultats à l'échelle régionale ;
 - Activité C1.6 : soutenir des échanges techniques bilatéraux à l'initiative des partenaires du projet.
- 2) **une composante locale** (composante 2 – C2) consistant en la mise en œuvre de projets de gestion intégrée des zones côtières sur 9 sites pilotes de la région. Ces sites ont été choisis par les territoires en tant qu'unités cohérentes de gestion représentatives des îles hautes et basses de la région et parce qu'ils présentent des enjeux écologiques forts, une utilisation par les populations locales et une vocation à démonstration d'actions environnementales intégrées. Pour chacun des sites-pilotes, des plans d'actions



ont été élaborés suivant une démarche participative. Ils sont complétés par des actions transversales à l'échelle des territoires.



En Nouvelle-Calédonie :

- 1) **la zone côtière Nord-Est** : INTEGRE accompagne la province Nord et les comités de gestion locaux dans la mise en œuvre pratique d'une gestion participative et intégrée du lagon et de ses bassins versants. Des actions de suivi participatif du lagon, de gestion des déchets et de restauration de zones de captage d'eau potable sont prévues.
- 2) **les atolls d'Ouvéa et Beautemps-Beaupré** : le plan d'actions permet de renforcer la cogestion du site entre province des îles et coutumiers et s'attache à mettre en valeur certains sites emblématiques de l'île pour accompagner le développement écotouristique. Les grands enjeux liés aux espèces envahissantes ou à l'érosion côtière font également l'objet de mesures concrètes.
- 3) **le Grand Sud** : les actions prévues visent à renforcer la participation des comités de gestion UNESCO au plan de gestion du grand lagon Sud, mieux appréhender et gérer la fréquentation touristique et de loisirs des milieux marins et côtiers et enfin mener une réflexion sur la stratégie de développement durable du grand Sud.

A Wallis-et-Futuna :

- 4) **Wallis et son lagon** : le plan d'action vise à accompagner l'île dans la mise en place d'une stratégie de développement durable, dans l'intérêt des populations, par des actions concrètes sur les enjeux identifiés par le territoire comme majeurs et prioritaires telles que la protection de l'environnement, la gestion durable des déchets, la préservation de la ressource en eau et la protection du littoral.
- 5) **Futuna** : comme pour Wallis, les enjeux identifiés par le territoire comme majeurs et prioritaires sont la protection de l'environnement, la gestion durable des déchets et la préservation de la ressource en eau. Ils sont au cœur du plan d'actions.



En Polynésie française :

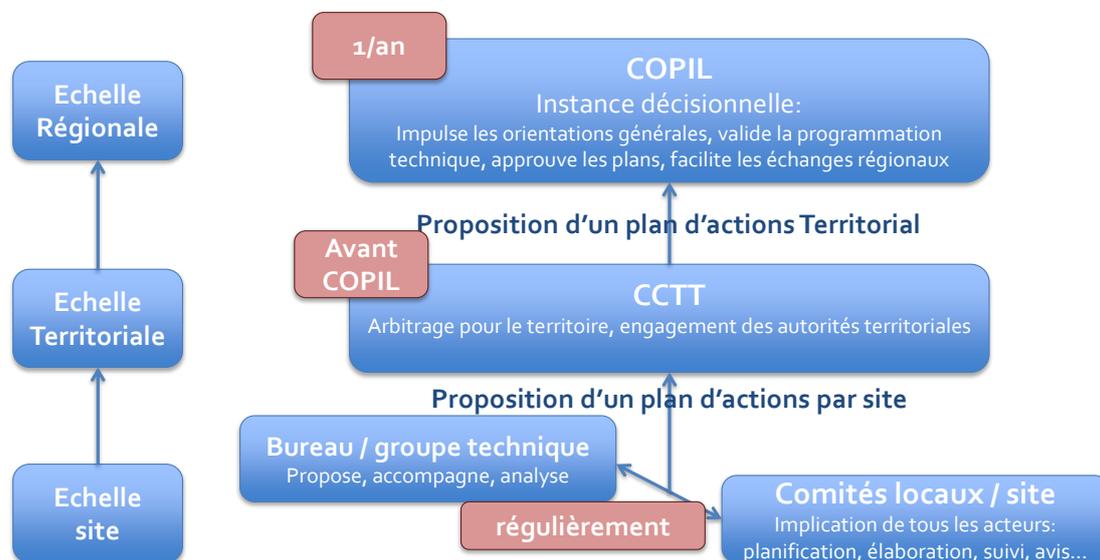
- 6) **Raiatea et Tahaa et leur lagon** : le projet INTEGRE s'est donné pour objectif d'accompagner le développement économique durable de ces îles dans les secteurs de l'agriculture, la pêche et du tourisme en soutenant des actions de réduction des pollutions associées aux activités économiques et le développement d'activités économiques durables. Il appuiera également la mise en place d'une gestion durable et intégrée des usages lagunaires.
- 7) **La Baie d'Opunohu à Moorea** : en tenant compte de la forte vocation touristique du site, l'objectif d'INTEGRE est de contribuer au développement durable du site, par la mise en place d'une gouvernance locale partagée et en mettant en œuvre des actions de protection de l'environnement, de développement d'activités écotouristiques et d'amélioration de la qualité de vie de ses habitants.
- 8) **La Presqu'île de Tahiti (Taiarapu)** : le projet INTEGRE a pour objectif d'accompagner le développement durable des usages lagunaires sur ce site en associant à la fois, réduction des pressions anthropiques et développement d'activités économiques durables et innovantes.

A Pitcairn :

- 9) **Les îles de Pitcairn dans leur ensemble** : INTEGRE vise à contribuer au développement durable de ces îles isolées autour de trois axes : celui de la gestion des déchets, de la lutte contre l'érosion et de la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

La gestion du projet :

Un système de gouvernance à trois échelles géographiques (régionale, territoriale et par site pilote) a été mis en place. Il est résumé dans le schéma ci-dessous :



Pour mettre en œuvre le projet INTEGRE, une équipe de 5 personnes a été recrutée au sein de la CPS constituant l'équipe projet, dont 3 coordinatrices adjointes basées dans les territoires. Ce travail est largement partagé avec les acteurs locaux, responsables de la mise en œuvre des actions qu'ils ont proposées, et avec qui la CPS signe des conventions ou des agréments.



I.2 Activités réalisées pendant la période de référence : juillet 2014-juin 2015

Cette deuxième année du projet a permis, d'une part, de confirmer et formaliser les partenariats avec les acteurs des territoires et de finaliser les plans d'actions de manière participative et, d'autre part, de lancer les premières réalisations concrètes du projet sur tous les sites-pilotes comme à l'échelle régionale. Nous exposons ici les temps forts de l'année et proposons une synthèse globale de l'avancement du projet par grandes activités. Pour plus d'informations, nous avons détaillé l'avancement des activités dans des fiches de suivi en deuxième partie du rapport.

I.2.1 Composante 1 : appui méthodologique, mise en réseau, capitalisation

I.2.1.1 C1.1 – l'atelier technique régional sur le tourisme durable - février 2015, Papeete

Le deuxième atelier technique régional du projet a été organisé à Papeete du 23 au 27 février 2015 sur le thème du « tourisme durable et gestion intégrée des zones côtières ». Il a réuni environ 90 participants, professionnels du tourisme, experts, institutionnels représentant les 4 territoires du projet INTEGRE et des invités d'autres pays du Pacifique et de la France métropolitaine. Le travail s'est articulé autour d'une première journée de terrain suivie de 3 jours de travail en salle principalement sous forme d'ateliers participatifs. Les échanges, fructueux, se sont construits à travers des études de cas réels illustrant quatre thématiques :

- la mise en tourisme d'un territoire (exemple de Wallis-et-Futuna) ;
- la gestion des croisiéristes (exemple de Pitcairn) ;
- la conception d'un grand projet (exemple du domaine de Deva en Nouvelle-Calédonie) ;
- la promotion et la valorisation du patrimoine culturel (exemple du marae Taputapuatea en Polynésie française).

Cet atelier a constitué une occasion précieuse pour les participants de s'enrichir réciproquement de leurs expériences : de nombreuses idées ont été émises et vont permettre à chacun de nourrir les réflexions sur son territoire. Les jalons ont été posés pour la mise en place de coopérations locales ou régionales, telle qu'une réflexion avec le PROE et la South Pacific Tourism Organization (SPTO) en vue de participer à la mise en place d'une politique régionale sur le tourisme durable. Une évaluation est également prévue en fin d'année, afin d'en mesurer l'impact, notamment en termes de coopérations impulsées grâce à cet atelier, sur la base d'un questionnaire qui sera envoyé à tous les participants.

Une version bilingue du bilan est en cours de publication pour diffusion à l'ensemble des partenaires du projet..

I.2.1.2 C1.2 – Renforcer et intégrer les réseaux régionaux

Cette période a permis en premier lieu d'affiner le programme d'actions de cette activité. Trois grands thèmes feront l'objet d'un effort conséquent de la part d'INTEGRE pour renforcer la présence des PTOM dans les réseaux régionaux :

- **L'agriculture biologique.** Le projet de mise en réseau des fermes-pilotes biologiques, soutenu par INTEGRE en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie, et proposé par la Chambre



d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie est largement démarré : consolidation des partenariats, précision des programmes d'actions et lancement des premières activités ont marqué cette première période (voir la fiche activité correspondante en partie II du rapport pour plus de détails). Ce projet sera complété par la création d'outils linguistiques anglais-français pour faciliter les échanges lors des rencontres régionales dans le domaine de l'agriculture biologique. A destination des agriculteurs et des techniciens et proposés par l'Université de la Nouvelle-Calédonie, ces outils seront développés pour la rencontre régionale des fermes-pilotes bio prévue début novembre 2015 en Nouvelle-Calédonie.

- **La gestion des déchets** : en accord avec le PROE, une série de 10 actions permettant de mieux insérer les PTOM dans le réseau régional est validée. Ce thème est une des thématiques majeures du projet, avec l'organisation d'un atelier spécifique (C1.1) en avril 2016 à Wallis.
- **L'adaptation au changement climatique** : si cette thématique est confirmée comme d'intérêt majeur par les territoires, le travail de définition de son contenu sera réalisé début 2016, suite à la COP21..

1.2.1.3 C1.3 - Elaborer et porter un cadre régional de la GIZC

Cette période a constitué une phase préparatoire à l'élaboration du cadre régional de la GIZC. Deux documents ont été réalisés par une équipe de consultants internationaux, à la fois spécialiste de la GIZC et de la région Pacifique :

- « Plans de gestion intégrée des zones côtières : revue critique et recommandations pour les Etats et Territoires insulaires océaniques » (*annexe IV*). Ce travail a été mené en partenariat avec le projet RESCCUE : il s'agit d'une étude bibliographique assortie d'études de cas. Elle pose les bases de la définition de ce que devrait être un des outils communément employé sans pour autant être formellement défini : les plans de GIZC, à partir d'une analyse de la littérature scientifique et grise sur le sujet ainsi qu'un bilan des leçons tirées des expériences d'élaboration et de mise en œuvre de ces plans.

« Plans de gestion intégrée des zones côtières : lignes directrices pour les Etats et Territoires insulaires océaniques » (*annexe IV*). Bâti à partir de la revue critique, il s'agit d'un document qui sera amené à être enrichi et complété, d'une part par les travaux menés sur les sites-pilotes INTEGRE et RESCCUE, mais aussi avec les projets des partenaires régionaux. L'objectif est d'aboutir à une proposition conjointe d'un manuel à l'attention des gestionnaires, coordonnateurs et porteurs de projets, pour approbation par les organisations régionales et les pays et territoires du Pacifique.

1.2.1.4 C1.4 et C1.5 - Appui méthodologique et capitalisation

Les modalités de mise en œuvre de cet appui ont été affinées pour faire face à la spécificité des demandes de chaque territoire du projet INTEGRE : un appel d'offre est lancé par territoire pour recruter des équipes répondant aux besoins locaux et les experts recrutés formeront l'équipe régionale d'appui. Des ateliers méthodologiques régionaux seront proposés aux partenaires du projet.

Une première équipe d'expert a été recrutée pour la Polynésie française. Il s'agit du GIE Océanide, spécialiste de la mise en place de démarches participatives de planification. Ils sont intervenus à plusieurs reprises sur le site de Raiatea-Tahaa pour assister l'animatrice locale et la coordinatrice INTEGRE Polynésie française dans l'élaboration du plan de gestion intégrée pour le lagon de Raiatea-Tahaa.

Pour Wallis-et-Futuna, un appel d'offre a été publié le 26 juin 2015 pour appuyer l'élaboration de plans de gestion intégrée sur ses 2 sites. Cet appui, qui s'inscrit dans le cadre de la composante 1 du projet, viendra



renforcer les activités liées à l'élaboration de plans de gestion intégrée des zones côtières prévues dans les plans d'actions de la composante 2 de Wallis-et-Futuna.

En Nouvelle-Calédonie, les besoins seront définis suite à l'atelier méthodologique prévu fin 2015 (voir I.5.1), et à Pitcairn cet appui sera décliné sous forme d'une mission en février/mars 2016.

1.2.1.5 C1.6 -Organiser des échanges bilatéraux

Un premier appel à projet à l'attention des acteurs des sites pilotes du projet INTEGRE, pour organiser des échanges techniques bilatéraux voire multilatéraux dans le Pacifique, a été lancé le 11 septembre 2014 et clôturé le 15 mars 2015. Huit propositions ont été reçues et analysées par le comité de sélection, émanation du comité de pilotage. Sept ont été retenues :

Pays concernés	Thèmes	Montants totaux	Montants INTEGRE
Wallis-et-Futuna Fidji	Echanges d'expériences sur le processus de réalisation de casier d'enfouissement selon la méthode Fukuoka.	16 102 €	9 972 €
Nouvelle-Calédonie Australie	Retours et échanges d'expériences avec l'autorité du Parc marin de la grande Barrière de Corail Australienne et le détroit de Torres sur la prise en compte des usages traditionnels de l'espace marin.	NE	9 754 €
Polynésie- française Pays à définir	Echanges d'expériences sur la restauration douce d'un motu.	NE	5 447 €
Wallis-et-Futuna Samoa	Echanges d'expériences sur les processus de fabrication d'huile vierge de coco.	14 749 €	7 374 €
Nouvelle-Calédonie Polynésie française	Biosécurité d'Ouvéa et implication locale : échanges d'expériences avec la Polynésie française autour de la stratégie mise en place dans les Marquises.	NE	18 051 €
Polynésie-française Australie	Mission d'étude en Australie sur les aménagements et techniques utilisés contre l'érosion dans les zones de culture d'ananas en forte pente.	25 978 €	7 961 €
Nouvelle-Calédonie Vanuatu	Mission d'étude pour la dynamisation de la filière coprah d'Ouvéa.	12 335 €	12 335 €
		total:	70 894 €

Au vu de la pertinence des projets reçus, il a été décidé de dépasser le budget initialement prévu (60 000€ indicatifs). Les activités doivent commencer dès le mois de juillet 2015 et devront être achevées le 31 mars 2016. Des rapports de missions sont attendus pour une première évaluation de l'atteinte des objectifs fixés et des enseignements tirés. En partenariat avec l'unité planification de la CPS, une évaluation à moyen terme est également prévue : dans le cadre d'un dispositif préexistant à la CPS pour les échanges « sud-sud », les bénéficiaires seront contactés quelques mois après la réalisation de l'échange pour en faire un bilan a posteriori. Ceci est envisagé au premier semestre 2016.

**I.2.1.6 Synthèse de l'avancement de la composante 1 du projet au 30 juin 2015**

code T6	Activités	Détails des actions	Avancement technique	Budgets et dépenses	
				Budgets (€)	Dépenses (% conso)
C1.1	Organiser des ateliers thématiques INTEGRE	5 ateliers rassemblant les partenaires du projet et des invités du Pacifique : - 2014 : atelier de lancement (réalisé) - 2015 : atelier « tourisme durable » en Polynésie française (réalisé) - 2016 : atelier « déchets » à Wallis-et-Futuna - 2017 : atelier en Nouvelle-Calédonie - 2017 : atelier de clôture		450 000 €	177 332€ (39,4%)
C1.2	Renforcer et intégrer les réseaux régionaux	<u>Dans le domaine de l'agriculture biologique</u> : mise en réseau des fermes pilotes bio et capitalisation - démarrée		251 316 €	24 988€ (9,9%)
		<u>Dans le domaine de l'adaptation au changement climatique</u> et l'amélioration de la résilience face aux risques naturels – à définir		67 117 €	0
		<u>Dans le domaine de la gestion des déchets</u> : 10 actions en partenariat avec le PROE pour insérer les PTOM dans les réseaux d'expertise sur la gestion des déchets dans le Pacifique - démarrée		131 000 €	0
		Appui linguistique aux échanges en agriculture biologique – à lancer		38 883€	0
		Evaluation et suivi de l'action – à lancer		5 000 €	0
C1.3	Elaborer & porter un cadre régional GIZC	- Revue critique internationale des plans de GIZC et formulation de recommandations (réalisé) - Organisation d'une consultation régionale (en cours) - Définition du cadre et organisation d'un atelier régional		125 000 €	4 542€ (3,6%)
C1.4	Soutenir les sites pilotes (méthodologie)	Soutenir la mise en œuvre de la GIZC sur les sites-pilotes par l'apport d'expertise régionale (lancé en PF et en cours à WF)		400 000 €	31 504€ (8%)
C1.5	Capitaliser	Document de synthèse et promotion		50 000 €	0
C1.6	Echanges bilatéraux	Organisation de 2 appels à projets pour favoriser la coopération bilatérale dans le Pacifique (1^{er} appel à projet réalisé)		130 894 €	3 081€ (2,4%)
Total				1 649 210 €	241 447€ (14,6%)
avancement conforme pas encore démarré ou léger retard difficultés remettant en cause l'activité					



I.2.2 Composante 2 : les sites pilotes

I.2.2.1 En Nouvelle-Calédonie

a) Les évènements marquants de l'année

Outre la finalisation des plans d'actions et la formalisation des partenariats locaux, les premières actions ont pu démarrer sur le terrain. On retiendra :

- Le lancement des opérations de dératisation de l'atoll de Beautemps-Beaupré. Après obtention des autorisations coutumières, l'ASBO (Association pour la Sauvegarde d'Ouvéa) a mené 3 missions préparatoires permettant d'élaborer et tester le protocole d'éradication des rats sur cet atoll éloigné et inhabité. Cette opération qui durera tout au long du projet INTEGRE a pour but d'améliorer les conditions de nidification des oiseaux marins et des tortues.
- Les premiers travaux de terrain et échanges fructueux entre Matthieu Leduff, étudiant-thésard de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, et les acteurs d'Ouvéa sur la question de l'érosion côtière. Cofinancé par INTEGRE, cette thèse de géographie physique et humaine participe à la compréhension du phénomène d'érosion de l'île, y compris par ses habitants, et à l'apport de solutions concrètes.
- Le démarrage d'un diagnostic complet sur le tourisme à l'île des Pins : économique, social et environnemental. Ce travail démarré en janvier 2015 pour un an est piloté par la province Sud (en co-pilotage des directions de l'économie (DEFE) et de l'Environnement (DENV)) en associant étroitement la mairie de l'île des Pins, son comité de gestion Patrimoine mondial et les représentants coutumiers. Il permettra de poser les bases d'une stratégie de développement d'un tourisme durable.
- Le recrutement d'une partie des coordinateurs et animateurs, en charge sur les 3 sites-pilotes de renforcer les processus de démarche participative.
- L'organisation par le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Nouvelle-Calédonie, d'une première session de formation sur la gestion associative et la gestion de projet à l'attention des comités de gestion en mars 2015.
- La préparation et la tenue du 2^{ème} forum des comités de gestion du 1^{er} au 4 juillet 2015 à Gossanah, Ouvéa : moment de rencontre majeur de l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet de gestion du lagon inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Organisé tous les 2 ans, celui-ci a reçu le soutien du projet INTEGRE qui a par ailleurs financé la venue de deux techniciens australiens du parc de la grande barrière de corail en charge des partenariats de gestion avec les communautés aborigènes et du détroit de Torres (échanges C1.6).
- La mise en place du réseau de ferme-pilote biologique à Houaïlou : les agriculteurs certifiés en bio ont été consultés pour construire le programme d'expérimentation qui répondra le mieux à leur besoin. Celui-ci a démarré avec notamment la mise en culture de premières ignames pour constituer une banque de semence biologique du tubercule symbole de la Nouvelle-Calédonie.
- L'enlèvement d'une première série de VHU (véhicules hors d'usage) sur la commune de Pouébo, dans la zone côtière Nord-Est.



b) Synthèse de l'avancement du projet en Nouvelle-Calédonie

Sites / code T6	Activités	Avancement technique	Budgets et dépenses	
			Budgets (€)	Dépenses (% de conso)
Zone Côtière Nord-Est				
C2N1	Renforcer la gestion participative du lagon sur l'ensemble de la ZCNE et mettre en réseau les comités de gestion et des associations liées	☹️	271 093	0
C2N2	Renforcer la gestion participative et intégrée du bien UNESCO sur Poindimié	☹️	128 005€	0
C2N3	Collecter et traiter les véhicules hors d'usage et épaves	😊	41 900€	8 380€ (20%)
C2N4	Protéger et restaurer le bassin versant du captage d'adduction d'eau potable Touho	😊	127 539 €	0 (contrat signé pour 100% du montant)
Ouvéa-Beautemps-Beaupré				
C211+5	Renforcer la gouvernance et la gestion participative des lagons d'Ouvéa-Beautemps-Beaupré	☹️	284 920€	10 182€ (3,6%)
C212	Structurer un pôle de développement éco-touristique dans le district de Muli	☹️	167 600€	0
C213	Mettre en place la gestion de la réserve coutumière de Lekiny-Fayava	😊	58 660€	5 086€ (8,7%)
C214	Lutter contre les espèces envahissantes	😊	58 660€	24 224€ (41,3%)
Grand Lagon Sud				
C2S1	Renforcer la gestion participative pour la gestion du site Patrimoine mondial	😊 / ☹️	207 824 €	13 098€ (6,3%)
C2S2	Participer à la gestion des pressions liées à la fréquentation sur les milieux marins et côtiers du Grand lagon Sud	😊 / ☹️	248 886€	25 140€ (10,1%)
C2S3	Elaboration d'un schéma d'orientations de gestion environnementale à l'échelle du grand Sud	😊	113 130€	10 345€ (9,1%)
Activités Transversales				
C2BIO	Créer un réseau de ferme-pilote en agriculture biologique à Houaïlou	😊	167 516 €	12 940€ (7,8%)
C2CEN	Appuyer l'animation de la dynamique Patrimoine mondial à l'échelle du territoire	😊	54 470 €	34 488€ (63,3%)
C2CCA	Soutenir la mise en place d'une stratégie d'adaptation au changement climatique en Nouvelle-Calédonie	😊	100 000 €	0 (co-financement engagé)
	Réserve (reste à budgéter)		65 798 €	
		Total	2 096 001€	143 833€ (6,8%)

😊 avancement conforme ☹️ pas encore démarré ou léger retard ☹️ difficultés remettant en cause l'activité



1.2.2.2 A Wallis-et-Futuna

a) Les évènements marquants de l'année

Outre la finalisation des plans d'actions et la formalisation des partenariats locaux, les premières actions ont pu démarrer sur le terrain. On retiendra :

- L'acquisition d'un compacteur de canettes / plastiques afin de faciliter le conditionnement de ces déchets et ainsi valoriser les stocks présents sur la plateforme de tri du CET de Wallis et venir appuyer la relance de campagnes de tri sur les deux îles.
- La réalisation d'un diagnostic de l'assainissement domestique à travers des enquêtes domiciliaires dans plus de 100 foyers de Wallis en août 2014. Présenté en Conseil Territorial de l'Environnement en octobre 2014, cet état des lieux a mis en évidence la vétusté et la non-conformité de la plupart des équipements d'assainissements individuels et les risques environnementaux et sanitaires liés aux infiltrations et rejets des effluents d'élevage de porcs. Suite à cet état des lieux, une étude de plus grande ampleur a été lancée et donnera lieu à des propositions de schéma directeur et d'amélioration des dispositifs.
- L'acquisition de bennes de transfert dans le cadre de la réhabilitation de la décharge de Nanu'u qui seront livrées en août 2015. En parallèle, des actions de sensibilisation ont été menées pour venir en appui de la fermeture du site, notamment la réalisation d'une banderole d'information par les élèves des deux collèges de Futuna.
- La réalisation de l'état des lieux de la gestion de l'eau dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) à Futuna par des stagiaires ingénieurs via des enquêtes domiciliaires. Cet état des lieux, qui sera rendu en août 2015, permettra l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de l'Eau à Futuna.
- La signature des conventions de reboisement entre la Direction des Services de l'Agriculture et les villages de Futuna pour les impliquer directement dans la restauration de leur bassin versant (BV). Les préparations des plants via la collecte des semences en forêt et la multiplication en pépinière ont été réalisées et les ateliers participatifs pour la préparation des plantations sont en cours.
- L'acquisition d'un tanktainer par le Service de l'Environnement en prévision de l'exportation des huiles usagées a été réalisée en 2014 et les pré-analyses sur les fûts ont été menées par l'équipe du CET. Les termes de référence des appels d'offre pour l'exportation des stocks historiques des huiles et batteries ont été rédigés et serviront de base aux appels d'offre qui seront lancés en juillet 2015.
- Le démarrage des campagnes de sensibilisation auprès des scolaires : près de 15 établissements scolaires et 30 classes de primaires et collèges de Wallis-et-Futuna ont été sensibilisés à travers plus d'une vingtaine d'interventions sur l'impact des déchets sur l'environnement, le tri, la préservation de la ressource en eau et autres bonnes pratiques environnementales. A noter que de nombreuses interventions sont suivies par une demande de visites guidées du CET assurées par la coordinatrice et l'équipe du CET du Service de l'Environnement.
- En parallèle, INTEGRE s'est associé à un grand projet de sensibilisation fédérant plusieurs services et institutions (Service de l'Environnement, Direction des Services de l'Agriculture, CCIMA) porté par la Direction de l'Enseignement Catholique (DEC) de Wallis. Ce projet a permis la sensibilisation de plus de 150 élèves de Wallis à l'impact des déchets sur l'environnement, le tri / recyclage des déchets (démonstration compacteur), la fabrication de compost et l'importance du rôle du CET (visite guidée).



b) Synthèse de l'avancement du projet à Wallis-et-Futuna

Sites / code T6	Activités	Avancement technique	Budgets et dépenses	
			Budgets (€)	Dépenses (% de conso)
Wallis :				
C2W11	Renforcement du CET de Wallis et des moyens de gestion (Casier; appui au CET)	☹️ casier 😊 Appui CET	430 900 €	33 468 € (7,8%) <i>+ 13 000 € engagés</i>
C2W12	Mener des actions de sensibilisation avec les collèges et le lycée d'Etat de Wallis	☹️ Lycée 😊 Collèges	11 225 €	0 €
C2W13	Traitement et valorisation des déchets (Amélioration de la conduite d'élevage)	😊	9 000 €	0 €
C2W2	Gestion de la ressource en eau (Définir les périmètres de protection de captage; diagnostic assainissement domestique)	☹️ Captages 😊 Assainissement	25 500 €	0 €
Futuna :				
C2F1	Traitement des déchets de Futuna (renforcer le CET de Futuna et réhabiliter la décharge de Nanu'u)	😊	219 052 €	1 338 € (0,6%) <i>+6 713 € engagés</i>
C2F2	Gestion de la ressource en eau (diagnostic du SAGE; accompagnement de la réhabilitation des réseaux d'eau)	😊	21 500 €	5 586 € (26%)
C2F3	Restauration d'un bassin versant de Futuna	😊	22 349 €	0 €
Thèmes transversaux :				
C2WF1	Traitement des déchets (évacuation stocks historiques d'huiles et batteries et mise en place d'une gestion pérenne. Renforcement du tri sélectif dans les villages).	😊	129 000 €	0 €
C2WF2	Démarche de GIZC (élaborer un plan de GIZC)	☹️	70 000 €	0 €
C2WF3	Campagne de communication et de sensibilisation à l'environnement à Wallis et Futuna	😊	34 000 €	0 €
C2BIO	Créer un réseau de ferme-pilote en agriculture biologique à Wallis	☹️	167 602 €	0 €
	Réserve (reste à budgéter)		7 872 €	0 €
		Total	1 148 000 €	40 392 €€ (3,5%)

😊 avancement conforme ☹️ pas encore démarré ou léger retard ☹️ difficultés remettant en cause l'activité



1.2.2.3 En Polynésie française

a) Les évènements marquants de l'année

La finalisation du plan d'actions INTEGRE en Polynésie française est le 1^{er} évènement marquant de cette année. Le caractère très participatif de l'élaboration de ce plan d'actions a nécessité près de 15 mois de travail à la fois dans les sites et auprès des services du gouvernement pour aboutir à un plan qui se veut le reflet des priorités d'acteurs à la fois privés, associatifs et publics. Il a été approuvé avec peu de modifications par le CCTT polynésien, gage d'une part de la qualité des projets soumis par les acteurs locaux et d'autre part d'un vrai engagement du pays dans une démarche participative.

En parallèle à la finalisation du plan d'actions INTEGRE, les activités déjà validées en 2014 ont pu démarrer dans l'ensemble des sites. On peut retenir notamment :

- Le travail engagé sur l'agriculture biologique à Opunohu avec le début des essais sur la mise en place d'un itinéraire technique pour la culture de l'ananas bio et la construction d'une plate-forme de compostage des effluents porcins d'une part puis le démarrage des activités de la ferme pilote en agriculture biologique d'autre part. Cette dernière activité a nécessité près d'un an de travail avec l'ensemble des partenaires afin d'aboutir à un projet partagé. Il a permis de faire venir en Polynésie française un formateur en agriculture biologique employé par le Pays afin de superviser les activités de la ferme mais aussi de former plus largement les agriculteurs à des techniques agricoles plus durables pour la santé et l'environnement. Le projet emploie directement 2 jeunes techniciens locaux, un au sein de la ferme pilote et l'autre au sein de l'association SPG Biofetaia ;
- Le début du travail de diagnostic participatif dans le cadre de l'élaboration de plans de gestion intégrée dans les 3 sites avec notamment l'embauche de 2 animatrices à Raiatea-Tahaa et Opunohu ainsi qu'un étudiant en thèse à Tiarapu. A Raiatea-Tahaa, 11 réunions publiques d'identification des enjeux de gestion ont été tenues et dont ont déjà émergé 2 enjeux prioritaires, les mouillages des bateaux de plaisance et la pêche lagonaire. Deux ateliers spécifiques ont été organisés sur ces thèmes. Ces activités jouent pleinement leur rôle intégrateur puisqu'elles interagissent fortement avec les autres activités en cours sur chacun des sites, notamment grâce à l'appui qu'elles apportent en matière de concertation avec la population.
- La réalisation du balisage de la zone de gestion des ressources naturelles ou « rahui » de la commune de Teahupoo ;
- L'évaluation du gisement de déchets professionnels à Raiatea-Tahaa, préalable à la définition et à la mise en œuvre d'un système de gestion pérenne et répliquable ;
- Le démarrage de l'activité d'élevage d'une espèce lagonaire à bas coût (mesocosme) à des fins de réensemencement avec l'emploi d'un ingénieur aquacole en mai 2015, le choix de l'espèce cible, *siganus spp* et l'installation des structures au sein de la coopérative des aquaculteurs de Polynésie française.



b) Synthèse de l'avancement du projet en Polynésie française

Sites / code T6	Activités	Avancement technique	Budgets et dépenses	
			Budgets (€)	Dépenses (% de conso)
Raiatea-Tahaa et lagon :				
C2R1	Contribuer à la réduction des pollutions issues des activités économiques	😊	258 993€	18 530 € (7%)
C2R2	Participer au développement ou au soutien d'activités économiques durables	😊	300 239 €	7 934 € (3%)
C2R3	Appuyer la mise en place d'une gestion durable et intégrée des usages lagonaires	😊	152 684 €	16 913 € (11%)
Opunohu (Moorea) :				
C2O1	Améliorer la qualité environnementale et paysagère du site	😊	192 114€	75 000 € (39%)
C2O2	Appuyer le développement d'activités écotouristiques	😐	167 600 €	0
C2O3	Participer à la mise en place d'une gouvernance propice au développement d'un tourisme durable	😊	171 459€	21 790 € (13%)
Presqu'île de Tahiti :				
C2T1	Diminuer l'impact des pressions anthropiques sur l'environnement du site	😊	142 753 €	64 230 € (45%)
C2T2	Appuyer la mise en place et le fonctionnement des aires de gestion des ressources naturelles et culturelles	😊	71 219 €	54 323 € (76%)
C2T3	Contribuer au développement durable du site	😊	397 167€	38 821 € (10%)
Thèmes Transversaux : (remarque : pour ce rapport, les trois premières activités sont regroupées dans une fiche unique en II)				
C2SB	Accompagner l'élaboration de la stratégie Biodiversité de la Polynésie française – DIREN/MCE	😐	23 464 €	0
C2CCA	Evaluer une organisation de la gestion et la surveillance de la ZEE et des coûts de gestion de cet espace – incluse dans la fiche régionale	😐	26 816 €	0
C2PLN	Développer une méthodologie d'élaboration des plans de gestion intégrée des zones côtières	😊	20 000 €	20 000€ (100%)
C2BIO	Projet de fermes pilotes Bio à Opunohu	😊	167 602 €	6 672€ (3%)
	Réserve (reste à budgéter)		3 890 €	
		Total	2 096 000€	324 213€ (15,5%)

😊 avancement conforme 😐 pas encore démarré ou léger retard ☹️ difficultés remettant en cause l'activité



1.2.2.4 A Pitcairn

a) Les évènements marquants de l'année

L'année a été marquée par le début des travaux de prévention de l'érosion des sols fin mai 2015 et notamment le recrutement de 3 travailleurs polynésiens pour réaliser ces travaux. Leur recrutement a pu se faire grâce au soutien des élus du site d'Opunohu qui ont facilité la recherche de candidats. Les 3 travailleurs polynésiens travaillent également à la construction d'une pépinière dans le cadre du projet de création d'un jardin botanique.

Sur la thématique de la gestion des déchets, le Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE) a été sollicité pour appuyer Pitcairn dans le développement d'un plan de gestion des déchets. Un premier travail d'évaluation des déchets de Pitcairn est en cours de réalisation, piloté depuis Apia, siège du PROE avec la Division Environnement, Conservation et Ressources Naturelles de Pitcairn en relais sur le terrain.

b) Synthèse de l'avancement du projet à Pitcairn

Sites / code T6	Activités	Avancement technique	Budgets et dépenses	
			Budgets (€)	Dépenses (% de conso)
C2P1	Améliorer la gestion des déchets	😊	86 193	17 619€ (20%)
C2P2	Prévenir l'érosion des sols	😊	113 130	24 608 € (22%)
C2P3	Promouvoir et valoriser le patrimoine culturel et naturel de Pitcairn	😐	87 813	6 054 (7%)
C2TR	Participation aux coûts de transport		51 404	37 615 (73%)
C2BIO , CCA, WST	Déclinaison des activités régionales C1.2	😐	30 000	0
	Réserve (reste à budgéter)		3 060	0
		Total	371 600€	85 896€ (23%)

😊 avancement conforme 😐 pas encore démarré ou léger retard ☹️ difficultés remettant en cause l'activité

1.2.3 Pilotage et gestion du projet

1.2.3.1 Réunions du comité de pilotage régional

Le comité de pilotage régional a été sollicité à 3 reprises :

- **COPIL annuel n°3 du 18 juillet 2014 à Nouméa** : Ce comité de pilotage avait pour objectif de valider le très important travail préparatoire mené par l'équipe de coordination avec les territoires de novembre 2013 à juin 2014 :
 - o Validation du plan d'action global du projet et de son budget (incluant le plan de communication) ;



- Validation des plans d'actions des territoires et validation partielle des plans d'actions par sites (compléments demandés à la Nouvelle-Calédonie) ;
- Proposition du cadre logique global.
- eCOPIIL d'octobre 2014 : les membres du comité de pilotage ont validé le plan d'actions révisé de la Nouvelle-Calédonie ;
- **eCOPIIL de décembre 2014 - janvier 2015** : les membres du comité de pilotage ont été officiellement sollicités par courrier électronique afin de valider les versions définitives des plans d'actions de chacun des territoires et sites, des compléments pour les activités régionales, ainsi que le cadre logique révisé et complété du projet.
- **COPIIL annuel n°4 du 29 mai 2015 à Papeete** : Il a permis de présenter et valider le bilan du projet pour l'année 2014-2015 et de discuter des difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre, notamment des retards, ainsi que des choix méthodologiques qui pourront nécessiter une demande d'avenant de prolongation.

L'ensemble des comptes rendus des comités de pilotage et des CCTT de la période sont fournis en *annexe I* de ce rapport.

1.2.3.2 Réunions des CCTT et des comités locaux

Conformément aux engagements, les comités techniques de coordination territoriale (CCTT) se sont tenus à une fréquence semestrielle permettant de faire un point sur l'avancement des projets et préparer les COPIIL. Sur les sites-pilotes, les comités locaux se sont réunis en fonction des décisions à prendre et de l'avancement du projet. Le détail des rencontres est précisé dans le tableau ci-dessous :

Territoires	Comités de coordination technique territoriaux	Comités locaux
Nouvelle-Calédonie	<ul style="list-style-type: none">• 17/07/2014 : validation des plans d'actions du territoire et des sites-pilotes.• 9/12/2014 : point d'avancement semestriel et validation d'une nouvelle activité la zone côtière nord-est.• 20/05/2015 : point d'avancement semestriel et la préparation du COPIIL annuel.	<ul style="list-style-type: none">• ZCNE : 5 septembre 2014, 10 juillet 2015• Grand Sud : 1^{er} juillet 2014, 5 novembre 2014 + participation régulière aux comités de gestion UNESCO de la zone.• Ouvéa : 11 décembre 2014, 10 juin 2015.
Wallis-et-Futuna	Rôle tenu par le Conseil territorial de l'environnement et du développement durable le CTEDD : <ul style="list-style-type: none">• 03/10/2014 : Rappels des activités et budgets validés en Juin 2014 ; Validation d'une nouvelle activité (gestion des effluents d'élevage), détails de la C1 et présentation du projet bio par la CANC.	<ul style="list-style-type: none">• Wallis : le CCTT fait également office de CL Wallis.• Futuna : 31/04/2015 : état d'avancement des projets INTEGRE réalisés avec focus sur ceux de Futuna.
Polynésie française	<ul style="list-style-type: none">• 3/07/2014 : validation du 1er plan d'actions du territoire et des sites pilotes.• 18/12/2014 : point d'avancement semestriel et validation de nouvelles activités	<ul style="list-style-type: none">• Opunohu : 2 (01/07/2014, 20/02/2015),• Presqu'île : 1 (16/12/2014),• Raiatea-Tahaa : 3 (28/10/2014,



Territoires	Comités de coordination technique territoriaux	Comités locaux
	<ul style="list-style-type: none">21/05/2015 : point d'avancement semestriel et validation des plans d'actions révisés des territoires et des sites pilotes.	9/12/2014, 12/05/2015) A chaque fois : état d'avancement des activités en cours et validation de nouvelles activités.
Pitcairn	Le Conseil des îles de Pitcairn assure le suivi institutionnel du projet. Le suivi d'INTEGRE a ainsi été régulièrement porté à l'ordre du jour au cours de la période.	Les réunions publiques permettent d'informer la communauté et de solliciter les contributions (juin, octobre et novembre 2014)

1.2.3.3 Mise en place des partenariats de mise en œuvre avec les acteurs locaux

a) Les conventionnements

Trois types de conventionnements ont été signés entre la CPS et les partenaires pour assurer la mise en œuvre du projet :

- Les **protocoles d'accord** entre la CPS et les ordonnateurs territoriaux (Polynésie française, le 9 septembre 2014 ; Wallis-et-Futuna le 10 septembre 2014, Pitcairn, le 7 octobre 2014 et la Nouvelle-Calédonie, le 16 octobre 2014).
- Les **conventions de mise en œuvre** entre la CPS et les opérateurs gestionnaires chargés de mettre en œuvre les actions du projet et d'en gérer directement le budget afférent.
- Les **agrément**s entre la CPS et les opérateurs techniques chargés de mettre en œuvre les actions du projet dont le budget reste géré directement par la CPS.

b) Les partenaires du projet

En Nouvelle-Calédonie :

Pilotage : le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie représenté par le Service de la coopération régionale et des relations extérieures.

Service technique référent : le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Nouvelle-Calédonie

Des conventions de mises en œuvre ont été ou vont être signées –(* : non signée) avec les acteurs suivants :

- Les 3 provinces de la Nouvelle-Calédonie : province Sud, province Nord et province des îles Loyautés
- Des organismes publics ou parapublics : le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Nouvelle-Calédonie, la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie, le lycée Do Néva ;
- Des associations et assimilés : Groupement de Droit Local Particulier (GDPL) Bomene Tapu, Association Popwadene, l'ASBO (Association pour la Sauvegarde de la Biodiversité d'Ouvéa), Biocalédonia, la Société Calédonienne d'ornithologie* ;
- Des organismes de recherche : l'Université de la Nouvelle-Calédonie et l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD)* ;
- Des communes : Pouébo et Ouégoa.



De plus, une partie très importante de l'action a été confiée au bureau d'étude l'ONF international, par contrat, pour des actions de restauration dans le Nord.

Sans avoir signé de convention ou d'agrément, les comités de gestion UNESCO des sites-pilotes sont des partenaires essentiels du projet.

En Polynésie française :

Pilotage : le gouvernement de Polynésie française représenté par la Délégation aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIE). Le Ministère de la Culture et de l'Environnement est également fortement impliqué dans le suivi technique du projet.

Service technique référent : la Direction de l'Environnement

Des conventions de mises en œuvre (C) et des agréments de mise en œuvre (A) ont été signés avec les partenaires suivants :

- Partenaires publics : Direction de l'Environnement (A), Direction des Ressources Marines et Minières (A), Service du Développement Rural (A), Service de la Culture et du Patrimoine (A), Institut Louis Malardé (C), Communes de Toahotu (A), Uturoa (A), Taputapuatea (A), Tumaraa (A), Tahaa (A), Institut des Récifs Coralliens du Pacifique (A), Etablissement Public d'Enseignement, de Formation et de Promotion Agricole (C).
- Partenaires associatifs : SPG Biofetia (C), Biomarama (A), Te Ao Uri (C), Chambre de Commerce d'Industrie, des Services et des Métiers (A), Tamarii Puohine (C), Punaeroa (A), Coopérative des Aquaculteurs de Polynésie française (C).
- Partenaires privés : SARL Vaihuti Fresh (A), Maima Rasselet (contrat de prestation dans le cadre de la convention de partenariat régissant la mise en place et le fonctionnement de la ferme pilote en agriculture biologique).

A Wallis-et-Futuna :

Pilotage : Administration Supérieure des îles de Wallis et Futuna.

Service technique référent : le Service Territorial de l'Environnement de Wallis-et-Futuna.

Des conventions de mises en œuvre ont été avec les acteurs suivants :

- Les Services et administrations du Territoire : le Service Territorial de l'Environnement et la Direction des Services de l'Agriculture.
- Des établissements publics : le lycée d'Etat.

Un agrément a également été signé entre la CPS et le Service des Travaux Publics de Wallis-et-Futuna pour la réhabilitation des réseaux d'eau de Futuna.

A noter que même si ils ne sont pas signataires de conventions ou d'agréments, un certain nombre de partenaires sont engagés dans les projets comme le lycée professionnel agricole de Wallis-et-Futuna et la Chambre de commerce, de l'industrie, et des métiers de l'Agriculture de Wallis. Ces partenaires, avec la Direction des Services de l'Agriculture, sont signataires de lettres d'engagement dans le cadre du projet « Réseau de fermes pilotes bio ».

A signaler également la mise en place de sous-conventions entre les opérateurs gestionnaires du projet et les acteurs locaux (ex : conventions entre la Direction des Services de l'Agriculture et deux villages de



Futuna) ou vers des experts régionaux (ex : convention entre le Service Territorial de l'Environnement de Wallis-et-Futuna et la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie).

Enfin, le Service de la statistique et des études économiques a été contracté directement par la CPS pour réaliser une enquête INTEGRE (sur les perceptions des enjeux environnementaux de la population) dans le cadre de l'enquête agricole effectuée du 01 Septembre au 03 Octobre 2014 sur 2 100 personnes à Wallis et à Futuna.

A Pitcairn :

Pilote : gouverneur de Pitcairn

Service technique référent et partenaire principal : Environment, Conservation and Natural Resource Division

A l'échelle régionale :

Les principaux partenaires pour la mise en œuvre des activités régionales sont le PROE pour les activités relatives à la gestion des déchets et la Chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie pour le projet sur l'agriculture biologique.

Les consultants sollicités pour l'appui méthodologique au projet seront présents tout au long du projet pour l'accompagner. On peut citer aujourd'hui le GIE Océanide, Yves Henocque de l'IFREMER et l'Université du Pacifique Sud.

1.2.3.4 Mise en œuvre du plan de communication

Le plan de communication du projet a été validé par le COPIL du 18 juillet 2014. L'objectif global est de diffuser les principes de la GIZC et d'encourager leur application à tous les niveaux de gouvernance : local, territorial et régional. Concrètement, il prévoit :

1/ La création d'outils et de supports de communication et de promotion du projet et de ses résultats :

- Un site Internet INTEGRE,
- Des supports de présentation du projet (brochure, posters...),
- La publication des rapports, études techniques et autres documents pertinents produits par le projet, dont un document de capitalisation en fin de projet (sous format PDF et/ou imprimé),
- Des panneaux et accessoires à l'effigie du projet permettant de donner plus de visibilité au bailleur, l'Union Européenne.

2/ La promotion du projet et de ses résultats à travers :

- Une diffusion de ses résultats dans les médias locaux,
- La participation des coordinatrices ou des partenaires à des événements locaux pour diffusion auprès du grand public, des techniciens ou des politiques,
- La participation des coordinatrices ou des partenaires à des colloques ou ateliers techniques internationaux.



a) Création d'outils et de supports de communication

Lancement et gestion du site internet du projet : Un site internet dédié au projet a été conçu et développé par l'équipe de projet avec l'appui d'une société spécialisée. Il est accessible en ligne depuis le 11 décembre 2014, à l'adresse suivante : <http://integre.spc.int/> et *via* le site internet de la CPS. Il présente le projet INTEGRE dans son ensemble et est mis à jour régulièrement selon l'actualité du projet à l'échelle régionale et dans les 4 territoires.

Le site a reçu la visite de 1488 visiteurs depuis son lancement, avec une moyenne de 256 visiteurs par mois. Ils consultent en moyenne 3 pages par visite. On estime que 60% sont francophones, contre 30% d'anglophones et 10% autres.

Les outils de visibilité : pendant la période de référence, les documents suivants ont été créés :

- Une plaquette de présentation du projet éditée dans les 2 langues ;
- 3 posters (2m x 0,85 m) sur la présentation globale du projet à l'échelle régionale, sur la gestion des déchets à Wallis-et-Futuna et sur le plan d'actions INTEGRE à Raiatea-Tahaa ;
- Des T-shirts et polos pour l'équipe projet, des blocs-notes distribués au comité de pilotage et des autocollants permettant d'estampiller les productions et achats réalisés par le projet ;
- A noter que le véhicule du projet à Nouméa est maintenant au couleur du projet et de l'Union Européenne.

Le visuel de ces produits est présenté en *annexe V*.

Publication de rapports du projet :

- Le bilan de l'atelier tourisme en version bilingue (*en cours de finalisation*): PDF et imprimé ;
- Le document bilan sur l'appui au processus de révision du PGEM en français (*annexe III*): PDF uniquement ;
- Les 2 études sur les plans de GIZC en version française et anglaise (*annexe IV*): PDF et imprimé ;
- Les plans d'actions du projet et les plans d'actions par territoire en français en version bilingue (*en cours de finalisation*): PDF et imprimé.

b) Promotion du projet et de ses résultats

A noter que pour mieux répondre à cette mission, les coordinatrices ont suivi une formation personnalisée de 4 heures de « media training » en juillet 2014. Les actions et retombées en terme de visibilité du projet sont résumées dans le tableau ci-dessous :



Territoires	Retombées presse	Participations à des événements locaux
Nouvelle-Calédonie	<ul style="list-style-type: none">• Participation à un plateau télé le 9 février pour annoncer l'atelier tourisme.• 3 interviews/reportage radio• Bonne couverture presse : 15 articles dans la presse locale (quotidien, journal gratuit provincial ou communal, journal de la CCI...)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du projet au Conseil Economique, Social et Environnemental de Nouvelle-Calédonie en avril 2015,• Participation à la semaine européenne de la réduction des déchets (24-27 novembre 2014) organisée au siège de la CPS,• Présentation à la Foire de l'île des Pins (juin 2015) et fête de la Baleine à l'île Ouen (juillet 2015) par les agents de la province Sud, partenaire du projet• Forum des comités de gestion (juillet 2015),• Journées techniques sur le compost en mars 2015 à la Foa (présentation de l'activité régionale agriculture biologique).
Wallis et Futuna	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du plan d'actions INTEGRE pour Wallis et Futuna au journal télévisuel (juillet 2014).• Diffusion de 2 nouveaux reportages télévisuels longs :<ul style="list-style-type: none">○ Sur la sensibilisation à l'occasion de la fête de la science : présentation d'un atelier « gestion des déchets ».○ Sur l'avancement des actions INTEGRE dans le cadre de la gestion durable des déchets.• Régulièrement les événements marquants du projet sont suivis et diffusés dans les journaux télévisuels de Wallis 1ère (pas de presse écrite)	<ul style="list-style-type: none">• Animation d'un stand « INTEGRE » pendant les deux journées de la fête de la science : sensibilisation des scolaires à la gestion des déchets,• Présentation du projet au Comité Consultatif Social et Economique de Wallis et Futuna (qui regroupe 4 collèges de patronats, 4 de syndicats et 3 d'associations) avec la présence du Président et d'une délégation du Conseil Economique Social et Culturel de Polynésie française et du Président et d'une délégation du Conseil Economique, Social et Environnemental de la NC (12 août 2014),• François Japiot (CANC) a présenté le projet Agriculture Biologique volet Wallis et Futuna lors du « Colloque régional sur l'agriculture durable au service de la population » tenu à Wallis du 25 au 28 novembre 2014.
Polynésie-Française	<ul style="list-style-type: none">• Reportage court sur 2 activités INTEGRE lors des journaux télévisés quotidiens (TNTV, le 8/02/2015 et Polynésie 1ère, le 05/06/2015).• Des articles réguliers principalement dans la Dépêche de Tahiti (6 articles) ou plus occasionnellement dans Tahiti Infos (1 article) puis 1 article dans le magazine mensuel de Moorea.	<ul style="list-style-type: none">• Séminaire sur la prise en compte de la notion de genre dans les activités de GIZC, organisé par la division « Développement Humain » de la CPS (21 juillet 2014).• Séminaire sur la politique de la ville et plus particulièrement sur la mise en place de contrats de ville participatifs. Organisé par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), INTEGRE a été invité à présenter la dimension participative du projet (fonctionnement des comités locaux et plans de gestion participatifs) (12 août 2014).• Formation organisée par l'ADEME et la CCISM sur l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) (21 août).• Tahiti Pearl Regatta : présentation des actions du projet INTEGRE à Raiatea et Tahaa sur un stand dédié avec présentation d'un poster réalisé pour l'occasion.



Territoires	Retombées presse	Participations à des évènements locaux
Pitcairn	Information régulière sur le projet et ses activités dans le journal de Pitcairn	

Participation à des évènements internationaux :

- « Conférence Internationale sur la Biodiversité et le Changement Climatique : des stratégies à l'action » organisée par l'Union Européenne et l'IUCN en Guadeloupe du 21 au 24 octobre 2014. Le projet INTEGRE a été présenté lors d'un « side-event » organisé par l'Initiative Française pour les Récifs Coralliens (IFRECOR).
- Atelier de l'IUCN France intitulé « adaptation au changement climatique : des solutions fondées sur la nature » en avril 2015 à Paris : le gouvernement de Nouvelle-Calédonie/coopération régionale a présenté le projet INTEGRE en détaillant l'action érosion côtière à Ouvéa.

1.2.3.5 Coopération entre projets, implication au sein de la CPS

a) Coopération avec le projet RESCCUE :

Le projet RESCCUE, financé par l'AFD et le FFEM et coordonné par la CPS, vise à développer des mécanismes de financement innovants pour renforcer et pérenniser la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) dans les îles du Pacifique. Il comporte un volet régional et un volet opérationnel sur « sites-pilotes » dont trois sont communs avec INTEGRE : la zone côtière Nord-Est et le grand Sud en Nouvelle-Calédonie et la baie d'Opunohu en Polynésie française. La mise en œuvre de RESCCUE couvre la période de janvier 2014 à décembre 2018.

Une grande synergie d'action est recherchée entre les deux projets. Ainsi, les plans d'actions INTEGRE et RESCCUE des sites-pilotes communs ont été construits avec les autorités compétentes dans la plus grande complémentarité. De même, à l'échelle régionale, l'étude sur les plans de GIZC (C1.3) a été cofinancée par les deux projets et les équipes de coordination de RESCCUE sont invitées aux instances de coordination et de pilotage d'INTEGRE et vice et versa.

b) Coopération avec les autres divisions et programme de la CPS :

La CPS a lancé un travail de réflexion autour de la thématique du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe (« groupe climat et résilience »). L'équipe INTEGRE est impliquée dans la réflexion sur les deux thèmes : « la dimension humaine du changement climatique et de la prévention des risques de catastrophe » et « évolution des écosystèmes ».

Parallèlement, les contacts entre le projet INTEGRE et les autres divisions de la CPS ou projets mis en œuvre par la CPS ont continué leur développement :

- Implication des divisions HDP/culture et FAME/pêche côtière dans la préparation et l'animation de l'atelier technique de février 2015 (tourisme durable et gestion intégrée des zones côtières) ;
- Coopération pour amender les lignes directrices sur les plans de GIZC ;



- La division pêche de la CPS est directement associé à une étude permettant de caractériser et suivre l'effort de pêche non professionnelle dans le grand lagon Sud en Nouvelle-Calédonie ;
- Plusieurs représentants des acteurs calédoniens, polynésiens et wallisiens du projet de réseau de fermes pilotes biologiques ont participé à l'assemblée générale du réseau Poet-Com sur l'agriculture biologique dans le Pacifique, dont le secrétariat est hébergé à la CPS à Fidji. Cette rencontre a eu lieu du 10 au 12 décembre à Nandi ;
- Participation aux activités de réorganisation de la CPS : plan stratégique en cours de rédaction, mise en place de la démarche « programmatique ».



I.2.4 Difficultés rencontrées et mesures prises pour surmonter les problèmes

I.2.4.1 Retard dans l'exécution du projet :

Le projet a pris du retard dans l'exécution technique et financière des activités du projet. Les raisons de ce retard sont :

- Le décalage de 7 mois entre la date de signature (mars 2013) de la convention de financement l'UE/PTOM fixant la fin de la période de mise en œuvre au 28 mars 2017 et la prise de fonction de l'équipe de coordination en novembre 2013,
- Le besoin de réappropriation du projet par les acteurs locaux au moment du démarrage, inévitable en raison des délais importants entre la phase de conception du projet et le démarrage de sa mise en œuvre. De plus, l'atteinte des objectifs même du projet nécessite la mise en œuvre de méthodes participatives pour l'élaboration des plans d'actions. Le temps imparti à cette phase, s'il a été réduit au maximum, a cependant dépassé les projections. Les actions ont été validées de manière échelonnée afin de permettre à celles qui le pouvaient de démarrer le plus tôt possible.
- Les calendriers politiques dans les PTOM français, avec l'organisation des élections municipales en mars 2014 et des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie en mai 2014 ont rallongé cette phase d'élaboration et de validation des projets des sites-pilotes.

Il s'avère aujourd'hui que la **période de mise en œuvre**, qui doit s'achever le 28 mars 2017, risque de s'avérer trop juste. Il sera indispensable de prolonger cette durée jusque fin 2017 afin de garantir une bonne exécution du projet (technique et financière). Cette prolongation est envisageable sans modification du budget initial.

Pour résoudre ce problème, le comité de pilotage a validé l'envoi, par l'ordonnateur régional, d'une demande d'avenant de prolongation simple à l'Union Européenne. Cette demande d'avenant concernera la prolongation de la durée de mise en œuvre du projet, mais aussi le décalage de la date limite, prévue par la convention de contribution, pour signature de contrats individuels (trois ans après la signature : « D+3 », aujourd'hui fixé au 28 août 2016).

I.2.4.2 Difficultés d'ordre organisationnelles

Outre les retards pris au démarrage, certaines activités peuvent s'avérer plus longues ou plus difficiles à mettre en place que prévu. Parmi les difficultés rencontrées, on peut noter :

- Les procédures internes des partenaires parfois longues, en particulier concernant les validations politiques. Cela a notamment entraîné des retards dans les procédures de recrutement;
- Des problèmes de disponibilité des agents des structures partenaires quand les activités du projet s'ajoutent à leurs tâches habituelles sans adaptation de leur poste. A cela s'ajoute un turn-over inévitable du personnel au sein des structures partenaires ou des réorganisations, entraînant des phases de réappropriation de l'action. Le travail d'accompagnement des coordinatrices est alors très important et les postes d'animateurs ou de coordinateurs recrutés dans le cadre du projet peuvent en partie pallier à ce manque de disponibilité.



- Des procédures administratives et financières parfois difficiles à s'approprier pour les acteurs locaux responsables de la mise en œuvre. A travers les conventions qu'elle signe avec ses partenaires, la CPS impose un reporting technique et financier exigeant et des procédures d'achats particulières garantissant le respect des règles de l'Union Européenne, avec notamment des seuils de mise en concurrence bien inférieurs aux pratiques habituelles sur ces territoires. Cela impose du temps et une grande rigueur. Quelques retards et écarts ont été constatés, soulignant le besoin d'accompagnement important.
- Des délais sont apparus dans le paiement des fournisseurs par la CPS, en raison d'une sous-estimation au départ des tâches administratives et financières dévolues à l'équipe projet au regard de celles prises en charge par les services support de la CPS. En interne, une réflexion est en cours pour renforcer les capacités (optimisation des procédures et mutualisation de ressources).

Taxes applicables dans les PTOM :

Des difficultés sont apparues lors de l'importation des premiers matériaux réalisés par le projet à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française où la CPS ne possède pas de bureau. Ces difficultés, relatives aux taxes à appliquer – ou non – ont bloqué plusieurs activités dans l'attente d'information sur les procédures à suivre et les budgets à appliquer (ceux-ci ayant été élaborés hors taxe). Les ordonnateurs territoriaux ont été formellement interrogés. La réponse de Wallis-et-Futuna a été reçue et conclut à l'absence totale de taxes (douanes ou autres), la réponse de la Polynésie française est encore attendue. Ainsi, le matériel est importé toutes taxes comprises afin d'éviter de nouveau délais dans la réalisation des actions.

I.2.5 Modifications apportées à la mise en œuvre

Aucune modification substantielle n'a été apportée à la mise en œuvre du projet.

Le cadre logique a été revu, suite à l'adoption des plans d'actions et à la révision de la formulation des objectifs et résultats attendus du projet lors du COPIL du 18 juillet 2014. Il a ensuite été formellement validé en e-COPIL de décembre 2014-janvier 2015. Il est présenté en *annexe II* de ce rapport.



I.3 Analyse de l'avancement du projet par objectifs et résultats attendus

Vingt mois après l'arrivée de l'équipe projet à la CPS et le démarrage du projet, nous proposons une première analyse de l'avancement du projet par résultats attendus. Les indicateurs de résultats sont rappelés pour mémoire. Ils ne peuvent pas encore être renseignés pour la plupart.

I.3.1 Objectif spécifique n°1 : renfort de la coopération PTOM-ACP

« Renforcement de la coopération entre les PTOM et les pays ACP du Pacifique dans le domaine du développement durable »

Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l'état d'avancement à juin-15
R1 : Un cadre régional pour la GIZC est proposé	R1.I1: accord de principe sur la nature du document R1.I2: un porteur identifié R1.I3: accord politique pour aller vers son adoption	Les premiers jalons pour atteindre ce résultat sont posés avec la réalisation de l'étude de cas sur les plans de GIZC et la proposition de lignes directrices. En 2015-2016, ce document sera partagé avec les acteurs locaux et régionaux, tout en recherchant un porteur institutionnel.
R2 : Les PTOM sont insérés dans les réseaux régionaux d'échanges et de concertation dans le domaine du développement durable	R2.I1: sera basé sur une évolution du taux d'insertion des PTOM indicateur à calibrer pour septembre 2015 (stage)	3 grands domaines de coopération sont identifiés : 1/ L'agriculture biologique : le projet a démarré. Il pose les bases d'échanges fructueux et permettra aux PTOM de renforcer leur présence dans le réseau régional POET-com 2/ Déchet : le projet est bien défini et démarre. En partenariat avec le PROE, il initie la présence des PTOM au sein des réseaux régionaux de gestion des déchets. 3/ L'adaptation au changement climatique : le détail de cette activité reste encore à affiner, notamment suite aux résultats de la COP21.
R3 : Des échanges entre sites miroirs de la région sont effectués	R3.I1: nombre d'échanges impulsés par INTEGRE à la fin du projet R3.I2: nombre de thématiques traitées dans les échanges R3.I3: productivité des échanges	7 projets d'échanges bilatéraux sont programmés pour la prochaine période suite à l'appel à projet lancé fin 2014. Ils concernent les 3 PTOM francophones et 4 pays du Pacifique sur 5 thématiques de la GIZC. De plus, les échanges entre acteurs des territoires ont été nombreux lors des ateliers régionaux de lancement et sur le tourisme durable. Ces 2 initiatives du projet feront l'objet d'évaluations plus poussées lors de la prochaine période.



I.3.2 Objectif spécifique n°2 : communication

« Mise en place d'une politique de communication et de sensibilisation efficace sur le projet INTEGRE et sur la GIZC à destination des populations, des institutions et des partenaires régionaux »

Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l'Etat d'avancement à juin-15
R4 : la visibilité du projet INTEGRE est assurée	<p>R4.I1: l'ensemble des publics visés est touché par la communication (augmentation)</p> <p>R4.I2: labellisation de tous documents, communication, réalisation</p> <p>R4.I3: présentation du projet en réunions internationales (1/an à partir de 2015)</p>	<p>A ce jour la visibilité du projet est assurée par :</p> <p>1/Les actions de communication qui ont touchés l'ensemble des publics visés sur les 4 territoires de projet :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>le grand public</u> (WF : 8 Télévisions (TV); 5 Radios; 4 documentaires, PF : 2 TV ; 8 articles presse / NC : 17 articles presse, 3TV, 4 radio)• <u>le public technique / les institutions</u> : impliquées directement dans le suivi du projet via les CCTT et CL + présentations à des événements techniques locaux• <u>les partenaires régionaux</u> : participation à des colloques internationaux (Fidji, plateforme pour la gestion des risques dans le Pacifique - avril 2014 / Guadeloupe (biodiversité et changement climatique) octobre 2014 / Paris avril 2015) + Information régulière des partenaires régionaux via des réunions bilatérales <p>2/ une charte graphique du projet réalisée et déclinée sur tous les supports de communication et productions du projet.</p>
R5 : Les résultats des projets de GIZC sur les sites pilotes sont capitalisés et valorisés	<p>R5.I1: 100% des activités INTEGRE faisant l'objet d'un retour vers les parties prenantes</p> <p>R5.I2: 100% des retours d'expérience disponibles/mis en ligne via le site web</p> <p>R5.I3: à la fin du projet, un document de capitalisation est diffusé et alimente la définition du cadre régional</p>	<p>A ce jour, les résultats des sites-pilotes sont valorisés à travers :</p> <p>1/ Les comités locaux et les CCTT fonctionnels sur les territoires, qui permettent un retour des activités menées par le projet à l'ensemble des acteurs concernés.</p> <p>2/ Les rapports trimestriels et annuels qui sont diffusés à l'ensemble des partenaires et publiés sur le site internet.</p> <p>3/ Le site web en ligne et régulièrement alimenté, ainsi que toutes les autres actions de communication menées à l'échelle locale, territoriale et internationale.</p>



I.3.3 Objectif spécifique n°3 : gouvernance

« Renforcement de la bonne gouvernance liée à la gestion de l’environnement et de la capacité des gestionnaires »

Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l’Etat d’avancement à juin-15
R6 : des instances participatives de gouvernance sont opérationnelles au niveau des sites pilotes	<p>R6.I1: des comités existent au niveau des sites pilotes - un relais est pris en fin de projet par des comités de gestion liés aux plans de GIZC</p> <p>R6.I2: les comités ont un statut juridique (fin de projet)</p> <p>R6.I3: taux de participation, représentativité satisfaisante - indicateur qualitatif</p>	<p>A l’échelle de chaque site-pilote, des Comités Locaux existent et sont fonctionnels. Ils constituent les instances participatives de gouvernance du projet (PF). Sur certains, il s’agit de structures préexistantes au projet INTEGRE qui perdureront après le projet (NC et WF). Sur les autres sites, un travail doit être mené pour évaluer le cadre dans lequel ils pourront être pérennisés après le projet (PF).</p> <p>Le taux de participation à ces comités est constant depuis le début du projet, avec une bonne représentativité des acteurs. La présence des animateurs sur site, financée par le projet, a pour objet de renforcer et de faire vivre ces instances participatives.</p>
R7 : la collaboration entre les services (d’une même administration ou entre administrations de différents sites) est améliorée	<p>R7.I1: en fin de projet, il existe une instance administrative intersectorielle suffisamment représentative pour fonctionner sur ces principes/critères</p> <p>R7.I2: des procédures de concertation interservices sont opérationnelles</p> <p>R7.I3: actions faisant 2 services ou plus (au moins 25)</p>	<p>La concertation interservices était au cœur du travail d’élaboration du projet INTEGRE sur les territoires. Les CCTT constituent l’instance de collaboration interservices ou inter-administration lors de l’élaboration et du suivi du projet. Concrètement, avec INTEGRE, des actions impliquant plusieurs services ou institutions sont menées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 en cours sur WF (service de l’environnement- CCIMA – Travaux publics – Direction des Services de l’agriculture) ; • 7 en cours sur NC (3 activités intercollectivités (3 provinces et gouvernement sur le changement climatique et le soutien au CG, via le CEN) + 4 interservices au sein des provinces) ; • 5 en cours en PF (Direction de l’Environnement, Service du Développement Rural, Direction des Ressources Marines et Minières, Service de la Culture, ADEME, Chambre de Commerce)
R8 : les capacités des gestionnaires sont renforcées	<p>R8.I1: nombre de personnes ayant bénéficié d’une formation (formelle ou via atelier ou échange technique)</p>	<p>Les partenaires locaux du projet ont déjà bénéficié :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de formations : NC : formation organisée à la gestion associative et de projet pour les comités de gestion : 20 personnes formées / WF : 24 personnes formées (utilisation du compacteur (12), Fukuoka (3), Missions CANC (maladies ravageurs (7), fertilité (5) / PF : 45 personnes formées à l’élaboration de plans de gestion participatifs (ateliers de révision du PGEM et de lancement du plan de gestion du lagon de Raiatea-Tahaa) + une thèse financée pour un étudiant de l’Université de Polynésie française sur la GIZC ;



Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l'Etat d'avancement à juin-15
		<ul style="list-style-type: none">• de l'atelier technique régional sur le tourisme durable (4 territoires) ;• d'expertises extérieures et accompagnement technique permettant d'améliorer leurs actions (agribio W-F, biosécurité Ouvéa, démarche participative PF) ;• d'un renfort de leur capacité matériel (compacteur au CET de Wallis) et humaine (recrutement animateur GDPL Ouvéa, Grand Sud, Ouvéa, ZCNE, Opunohu, Raiatea-Tahaa et Poindimié) ;• d'un appui et accompagnement à la gestion de projet par les coordinatrices INTEGRE directement auprès des techniciens, ainsi que, à Wallis, à travers la constitution d'un bureau technique .
R9 : le processus de planification intégrée est opérationnel	<p>R9.I1: plans de GIZC: initiation – adoption 2015: 50% initiés 2016: 100% initiés fin: 100% des sites disposent de plan de GIZC partagés par les acteurs</p> <hr/> <p>R9.I2: actions de planification structurantes lancées fin de projet: au moins 6</p>	<p>Les plans de GIZC sont initiés sur tous les sites (phase opérationnelle en Polynésie française et dans le grand Sud de la Nouvelle-Calédonie, lancement des appels d'offre pour leur élaboration, publié pour Wallis).</p> <p>En Nouvelle-Calédonie, des plans de gestion préexistent au projet INTEGRE qui vient soutenir leur mise en œuvre.</p> <p>De plus, le soutien aux autres actions de planifications structurantes sur les territoires a démarré : organisation d'un atelier préparatoire à la révision du PGEM à Moorea en octobre 2014, définition d'un système pilote de gestion des déchets professionnels à Raiatea-Taha, lancement de la stratégie adaptation au changement climatique en NC, diagnostic du SAGE à Futuna et du schéma directeur d'assainissement à Wallis et Futuna, définition des périmètres de protection de captage à Wallis)</p>



I.3.4 Objectif spécifique n°4 : gestion de l'environnement des sites-pilotes

« Contribution à l'amélioration de la gestion de l'environnement des sites pilotes au bénéfice des populations »

Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l'état d'avancement à juin-15
R10 : Les principales menaces sont identifiées et des actions concrètes de gestion sont engagées pour y faire face, de manière intégrée	R10-11.1: Existence des plans d'actions par site-pilote avant fin 2014 Les plans d'actions ont démarré avant mars 2015 Ratio des actions démarrées / terminées	Les plans d'actions des sites pilotes ont été construits selon les enjeux prioritaires de chaque site et les activités qui y sont proposées suivent une démarche intégrée. Au sein de ces plans d'actions, des diagnostics approfondis sont proposés. Ils sont lancés pour la plupart (NC : 5/9 – WF : 6/8 - PF : 5/8). Ils permettront de nourrir les divers plans de gestion prévus sur les sites pilotes. En parallèle des actions concrètes de gestion de l'environnement ont démarré sur tous les sites (WF : 7/9, NC : 2/9, PF : 7/11) : <ul style="list-style-type: none">dératisation de Beautemps-Beaupré et évacuation de VHU en NC ;réhabilitation de la décharge de Nanu'u à Futuna, reboisement à Futuna et amélioration du CET de Wallis.construction d'une station de compostage des effluents porcins de l'exploitation du lycée agricole d'Opunohu
R11 : l'environnement est valorisé au travers d'aménagements ou du développement d'activités économiques durables ;		Les actions de valorisation de l'environnement ont démarré (WF : 2/2, NC : 1/3, PN : 1/3, PF : 3/11) : <ul style="list-style-type: none">pour soutenir d'agriculture biologique sur les 3 territoires ;pour créer des filières d'exportation de déchets à Wallis ;pour créer un jardin botanique à vocation touristique à Pitcairn ;pour aménager des sites à vocation touristique en PF (Puohine à Raiatea et Tiarere à Tahaa en cours). De plus, pour encourager et aider les territoires à développer leur tourisme de manière durable, le projet a organisé un atelier sur ce thème en février 2015 en PF.
R12 : Les populations sont sensibilisées et sont impliquées dans la gestion durable de l'environnement	R12.1: nombre d'actions de sensibilisation menées sur chaque site R12.12: évolution du taux de mobilisation pour les actions grand public	Les actions de sensibilisation prévues dans le cadre du projet ont démarrées (Wallis : 20 interventions sur les déchets auprès des collèges, écoles primaires, et lycées à Wallis-et-Futuna ou lors de manifestations grand public réalisées depuis le début du projet / création d'outils d'information pour une meilleure gestion des déchets du grand public / sensibilisation des éleveurs pour une meilleure gestion des effluents d'élevage.....). De plus, des actions impliquant directement la population des sites pilotes ont démarré : <ul style="list-style-type: none">NC : dératisation de Beautemps-Beaupré avec les guides et pêcheurs locaux, diagnostic du tourisme à l'île des Pins mené en large concertation avec la population, implication du comité de gestion pour l'enlèvement des stocks historiques de VHU à Ouégoa ;



Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Evaluation de l'état d'avancement à juin-15
		<ul style="list-style-type: none">• WF : restauration des BV de Futuna en impliquant les villages pour le reboisement ;• PF : organisation des réunions publiques, thématiques et entretiens individuels ou par famille dans le cadre de l'élaboration des plans de gestion des 3 sites pilotes.



I.4 Rapport financier au 30 juin 2015

Récapitulatif Financier au 30 Juin 2015		
	<u>EUR</u>	
Budget global du Projet :	11 442 580	100%
Montant global des dépenses :		
> Année 1	495 459	4,33%
> Année 2	961 362	8,40%
	<u>1 456 821</u>	12,73%
Budget Restant :	9 985 759	87,27%
	<u>EUR</u>	
<u>Financements reçus de l'UE:</u>		
> 1er versement : Nov 2013	<u>2 500 000</u>	
Total :	2 500 000	
<u>Dépenses réalisées :</u>		
> Année 1	495 459	
> Année 2	961 362	
Total :	<u>1 456 821</u>	58,27%
Balance des financements perçus :	1 043 179	41,73%
% de consommation des financements perçus :		
1er versement :		58,27%

Nouméa le, 17 août 2015




Rupen Nand,
Chef des Finances

Problèmes rencontrés dans la gestion des fonds :

Le niveau de consommation faible est lié au retard de démarrage opérationnel du projet et à un retard dans la remontée de dépenses réalisées par les partenaires du projet (voir le chapitre I.2.4 sur les difficultés rencontrées). Le rapport financier présenté est validé par le responsable financier de la CPS. Il inclut uniquement les dépenses comptabilisées. C'est pourquoi on trouve, pour les lignes budgétaires C1 et C2 (composantes 1 et 2 de la catégorie « 1. Activités »), des écarts avec les niveaux de consommation présentés dans la partie « avancement technique » qui se basent sur une estimation des dépenses effectuées, qu'elles soient ou non déjà intégrées dans la comptabilité de la CPS. Ainsi, le rapport financier fait état d'un taux de consommation de 3,89% pour cette catégorie, alors que la partie « I.2 – activités réalisées » montre une consommation totale de 11,4% (14,6% pour la composante 1, 10,4% pour la composante 2) : ceci représente un écart total de 560 000 € (71 406 € pour la composante 1 et 488 330 € pour la composante 2).



De plus, l'affectation budgétaire pourra être révisée pour certaines dépenses, pour lesquelles plusieurs choix sont possibles. Les imputations réalisées jusqu'ici seront évaluées et éventuellement révisées dans le cadre de la préparation du premier audit financier, afin de respecter au mieux le budget initial du projet.. Des décalages pourront donc apparaître entre les chiffres de ce rapport et ceux qui apparaîtront dans le prochain rapport financier.

Cat.	Détails	Année 1 28/08/2013 au 30/06/2014				Année 2 01/07/2014 au 30/06/2015				Année 3 01/07/2015 au 30/06/2016				Année 4 01/07/2016 au 29/03/2017				Global				
		Budget	Dépenses	Variance	% Réalisation	Budget	Dépenses	Variance	% Réalisation	Budget	Dépenses	Variance	% Réalisation	Budget	Dépenses	Variance	% Réalisation	Budget Initial	Budget Révisé Oct14	Dépenses	Variance	% Réalisation
		Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro												
1	Activités	560 000	20 571	539 429	3,67%	2 070 000	265 856	1 804 144	12,84%	2 370 000	0	2 370 000	0,00%	2 370 000	0	2 370 000	0,00%	7 370 000	7 370 000	286 427	7 083 573	3,89%
C1	Composante 1: planification et réseaux	450 000	20 571	429 429	4,57%	400 000	153 098	246 902	38,27%	400 000		400 000	0,00%	400 000		400 000	0,00%	1 650 000	1 650 000	173 669	1 476 331	10,53%
C2	Composante 2: mise en œuvre	110 000	0	110 000	0,00%	1 670 000	112 758	1 557 242	6,75%	1 970 000		1 970 000	0,00%	1 970 000		1 970 000	0,00%	5 720 000	5 720 000	112 758	5 607 242	1,97%
2	Ressources Humaines	470 000	286 453	183 547	60,95%	470 000	449 895	20 105	95,72%	495 000	0	495 000	0,00%	495 000	0	495 000	0,00%	1 930 000	1 930 000	736 348	1 193 652	38,15%
2,1	Coordonnateur	119 500	93 524	25 976	78,26%	119 500	123 426	-3 926	103,29%	124 500		124 500	0,00%	124 500		124 500	0,00%	490 000	488 000	216 950	271 050	44,46%
2,2	Assistant	50 000	5 817	44 183	11,63%	50 000	45 502	4 498	91,00%	55 000		55 000	0,00%	55 000		55 000	0,00%	210 000	210 000	51 319	158 681	24,44%
2,3	Coordonnateur Wallis et Futuna	99 500	55 313	44 187	55,59%	99 500	97 379	2 121	97,87%	104 500		104 500	0,00%	104 500		104 500	0,00%	410 000	408 000	152 692	255 308	37,42%
2,4	Coordonnateur Polynésie française	99 500	75 701	23 799	76,08%	99 500	86 615	12 885	87,05%	104 500		104 500	0,00%	104 500		104 500	0,00%	410 000	408 000	162 316	245 684	39,78%
2,5	Coordonnateur Nouvelle-Calédonie	99 500	54 331	45 169	54,60%	99 500	96 554	2 946	97,04%	104 500		104 500	0,00%	104 500		104 500	0,00%	410 000	408 000	150 885	257 115	36,98%
2,6	Coûts annexes RH (recrutement, stagiaires...)	2 000	1 767	233	88,35%	2 000	419	1 581	20,95%	2 000		2 000	0,00%	2 000		2 000	0,00%	0	8 000	2 186	5 814	27,33%
3	Missions	250 000	93 840	156 160	37,54%	250 000	78 209	171 791	31,28%	250 000	0	250 000	0,00%	250 000	0	250 000	0,00%	1 000 000	1 000 000	172 049	827 951	17,20%
3,1	Frais de mission (dont comités de pilotage)	250 000	93 840	156 160	37,54%	250 000	78 209	171 791	31,28%	250 000		250 000	0,00%	250 000		250 000	0,00%	1 000 000	1 000 000	172 049	827 951	17,20%
4	Prestations externes (équipements, fournitures, autres coûts)	55 000	56 741	-1 741	103,17%	44 704	65 369	-20 665	146,23%	51 704	0	51 704	0,00%	61 408	0	61 408	0,00%	186 000	212 816	122 110	90 706	57,38%
4,1	Equipements	20 000	16 326	3 674	81,63%	3 000	14 871	-11 871	495,70%	5 000		5 000	0,00%	3 000		3 000	0,00%	31 000	31 000	31 197	-197	100,64%
4,2	Fournitures	5 000	7 138	-2 138	142,76%	5 000	8 088	-3 088	161,76%	5 000		5 000	0,00%	5 000		5 000	0,00%	20 000	20 000	15 226	4 774	76,13%
4,3	Locations diverses (salles, matériels traduction, ...)	5 000	12 509	-7 509	250,18%	5 000	-3 885	8 885	-77,70%	5 000		5 000	0,00%	5 000		5 000	0,00%	20 000	20 000	8 624	11 376	43,12%
4,4	frais de traduction	10 000	598	9 402	5,98%	10 000	8 696	1 304	86,96%	15 000		15 000	0,00%	15 000		15 000	0,00%	50 000	50 000	9 294	40 706	18,59%
4,5	frais de consultants	15 000	20 170	-5 170	134,47%	15 000	37 599	-22 599	250,66%	15 000		15 000	0,00%	20 000		20 000	0,00%	65 000	65 000	57 769	7 231	88,88%
4,6	audits financiers	0	0	0	0,00%	6 704	0	6 704	0,00%	6 704		6 704	0,00%	13 408		13 408	0,00%	0	26 816	0	26 816	0,00%
5	Information et visibilité	32 000	5 441	26 559	17,00%	34 296	39 140	-4 844	114,12%	58 296	0	58 296	0,00%	56 592	0	56 592	0,00%	208 000	181 184	44 581	136 603	24,61%
5,1	publications	12 000	244	11 756	2,03%	9 296	604	8 692	6,50%	18 296		18 296	0,00%	16 592		16 592	0,00%	83 000	56 184	848	55 336	1,51%
5,2	actions de visibilité (media, événementiel, ateliers,...)	20 000	5 197	14 803	25,99%	25 000	38 536	-13 536	154,14%	40 000		40 000	0,00%	40 000		40 000	0,00%	125 000	125 000	43 733	81 267	34,99%
6	Coûts de fonctionnement CPS (maximum 7%)	187 145	32 413	154 732	17,32%	187 145	62 893	124 252	33,61%	187 145	0	187 145	0,00%	187 145	0	187 145	0,00%	748 580	748 580	95 306	653 274	12,73%
Sous-total : 1+2+3+4+5+6		1 554 145	495 459	1 058 686	31,88%	3 056 145	961 362	2 094 783	31,46%	3 412 145	0	3 412 145	0,00%	3 420 145	0	3 420 145	0,00%	11 442 580	11 442 580	1 456 821	9 985 759	12,73%

Nouméa, le 17 août 2015



Rupen Nand,
Chef des Finances



I.5 Programme de travail pour la période suivante : juillet 2015-juin 2016

I.5.1 Les temps forts à venir

I.5.1.1 Pour les activités régionales

Septembre 2015 : Un « mini-atelier méthodologique » sera organisé à Nouméa fin septembre / début octobre. Il réunira essentiellement les équipes INTEGRE « élargies » de chaque Pays et territoire (coordinatrices, animateurs, experts et points focaux des pays et territoires) afin d'échanger les expériences de chacun sur les différents aspects de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de gestion (concertation, gouvernance, suivi, financement, animation) (C1.4)

Lancement du deuxième appel à projet pour les échanges bilatéraux en septembre 2015 (clôture en janvier 2016) (C1.6)

Novembre 2015 : Première rencontre annuelle sur l'« agriculture biologique » (C1.2/BIO) qui se tiendra en novembre 2015 à Houaïlou en Nouvelle-Calédonie. A destination des techniciens et agriculteurs, il s'agit de la première rencontre régionale organisée par la Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du réseau des fermes pilotes bio. Environ 80 participants sont attendus de Nouvelle-Calédonie (40), Polynésie française (9), Wallis-et-Futuna (6), Salomon (2), Fidji (2) et Vanuatu (1).

Avril 2016 : 3^{ème} atelier technique INTEGRE (C1.1) qui aura lieu du 4 au 8 avril 2016 à Wallis-et-Futuna sur le thème de la gestion des déchets ;

Sur la base des actions réalisées dans les PTOM et suite aux décisions de la COP 21, l'opportunité et la définition d'une action régionale INTEGRE sur le thème de l'adaptation au changement climatique et de l'amélioration de la résilience seront étudiées début 2016 avec le Comité de pilotage

Enfin, le travail continuera avec l'ensemble des acteurs régionaux de la gestion intégrée des zones côtières vers la définition potentielle d'un cadre régional de la GIZC.

I.5.1.2 Dans les territoires

a) En Nouvelle-Calédonie :

Les principaux événements ou réalisations attendus pour la prochaine période sont :

- En septembre 2015 : lancement des travaux pour la réalisation d'un plan d'adaptation au changement climatique de la Nouvelle-Calédonie.
- Réalisation des échanges bilatéraux sélectionnés lors du premier appel à projets : venue d'une délégation du parc de la grande barrière de corail en Australie au forum du comité de gestion début juillet 2015 ; Voyage d'étude de la filière coprah au Vanuatu par une délégation représentant l'ensemble de la filière d'Ouvéa en octobre 2015 ; échanges aux Marquise entre l'ASBO (Ouvéa) et l'association SOP Manu en Polynésie sur la biosécurité et la préservation des oiseaux prévus au premier trimestre 2016.
- Réalisation de la plate-forme de compostage et lancement des essais sur les maladies et ravageurs pour la ferme-pilote bio de Houaïlou.



- Sur Ouvéa : arrivée du 1^{er} garde-nature provincial, adoption des textes concernant les aires protégées pour le code de l'environnement de la province de îles Loyauté et réalisation des aménagements pour la mise en valeur du district de Muli.
- Sur le grand Sud : restructuration du comité de gestion de Goro, réalisation d'outils de sensibilisation et premiers aménagements sur les îlots.
- Sur la zone côtière Nord-Est : arrivée du coordinateur UNESCO pour un appui aux associations et comités de gestion et arrivée de l'animateur sur Poindimié en charge de la mise en œuvre du plan de gestion intégrée. Lancement des premières opérations de la zone de captage de Touho.

b) A Wallis :

- Réalisation des échanges bilatéraux prévus dans le cadre de l'action C1.6 :
 - l'échange Wallis-Samoa sur la production d'huile vierge de coco / huile parfumée va être organisée en septembre 2015 et comprendra une délégation de 7 personnes (Fédération des femmes, Service de la culture, Assemblée territoriale, Projet RITA, les futurs porteurs de projet et des producteurs de Futuna). Cet échange doit déboucher sur la création d'une entreprise pour relancer la production à Wallis-et-Futuna.
 - L'échange Wallis-Fidji sera réalisé avant la fin de l'année, permettant un échange d'expérience sur les processus de réalisation de casier d'enfouissement selon la méthode Fukuoka et donc le démarrage des travaux du futur casier à Wallis.
- Traitement des stocks historiques de déchets dangereux (huiles / batteries) : l'appel d'offre pour l'exportation de ces déchets a été publié sur le site de la CPS en juillet 2015 pour un retour fin août. La sélection des entreprises agréées permettra donc de réaliser avant la fin de l'année les premières exportations pour traitement hors du Territoire.
- Réseau de fermes pilotes bio : une mission « semences et plants » va être organisée par la Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie au bénéfice des partenaires du projet.
- Lancement de l'élaboration d'un plan de gestion intégrée à Wallis et Futuna. Un appel d'offre a été publié en juin 2015 (Appui méthodologique plan de GIZC C1.4) afin de permettre le recrutement d'un expert en appui à cette activité. De plus, un animateur local sera recruté pour assurer la mise en place et le suivi de ces plans de manière participative.

c) En Polynésie française:

Les principaux événements ou réalisation attendus pour la prochaine période sont :

- L'élaboration d'un diagnostic participatif du site d'Opunohu avec notamment la construction d'une maquette du site par les élèves du Lycée Agricole comme support de cartographie participative à partir du mois de septembre.
- La réalisation des prospections archéologiques et ethnobotaniques dans la continuité terrestre de l'aire de gestion des ressources marines « rahui » de Teahupoo en août 2015.
- L'aménagement d'un parcours santé à Opunohu.
- La présentation du système pilote de gestion des déchets professionnels à Raiatea-Tahaa puis le début de sa mise en œuvre.
- L'aménagement innovant de la parcelle Vaihuti Fresh à Raiatea afin de lutter contre l'érosion et l'apport d'intrants chimiques.
- Le démarrage d'une activité commerciale sur le site agricole, sportif et touristique de Puohine à Raiatea



- Le lancement de la construction du centre de réception et de grossissement des huîtres perlières à Raiatea.
- L'échange régional entre l'association Punaeroa de Raiatea et le Programme Régional Océanien de l'Environnement sur les techniques de restauration douce des plages en appui à la sauvegarde du motu Punaeroa.
- L'aménagement de la station de compostage collective des agriculteurs bio de la Presqu'île de Tahiti.
- La publication de la stratégie biodiversité de la Polynésie française d'ici la fin de l'année.

d) A Pitcairn:

- Étude de caractérisation des déchets (juin-novembre 2015) puis proposition d'un plan de gestion (décembre 2015) ;
- Développement du « business plan » de l'activité « transformation du verre en souvenirs » sur la base de ces résultats ;
- Mission d'experts sur les trois thématiques phares : finalisation du plan de gestion intégrée des déchets avec l'expert du PROE, appui au développement d'une agriculture autonome et adaptée avec un expert de la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie, appui pour la construction d'un plan de gestion intégré de la zone côtière avec les coordinatrices du projet (février 2016).

1.5.1.3 Temps fort à venir dans la gestion et pilotage du projet

Deux missions d'évaluation du projet sont prévues :

- **L'évaluation à mi-parcours en octobre-novembre 2015** : réalisée systématiquement pour les projets européens, cette évaluation approfondie du projet est lancée directement par la Commission Européenne. Elle est réalisée par des experts qui peuvent demander à rencontrer les partenaires du projet et à aller sur le terrain. L'objectif est de mesurer la pertinence, le degré de réalisation des objectifs, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité du projet et de proposer au besoin des mesures de réajustement des actions.
- **Une évaluation ROM en février 2016** : moins approfondie que l'évaluation à mi-parcours, les évaluations ROM ont normalement lieu tous les ans pour formuler des recommandations pratiques sur la mise en œuvre du projet tout au long de celui-ci.

De plus, une demande d'avenant de prolongation sera transmise à l'Union Européenne en septembre 2015.

Le prochain comité de pilotage est prévu en juin/juillet 2016 à Nouméa.

Mise en œuvre du plan de communication :

De nouveaux produits de visibilité seront livrés en août, sur la base des maquettes validées par le comité de pilotage : clefs USB, stylos, tee-shirts et casquettes.

La plaquette de présentation générale du projet sera complétée par des encarts par territoire et des fiches techniques des ateliers.



Comme pour l’atelier sur le tourisme durable et la GIZC, le compte-rendu de l’atelier sur la gestion des déchets fera l’objet d’une publication bilingue.

Enfin, le projet sera présenté au 3ème colloque des aires marines protégées à Brest en octobre 2015.

La CPS participera à la COP21 et à cette occasion les outils de communication sur le projet seront diffusés.

I.5.2 Feuille de route 2015-2016

	2015						2016						
	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Gestion et pilotage du projet		Rapport annuel 2014- 2015	demande d'avenant de prolongation	rapport trimestriel 1	Evaluation à mi-parcours	audit financier et demande de paiement	rapport trimestriel 2	Evalutation ROM		rapport trimestriel 3			COPIIL annuel
Communication - visibilité	publication : CR atelier Tourisme		Publication : Plans actions et Rapport annuel	Brest: colloque AAMP	Paris: COP 21 CPS/RESCCUE&IN TEGRE	Brochure : Fiches « pays »							Publication : CR atelier Déchet
C1.1: ateliers INTEGRE						évaluation atelier Tourisme Durable				WF -atelier déchets			
C1.2: échanges régionaux	Déchets ateliers du SPREP	Déchets Etude du PROE à Wallis	Début stage évaluation /indicateur	BIO : formation technicien BioFetua en NC	BIO : atelier régional en NC								
C1.3 cadre régional	Consultations lignes directrices												
C1.4 appui méthodologique	Appel d'Offre Wallis et Futuna		mini-atelier méthodo (28/09-01/10)										
C1.6 soutien aux initiatives des sites			publication appel à projet			Sélection des projets						Evaluation des échanges	
Nouvelle-Calédonie	ZCNE	arrivée coordinateur ONFi- Touho	recrutement animateur Popwadene	arrivée du coordinateur ZCNE		suivi tortue	suivi tortue	Démarrage restauration BV Touho					
	Grand Sud			Comité local : présentation bénitier		restructuration du CG de Goro	rendu de l'étude tourisme IDP	conception des outils de sensibilisation		aménagement des îlots du GLS	aménagement des îlots du GLS		
	Ouvéa	mission d'expertise sur la Biosécurité		opérations de dératisation	échange avec le Vanuatu sur le Coprah	1 ^{er} texte code de l'environnement	recrutement du garde-nature	lancement des projets pédagogiques	début de réalisation des aménagements				
	transversales	Forum des comités de gestion	2ème session formation des CG /Inauguration ferme pilote	lancement du travail sur le plan d'ACC	lancement de la plate-forme de compostage	atelier régional réseau de fermes bio							
Wallis et Futuna	Wallis		Echanges bilatéraux Huilerie	Echanges bilatéraux Fukuoka	Etudes préalables Casier Relance tri		Acquisition équipement CET - Travaux casier	Relance des projets sensibilisation Lycée	Elaboration schéma directeur assainissement				
	Futuna		Retour état des lieux SAGE	Relance tri	Ateliers participatifs reboisement		Acquisition équipement CET	Fin travaux route CET	Fermeture déf décharge /Fin travaux réseaux d'eau	Remblais dératisation décharge	Remblais dératisation décharge	Fin élaboration PAGD	
	transversal			Sélection AO huiles / batteries - démarrage plan de GIZC	Mission Agri bio Semences plants	Acquisition Equipement Agribio	1er transport Huiles batteries		Atelier régional Déchets				
Polynésie Française	Tairapu		Prospections archéo et ethnobotanique à Tairapu		Aménagement zone compostage collective		Rendu de l'étude sur la réduction de l'impact de la crevetticulture	Bilan du diagnostic participatif					
	Opunohu			Construction de la maquette de cartographie participative		Ferme pilote aménagée, début des essais techniques	Ouverture du parcours santé	Echange bilatéral "ananas"		Bilan du diagnostic participatif			
	Raiatea-Tahaa	Présentation de l'évaluation du gisement des déchets pro	Présentation méthode de concertation des pêcheurs	Fin de la phase d'identification des enjeux du Plan de Gestion / lancement des travaux du centre de réception et grossissement des huîtres	Rapport sur la mise en place d'un abattoir à faible impact environnemental	Echange bilatéral "restauration douce des plages"		Restauration douce du motu / Rapport final sur le système de gestion des déchets pro				Centre de Réception et de Grossissement des huîtres prête à recevoir les naissains	
	transversal						Publication de la stratégie biodiversité PF					Rendu de l'étude sur la gestion de la ZEE	
Pitcairn				Plantation anti-érosion		Plan de gestion des déchets		Mission Pitcairn, agriculture et déchets					

PARTIE II : Fiches de suivi du projet

Plan d'actions régional : composante 1 / activité 2/ déchets

REG-C1.2/WST: Gestion régionale des déchets
Objectifs et moyens : insérer les PTOM dans les initiatives régionales de gestion des déchets à l'échelle du Pacifique.

10 actions prévues en partenariat avec le PROE :

- 1/ compléter les formations du PROE d'études de cas PTOM
- 2/ renforcer le réseau sur le recyclage
- 3 et 4/ étude huiles usagées et batteries à l'échelle Pacifique
- 5/ étude juridique sur l'export et l'échange de déchets dans le Pacifique
- 6/ partage d'expérience sur la gestion des déchets médicaux
- 7/ gestion des substances chimiques
- 8 / retour d'expérience gestion intégrée des déchets
- 9/ revue gestion de l'amiante dans le Pacifique
- 10/ formation des agents de gestion de déchet

Avancement technique

financier : 0 %

Budget	Consommé	Solde
131 000€	0	131 000€

Responsables de la mise en œuvre : CPS, PROE, gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
Etat d'avancement et résultats :

La construction de cette activité a demandé de nombreuses consultations et sa finalisation date de mai 2015. Elle reste cependant évolutive.

Un partenariat technique a été conclu entre la CPS et le PROE (courrier des 6 & 29 mai 2015) pour la mise en place des activités. Certaines ont démarré :

- action 1 : conduite de l'étude de cas Nouvelle-Calédonie sur la Responsabilité Etendue du Producteur (REP).
- actions 3 & 4 : contractualisation pour la conduite des compléments aux études régionales, mission prévue à Wallis en septembre 2015
- action 5 : co-financement SPREP/INTEGRE des PTOM à l'atelier/formation sur les conventions de Bâle-Waigani (juillet 2015) ;
- action 6 : étude des pistes de collaboration NC/WF en lieu et place d'une dispense de formation par le PROE
- action 7 : confirmation de l'intérêt pour tous les PTOM, sélection du prestataire par le PROE

Calendrier - initial - non modifié - revu - Remarque : Planification élaborée en mai 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1							étude	X	X	X	X	X				
2						X	X	X	X							
3							X									
4							X									
5							X	X	X	X						
6								X								
7						X	X		X	X	X	X				
8						X	X	X	X							
9						X	X	X								
10						X	X									

Commentaires et analyse

Il est encore tôt pour parler d'atteinte de diagnostic dans la mesure où cette période a essentiellement été celle de la définition et de la planification de cette activité. Cependant, elle s'avère fédératrice, de nombreuses actions présentant un intérêt pour l'ensemble des PTOM. Une attention particulière sera apportée aux contributions que l'activité pourra avoir aux travaux engagés dans le contexte régional (stratégie en cours de finalisation, intérêt des études menées à l'échelle régionale).

Plan d'actions régional : composante 1 / activité 2/ déchets

REG-C1.2/BIO: Réseau régional des fermes-pilotes biologiques

Objectifs et moyens : insérer les PTOM dans les initiatives régionales de gestion des déchets à l'échelle du Pacifique.

1. L'assistance aux projets de fermes-pilotes Bio de Polynésie française, Wallis-et-Futuna et Nouvelle-Calédonie ;
2. la capitalisation des connaissances à travers des référentiels technico-économiques conformes à l'agriculture biologique ;
3. l'organisation d'échanges régionaux et de formations à l'attention des agriculteurs ;

Avancement technique



financier : 10%

Budget	Consommé	Solde
251 000 €	24 988€	251 468€

**Responsable de la mise en œuvre :
Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie**

Etat d'avancement et résultats :

1. La Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie a nommé un coordinateur du projet, François Japiot. Cette période a été consacrée à renforcer les liens avec les porteurs de projet des 3 territoires. Il s'est déplacé à Wallis en novembre 2014, pour aider à la finalisation du projet localement et a organisé deux missions d'experts calédoniens en novembre et décembre pour appuyer l'élaboration des protocoles d'expérimentation. En juin, il s'est déplacé en Polynésie française. Les acteurs des 3 territoires ont de plus eu l'occasion de se rencontrer lors de l'assemblée générale du réseau Poet-Com à Fidji début décembre 2014.
2. Préparation de l'atelier régional qui aura lieu début novembre à Houailou en Nouvelle-Calédonie : constitution d'une équipe projet, consultation des partenaires pour la définition du programme, identification des participants et des intervenants.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2															
Actuel	1/															
	2															

Commentaires et analyse

Cette première période était très importante pour consolider les projets sur chacun des territoires et Wallis-et-Futuna a pu bénéficier de l'expertise de la Nouvelle-Calédonie.

Les échanges deviendront plus concrets et bénéficieront directement aux agriculteurs lors des premiers échanges régionaux en novembre à Houailou, Nouvelle-Calédonie.

Enfin, le coordinateur du projet est également membre actif du réseau POET-Com dans le Pacifique et en charge de consolider le réseau des chambres d'agriculture du Pacifique. Ces éléments sont de bons indicateurs pour la mise en place d'une coopération pérenne en agriculture biologique.

*Plan d'actions du site-pilote de la Zone Côtière Nord-Est (Nouvelle-Calédonie)***NC – C2N1 : Renforcement de la gestion participative du lagon à l'échelle de la ZCNE et mise en réseau des comités de gestion****Objectifs et Moyens : renforcer la gestion participative à l'échelle de la ZCNE**

- 1/ Accompagnement et renforcement des associations de gestion et mise en réseau des associations et comités de gestion (C2N11 et C2N12).
- 2/ Identifier et mobiliser des financements alternatifs pour la gestion (C2N13).
- 3/ Mise en place d'actions transversales à l'échelle de la ZCNE (C2N14 et 15).

Avancement**technique****financier : 0%**

Budget	Consommé	Solde
271 093€	0€	271 093€

Responsable de la mise en œuvre : Province Nord**Etat d'avancement et résultats**

C2N11 - Recrutement d'un coordinateur pour renforcer la gestion participative sur l'ensemble du Sud : l'avis de vacance de poste a été lancé en novembre et clôturé le 18 décembre – 5 entretiens ont eu lieu courant mars sur 31 candidatures reçues. Le Président de la province Nord a validé les propositions du service et l'embauche d'une coordinatrice sera effective au 15 septembre 2015.

C2N14 : Suivi tortue : la campagne 2014-2015 a eu lieu sur les sites de pontes de Hienghène et de Poum avec une équipe de membres des comités de gestion et de la province.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/				recrutement											
	2/															
	3/			tortue												

Commentaires : Le processus de recrutement du coordinateur est particulièrement long entraînant un retard au démarrage et la nécessité d'une prolongation pour une pleine mise en œuvre du projet.

Commentaires et analyse

Même si les activités INTEGRE n'ont que peu avancé, les agents de la province Nord ont continué à mener leurs actions d'accompagnement des acteurs locaux pour la gestion du site inscrit au patrimoine mondial. A l'échelle de la ZCNE, deux plans de gestion intégrée ont été élaborés de manière participative : à Touho et Poindimié. Leur élaboration et leur mise en œuvre serviront de référence puisqu'il s'agit des premiers réalisés à l'échelle de toute une commune.

**Plan d'actions du site-pilote de la Zone Côtière Nord-Est (Nouvelle-Calédonie)****NC – C2N2 : Appui à la mise en œuvre du plan de gestion intégrée à Poindimié****Objectifs et Moyens : renforcer les moyens locaux pour mettre en œuvre le plan d'action visant à maintenir l'intégrité du site Unesco**

Recrutement d'un animateur au sein de l'association Popwadene, chargé de faire vivre l'association, de mettre en œuvre une partie des actions du plan de gestion et d'en assurer le suivi pour le comité de gestion.

Avancement

technique

financier : **0%**

Budget	Consommé	Solde
128 005 €	0 €	128 005 €

Responsable de la mise en œuvre : Association Popwadene**Etat d'avancement et résultats**

L'action n'a pas encore démarrée.

Sur le terrain, les acteurs de Poindimié (membres du comité de gestion et de l'association) se sont mobilisés pour la réalisation du plan de gestion intégrée du lagon et de son bassin versant. Celui-ci est en cours de finalisation, avant validation pas l'exécutif provincial.

La convention entre la CPS et Popwadene doit être signée courant août 2015. Le recrutement de l'animateur est également en cours (annonce publiée fin juin pour une date limite de réponse au 24 juillet 2015). La prise de poste devrait être effective lors du dernier trimestre 2015.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
Actuel	1/															

Oct : arrivée de l'animateur

Commentaires : L'action a pris un retard important au démarrage, en raison de problème de disponibilité des différents acteurs impliqués lors de la période passée. Cette activité pourra difficilement aboutir et prouver son efficacité sans prolongation du projet.

Commentaires et analyse

Le partenariat avec une petite association locale qui n'a pas ou peu géré de fonds comporte un risque et demandera un accompagnement particulier. Cela fait partie des missions de la province Nord et en particulier du coordinateur ZCNE, recruté par la PN dans le cadre d'INTEGRE. Ils trouvent également appui auprès du CEN à travers les formations de gestion associative et de gestion de projet proposées aux membres des comités de gestion UNESCO (Action C2CEN) et auprès de la coordinatrice Nouvelle-Calédonie dans le cadre du projet.



Plan d'actions du site-pilote de la Zone Côtière Nord-Est (Nouvelle-Calédonie)

NC – C2N3 : Collecte et traitement des véhicules hors d'usage et épaves

Objectifs et Moyens : enlèvement des véhicules hors d'usage et épaves sur les communes de Pouébo et Ouégoa

Avancement

technique



financier : **20 %**

Budget	Consommé	Solde
41 900 €	8 380 €	31 720 €

Responsables de la mise en œuvre :

Province Nord, déléguée aux communes de Pouébo et Ouégoa

Etat d'avancement et résultats

Une première opération d'enlèvement des VHU a été menée sur la commune d'Ouégoa avec la participation des membres du comité de gestion patrimoine mondial de la commune. Cette opération d'enlèvement a eu lieu début juillet 2015, avec la collecte de 70 VHU sur les secteurs de Bondé/Paimboa. L'opération s'est déroulée de la manière suivante :

- Centralisation des VHU au village, prise en charge par la commune en régie.
- Mobilisation d'une unité de dépollution mobile (dépollution/compaction).
- Transfert des ballots vers site de traitement de Nouméa.

La maîtrise d'ouvrage et le pilotage de l'opération est assurée par la commune de Ouégoa, à laquelle la province Nord attribue une subvention.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial																
Actuel																

Commentaires :

D'autres opérations sont prévues fin 2015 et courant 2016 sur Ouégoa (200VHU à évacuer) et Pouébo (300VHU).

Commentaires et analyse

Cette opération très concrète permet de mobiliser et de sensibiliser les locaux à la préservation de leur environnement. Les stocks historiques de VHU sont particulièrement importants en Nouvelle-Calédonie. Leur enlèvement s'accompagne de la mise en place d'une filière de traitement réglementaire et pérenne.

Au moment de l'opération, un seul prestataire possédait une presse mobile permettant de réaliser l'opération. Cela a entraîné une inflation très importante des coûts de l'opération.

**Plan d'actions du site-pilote de la Zone Côtière Nord-Est (Nouvelle-Calédonie)****NC – C2N4 : Protection et restauration forestière du bassin versant d'un captage d'adduction potable sur la commune de Touho****Objectifs et Moyens : protection de la ressource en eau :**

- Régulation des populations de cerfs et cochons responsables de dégradations des sols et du couvert végétal.
- Restauration du couvert végétal par replantation, installation de système anti-érosion et assistance à la régénération naturelle.

Avancement**technique****financier : 0%**

Budget	Consommé	Solde
127 539 €	0 €	127 539 €

Responsables de la mise en œuvre :**CPS, en sous-traitance avec l'ONF international (Office National des Forêts)****Etat d'avancement et résultats**

C2N4 –Protection et restauration forestière du bassin versant du captage d'adduction d'eau potable sur la commune de Touho : cette activité est intimement liée au projet RESCCUE qui se déroule sur le même bassin versant et fait intervenir les mêmes acteurs locaux. L'opérateur RESCCUE a été sélectionné en avril suite à un appel d'offre. Pour mutualiser les moyens, la CPS a confié les opérations INTEGRE associées à un des membres du consortium : l'ONFi qui dispose d'un coordinateur de l'action basé à Touho. Les actions seront réalisées par des membres des tribus concernées et l'association de chasse locale Tipwoto.

Sur le terrain, des premières discussions autour du projet ont eu lieu entre la province Nord et les tribus concernées.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial																
Actuel																

Commentaires :

Cette action n'a été validée qu'en janvier 2015. Comme elle était montée parallèlement au projet RESCCUE, nous avons attendu le résultat du processus de sélection du consortium sur ce projet pour travailler avec le même opérateur. Besoin de prolongation pour une pleine mise en œuvre de cette activité.

Commentaires et analyse

Les actions de régulation de chasse et de restauration constitueront également un support de sensibilisation à la question du feu de brousse dans les tribus impliquées.

**Plan d'actions du site-pilote d'Ouvéa-Beautemps-Beaupré (Nouvelle-Calédonie)****NC – C2I1 et 5 : Renforcement de la gestion participative / sensibilisation et communication****Objectifs et Moyens : assurer une cogestion efficace du site entre province et coutumiers**

- 1/ Renforcer l'animation locale : recrutement d'un coordinateur du GDPL (C2I11)
- 2/ Mise en place d'une surveillance et de contrôles sur le site : recrutement d'un garde nature et implication des pêcheurs (C2I12)
- 3/ Mener des suivis participatifs (C2I13) et mise en œuvre d'actions de sensibilisation (C2I5)

Avancement**technique****financier : 3,6%**

Budget	Consummé	Solde
284 920€	10 182 €	274 738 €

Responsables de la mise en œuvre :**Groupement de Droit Particulier Local (GDPL) Bomene Tapu / Province des îles Loyauté****Etat d'avancement et résultats**

C2I11 - Recrutement d'un coordinateur pour le groupement de droit particulier local (GDPL) « Bomene Tapu » (convention signée le 11/12/2014) : le recrutement de Paulo « Waséséa » Adjourniope a été validé en assemblée générale du GDPL le 11/12/2014. Il bénéficiera d'un accompagnement technique par Maël Imirizaldu de Conservation International. Des difficultés administratives ont repoussé sa prise de poste effective à début mai. Néanmoins, celui-ci a commencé à travailler de manière bénévole dans un premier temps puis sous contrat CPS (depuis fin juin 2015). Il a également pu bénéficier de la formation proposée par le CEN début avril (action C2CEN3).

C2I12 – Mettre en place de la surveillance et le contrôle : le recrutement d'un garde-nature sera lancé au 2^{ème} semestre 2015 (annonce publiée début juillet 2015) pour une prise de poste début 2016. Premier garde-nature de la province des îles, il bénéficiera d'un accompagnement particulier (formation en province Sud et Nord, à la médiation environnement, participation à l'écriture du code de l'environnement qu'il aura à faire respecter)

C2I3 – suivis participatifs du lagon : en cours de négociation avec le prestataire pour un démarrage à la saison chaude (novembre-mars).

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017				
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Initial	1/		Recrutement GDPL														
	2/				Recrutement garde-nature												
	3/					Sensibilisation et suivis participatifs											
Actuel	1/		Recrutement GDPL – prise de poste à venir														
	2/				Recrutement garde-nature et travail avec les pêcheurs												
	3/					Sensibilisation et suivis participatifs											

Commentaires : Les retards pris dans les recrutements rendent très important pour ces actions l'obtention d'une prolongation au projet.

Commentaires et analyse

Le recrutement du coordinateur du GDPL est retardé en raison de problèmes administratifs freinant la création d'un compte-bancaire au nom du GDPL. Ce problème est de nature à compromettre le financement INTEGRE pour ce poste si une solution n'est pas trouvée avant la fin de l'année.

Pourtant, la pertinence et l'adéquation du profil sélectionné ont d'ores et déjà été révélées lors de l'organisation du forum des comités de gestion à Ouvéa début juillet. Il travaillait alors directement sous contrat CPS, solution temporaire permettant de le mobiliser sur cet évènement.



Plan d'actions du site-pilote d'Ouvéa-Beautemps-Beaupré (Nouvelle-Calédonie)

NC – C2I2 : Structuration d'un pôle de développement écotouristique dans le district de Muli

Objectifs et Moyens : valoriser le patrimoine naturel et culturel d'Ouvéa et en faire un moteur de développement économique

- 1/ Réalisation d'aménagements : sentier pédestre et zone de repos avec panneaux d'information, sentier sous-marins (C2I21)
- 2/ Création d'un dépliant touristique (C2I22)
- 3/ Collecte des savoirs traditionnels (C2I23)

Avancement

technique



financier : **0%**

Budget	Consommé	Solde
167 600 €	0 €	167 600 €

**Responsable de la mise en œuvre :
Province des îles Loyauté**

Etat d'avancement et résultats

C2I21 – Réaliser des aménagements pour la valorisation touristique du site : pour préparer l'aménagement d'un sentier sous-marin à la pointe de Mouli, la CPS et la province des Iles ont rencontré la province Sud qui a réalisé le même type d'aménagement à Bourail en 2013.

La Direction de la Culture de la province des îles s'est engagée à cofinancer l'ensemble des aménagements prévus à hauteur de 8Mxpf pour accompagner la mise en valeur culturelle du site. Le projet a été présenté par la PIL aux responsables coutumiers de la zone lors d'un conseil de district au 1^{er} trimestre 2015. Ils ont donné leur accord sur le principe en précisant qu'il faudra négocier avec les propriétaires des différents lieux où des aménagements sont prévus.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires : concernant les aménagements, les négociations avec les propriétaires vont démarrer au second semestre 2015 en parallèle du lancement des consultations des entreprises.

Commentaires et analyse

La réalisation des aménagements demandent un travail préparatoire important avec les coutumiers et « propriétaires des lieux » localement qui donneront l'autorisation pour leur réalisation (nous sommes à Ouvéa sur des terres coutumières). Ce travail doit être mené de manière conjointe avec la province des îles et le GDPL et a pris du retard en raison des difficultés concernant le recrutement du coordinateur du GDPL.

La Province des îles souhaite profiter des chantiers prévus pour former localement des jeunes aux métiers de l'aménagement. Des contacts avec les services en charge de la formation professionnelle ont été pris.

Plan d'actions du site-pilote d'Ouvéa-Beautemps-Beaupré (Nouvelle-Calédonie)

NC – C2I3 : Gestion de la réserve naturelle de Lekiny-Fayava

Objectifs et Moyens : reconnaître et gérer une réserve naturelle coutumière

- 1/ Assurer la reconnaissance officielle de la réserve et mettre en place une gestion reconnue par le code de l'environnement des îles Loyauté (C2I31)
- 2/ Etude de l'arrière mangrove (C2I32)
- 3/ Etude de l'érosion côtière – co-financement d'une thèse de l'UNC (C2I33)

Avancement
technique

financier : 8,7%

Budget	Consommé	Solde
58 660 €	5 086 €	53 574 €

Responsables de la mise en œuvre :
Province des îles Loyauté (C2I31), CPS (C2I32), Université de Nouvelle-Calédonie(C2I33)
Etat d'avancement et résultats

C2I31 - Assurer la reconnaissance officielle de la réserve coutumière et mettre en place le plan de gestion : la première étape de ce travail passe par l'adoption d'un code de l'environnement pour la province des îles Loyauté, dont elle n'est pas encore pourvue. Une consultation de la population de la province des îles est en cours pour une adoption des premiers textes fin 2015. La réserve de Lekiny est un des 3 sites validés pour expérimenter la mise en place de la réglementation relative aux aires protégées. Les premières réunions avec les référents des tribus concernées ont eu lieu, il s'agit de construire les modalités de gestion de cet espace. L'appui du GDPL, et de son coordinateur (cf C2I3) sera très important dans la réalisation de ce travail puisqu'il a un rôle de facilitateur avec les autorités coutumières locales.

C2I33 - Etude des effets de l'érosion sur le trait de côte : Dans le cadre de sa thèse, Matthieu Leduff met en place un suivi participatif de l'érosion sur 2 sites d'Ouvéa dont la zone de Lekiny-Fayava. Chacune de ses missions de terrain est de plus assortie d'une session d'information et/ou de formation sur l'érosion côtière et le changement climatique. Pour ce travail, des bornes de suivi de l'érosion ont été placées par la mairie d'Ouvéa sur la zone Nord (réalisé fin juillet sur Lekiny-Fayava) et une première mission d'instrumentation a eu lieu du 11 au 16 mars 2015, au moment du passage du cyclone PAM. Des actions de sensibilisation ont aussi eu lieu lors des fêtes de l'île (forum des comités de gestion, fête religieuse en mai) afin de toucher une grande partie de la population.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires : la reconnaissance de la réserve et sa gestion sont des processus en cours depuis début 2009, suite à l'inscription d'Ouvéa au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Commentaires et analyse

L'érosion côtière constitue une préoccupation majeure de la population sur Ouvéa car elle menace directement certains secteurs habités. De plus, sur Ouvéa, le foncier est intégralement de statut coutumier, ce qui veut dire que les règles d'urbanisme ne s'y appliquent pas et que les décisions d'aménagements sont prises directement au niveau des tribus. Le travail de Matthieu Leduff, mené en partenariat avec la mairie, les coutumiers et les associations de l'île, permet de donner des outils de compréhension des phénomènes d'érosion à la population et aux décideurs.

**Plan d'actions du site-pilote d'Ouvéa-Beautemps-Beaupré (Nouvelle-Calédonie)****NC – C2I4 : Lutte contre les espèces envahissantes****Objectifs et Moyens : lutter contre les espèces envahissantes**

- 1/ Dératisation totale de l'atoll de Beautemps-Beaupré (C2I41).
2/ Réalisation d'un plan de biosécurité pour Ouvéa avec l'appui d'une expertise internationale (C2I42).

Avancement**technique****financier : 41,3%**

Budget	Consommé	Solde
58 660 €	24 224 €	34 466 €

Responsables de la mise en œuvre :**Association pour la Biodiversité d'Ouvéa (ASBO) (C2I41) et CPS (C2I42)****Etat d'avancement et résultats**

C2I41- Dératiser l'atoll de Beautemps-Beaupré. L'ASBO, après avoir obtenu les autorisations coutumières nécessaires, a organisé 4 missions préparatoires à la dératisation entre décembre et mai 2015. Ces missions avaient pour objectifs d'inventorier l'avifaune et d'estimer les populations de rats afin d'élaborer le protocole d'éradication. Ce travail a été réalisé avec un accompagnement scientifique du Dr Jörn Theuerkauf (CORE NC) et en impliquant les pêcheurs et les guides professionnels de l'ASBO. Les opérations d'éradication définitives sont programmées à partir de septembre 2015.

C2I42 – Renforcer la biosécurité d'Ouvéa: Un appel d'offre a été publié par la CPS le 26/03/2015 et clôturé le 17/04/2015 pour une expertise internationale en vue de la rédaction d'un plan biosécurité pour l'île. Une équipe menée par Souad Boudjelas (Pacifique Invasive Initiative), experte de ces questions dans le Pacifique et francophone basée en Nouvelle-Zélande a été retenue. Une première mission a eu lieu du 20 au 25 juillet pour rencontrer l'ensemble des acteurs concernés sur Ouvéa, Lifou et Nouméa et étudier les flux entrants sur Ouvéa et les mesures prises actuellement pour protéger l'île de l'arrivée de nouvelles espèces ou pathogènes. Cette mission a pour but de poser un diagnostic et de proposer un plan d'actions qui sera discuté sous forme d'atelier lors d'une deuxième mission fin 2015.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
Actuel	1/															
	2/															

Commentaires : Une opération de communication/sensibilisation est prévue dans le cadre de la dératisation de Beautemps-Beaupré. Il s'agira d'emmener les anciens sur l'atoll pour leur montrer le travail mené et collecter leur savoir local. Un petit documentaire sera tourné à cette occasion comme support de communication et de sensibilisation.

Commentaires et analyse

Ces deux actions bénéficient de la bonne implication et implantation de l'ASBO, association locale qui a pour principe de faire travailler des guides locaux pour la réalisation de ses actions, conjuguant ainsi protection de l'environnement, sensibilisation et développement local.

**Plan d'actions du site-pilote du grand Sud calédonien (Nouvelle-Calédonie)**

NC – C2S1 - Renforcement de la gestion participative du site patrimoine mondial																
Objectifs et Moyens : renforcer la gestion participative du grand Sud Calédonien 1/ Renforcer l'animation, la structuration et la gestion des comités de gestion UNESCO du grand Sud / recrutement de 2 animateurs par la province Sud (C2S11). 2/ Apporter un appui à la mise en œuvre des plans d'actions annuels des comités de gestion UNESCO : par les animateurs avec le soutien financier d'INTEGRE (gestion des fonds : CPS) (C2S12).										Avancement technique						
										/						
										Financier : 6,3%						
Budget			Consommé			Solde										
207 824 €			13 098€			194 726 €										
Responsables de la mise en œuvre : Province Sud – Direction de l'Environnement																
Etat d'avancement et résultats																
1/Deux animateurs recrutés au 1er avril 2014 : une technicienne sur l'île des Pins (à mi-temps pour 2015) et un ingénieur pour le grand Sud (à ¼ temps sur cette activité – le reste de son temps étant consacré à l'activité C2S3). L'animatrice de l'île des Pins a démissionné après 2 mois. Pourtant originaire de l'île, elle n'a pas réussi à trouver un logement sur place. Le recrutement sera relancé en juillet-août 2015 pour un 80% au lieu d'un mi-temps. 2/Les 3 comités de gestion ont élaboré des plans d'actions annuels 2015, avec l'appui des agents de la province Sud. Ils ont aussi, pour certains d'entre eux, suivi la formation à la gestion associative proposée par le CEN avec le soutien d'INTEGRE. Concernant l'appui financier direct d'INTEGRE : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Réalisé</u> : juin 2015 : participation à la Foire de l'île des Pins : organisation d'un concours de logos pour le comité de gestion et financement d'une banderole pour une meilleure visibilité. - <u>Projets pré-identifiés pour 2015/2016</u> : sur l'île des Pins : organisation de journée de sensibilisation à l'environnement dans chaque tribu/ gestion des bécotiers – sur l'île Ouen : Mise en place d'un projet de gestion des pins envahissants - sur Goro : pas d'actions identifiées, ce comité de gestion UNESCO devant être profondément modifié en amont. 																
Calendrier																
Juillet 2015																
	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial																
Actuel				Recrutement												
Commentaires : L'embauche des animateurs n'a été effective qu'à partir du 1 avril 2015, en raison d'un processus de recrutement plus long que prévu (disponibilité du jury en période de vacances, circuit de validation en interne).																
Commentaires et analyse																
Le comité de gestion UNESCO de Goro ne fonctionne pas, par manque de dynamique locale. Il a été décidé d'élargir ce comité à l'ensemble de la commune de Yaté. Son rôle sera alors élargi et il deviendra l'interlocuteur local de la province pour la zone RAMSAR. Proposer une gestion participative de l'environnement demande une forte implication de la part des bénévoles s'engageant dans ce processus. Un soutien technique et une animation au plus près du terrain est indispensable à la réussite de ce processus et on constate que les personnes impliquées aujourd'hui ne sont pas suffisamment disponibles ou formées.																

Plan d'actions du site-pilote du grand Sud calédonien (Nouvelle-Calédonie)

NC – C2S2 : Participation à la gestion de pression liée à la fréquentation sur les milieux marins et côtiers du GLS

Objectifs et Moyens : gérer les pressions liées à la fréquentation sur les milieux marins et côtiers du grand lagon Sud

- 1/ Caractériser des pressions : le tourisme à l'île des Pins (C2S21) et la pêche non commerciale dans le grand lagon Sud (C2S22).
- 2/ Agir sur l'île des Pins : contrôler les populations de chiens errants (C2S23) et canaliser la fréquentation touristique par des aménagements (sentier, panneaux) à la piscine d'Oro (C2S24).
- 3/ Créer des outils de sensibilisation à l'usage des comités de gestion (C2S25).
- 4/ Appuyer la mise en œuvre du plan de conservation des oiseaux marins du grand lagon Sud (C2S26 à C2S29).

Avancement

technique


 financier : **10,1%**

Budget	Consommé	Solde
248 886 €	25 140 €	223 746 €

Responsables de la mise en œuvre :

Province Sud (coordination globale), CPS, SCO, autres à identifier

Etat d'avancement et résultats

C2S21 - Diagnostic territorial économique, social et environnemental de l'industrie de la croisière et du tourisme à l'île des Pins. Ce travail, cofinancé par INTEGRE, est porté par la DEFE (Direction de l'Economie, de la Formation et de l'Emploi) en collaboration avec la DENV (Direction de l'Environnement) de la Province Sud, en associant étroitement la mairie de l'île des Pins et le comité de gestion UNESCO. Un prestataire a été sélectionné suite à une consultation ouverte lancée en novembre 2014 et l'étude a été officiellement lancée début 2015 par une réunion publique et une cérémonie coutumière à la grande chefferie. Les enquêtes de terrain sont en cours et un premier comité de pilotage a eu lieu début juin, sur le diagnostic « environnement », qui a permis d'identifier les sites sous pression touristique.

C2S22 - Evaluation de l'utilisation des ressources halieutiques dans le GLS (notamment pêche vivrière et de loisir). Ce travail sera réalisé avec l'aide de la division pêche côtière de la CPS en lien avec l'équipe INTEGRE et la Province Sud. Une réunion de lancement a eu lieu mi-février permettant de définir les attentes de la Province Sud et les moyens pouvant être mis à disposition. La méthodologie sera affinée au cours de l'année 2015 pour une mise en œuvre en 2016.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	1/					Etude tourisme			Etude pêche + tourisme							
	2/				Oro				Oro + chien errant							
	3/				Création de documents pédagogiques											
	4/				Com				Aménagement				Contrôle			
Actuel	1/				Etude tourisme			Etude pêche								
	2/								Oro + chien errant							
	3/				Création de documents pédagogiques											
	4/				Com				Aménagement				Contrôle			

Commentaires : La réorganisation de la Direction de l'Environnement a entraîné des retards liés aux passations de dossiers entre agents. Concernant les travaux sur l'île des Pins, l'animateur (C2S1) aura un rôle de facilitateur et la difficulté à obtenir des accords coutumiers retardent les premières actions concrètes.

Commentaires et analyse

Le lancement du diagnostic territorial sur le tourisme à l'île des Pins s'accompagne d'une forte attente de la population, de la mairie mais aussi de la Province. Tous souhaitent maîtriser son développement pour qu'il soit durable, avec un bénéfice largement partagé et respectueux des structures traditionnelles et de l'environnement.

*Plan d'actions du site-pilote du grand Sud calédonien (Nouvelle-Calédonie)***NC – C2S3 : Schéma d'orientations de gestion environnementale à l'échelle du grand Sud****Objectifs et Moyens : donner de la cohérence et une vision stratégique à la gestion environnementale du grand Sud Calédonien**

Avec l'appui du projet RESCCUE, proposer un schéma d'orientation ou plan de gestion intégrée validé pour le grand Sud : recrutement d'un chargé d'étude à ¾ temps sur cette mission.

Avancement

technique

financier : **9,1%**

Budget	Consommé	Solde
113 130 €	10 345 €	102 785 €

**Responsable de la mise en œuvre :
Province Sud****Etat d'avancement et résultats**

Le coordinateur en charge de l'élaboration de cet travail a été recruté (Paul Sauboua - 1 avril 2015). Cette activité est très liée à la mise en œuvre du projet RESCCUE dont le travail va alimenter cette activité. Le prestataire RESCCUE a été sélectionné (consortium mené par Asconit). Une première réunion avec la CPS (projets RESCCUE et INTEGRE), la province Sud et l'opérateur RESCCUE a eu lieu le 20 avril pour définir les modalités et les premières étapes du travail.

L'approche méthodologique pour aboutir à ce schéma d'orientations a aussi été élaborée et validée. Le diagnostic du territoire est en cours également. Co-construit entre l'opérateur RESCCUE et le coordinateur des dossiers patrimoniaux, ce diagnostic permettra au mois d'août 2015 d'obtenir un éclairage des problématiques environnementales principales et des opportunités à partir d'une analyse sociale, économique et environnementale du territoire du grand Sud.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial																
Actuel				Recrutement	x											

Commentaires : L'embauche du chargé d'étude n'a été effective qu'à partir du 1 avril 2015, en raison d'un processus de recrutement plus long que prévu (disponibilité du jury en période de vacances, circuit de validation en interne).

Commentaires et analyse

Le comité de gestion UNESCO de Goro va être élargi à l'ensemble de la commune de Yaté. Son rôle sera alors élargi et il deviendra l'interlocuteur local de la province pour la zone RAMSAR.

Le portage politique de cette activité est encore à consolider.

**Plan d'actions transversal Nouvelle-Calédonie****NC – C2BIO : Création d'un réseau de ferme-pilote en agriculture biologique à Houaïlou****Objectifs et Moyens : développer l'agriculture biologique en Nouvelle-Calédonie**

1/ Mise en place d'expérimentations sur 3 thèmes (C2BIO1): la fertilité des sols et le compostage ; la lutte contre les maladies et ravageurs ; les semences.

2/ Organisation d'échanges et de formation (C2BIO2)

Avancement**technique****financier : 7,8%**

Budget	Consommé	Solde
167 516 €	12 940€	154 576 €

Responsables de la mise en œuvre :

SCA Do Neva, Biocalédonia, Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie, Mairie de Houaïlou,

Etat d'avancement et résultats

C2BIO1 : Les expérimentations agronomiques sont lancées sur les 3 thèmes :

- Fertilité (composteurs municipal) : après étude des solutions déjà mises en œuvre en Nouvelle-Calédonie, il a été décidé de construire une plate-forme municipale de compostage sur l'exploitation du lycée et d'investir dans une unité mobile de broyage, au service des agriculteurs. Les investissements sont en cours (broyeur). L'objectif est d'aboutir à une fiche technique sur l'organisation de la production de compost (coûts, dispo matière première, ...) et son utilisation en exploitation bio.
- Maladies ravageurs : action menée en partenariat avec des organismes de recherche, pour s'assurer d'obtenir des résultats exploitables et répliquables pour les producteurs. Des tests de purin (réalisés à partir de feuilles/écorces/ fruits de Papayer et ricin) seront réalisés sur salade et courgette.
- Matériel végétal : mise en culture pour conservation de culture de tomates et igname. Les premières variétés d'igname ont été mises en culture et récoltées.

C2BIO2 : Les échanges et formations sont prévus en novembre 2015, organisé conjointement avec l'atelier régional.

Le lycée DoNeva et Biocalédonia consacrent chacun ¼ temps d'un technicien pour la mise en œuvre du projet. De plus, un comité technique comprenant tous les acteurs (CANC, Do Neva, Biocalédonia,CPS) se réunit une fois par trimestre pour faire le suivi du projet et préparer les rapports trimestriels. Il est associé à un comité élargi qui réunit les experts de la CANC, Adecad et IAC pour discuter des orientations techniques et qui se réunit une fois par semestre.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
Actuel	1/															
	2/															

**Commentaires et analyse**

Une réelle dynamique de réseau est en train de se créer autour du projet de ferme pilote bio de Houaïlou entre les acteurs calédoniens sur le bio : Lycée de Houaïlou, Biocalédonia, organismes de recherche, provinces...

Plan d'actions transversal Nouvelle-Calédonie

NC – C2CEN : Appui à la dynamique Patrimoine mondial à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie

Objectifs et Moyens : renforcer la communication, les échanges et les compétences au sein des comités de gestion Patrimoine mondial en Nouvelle-Calédonie.

- 1/ Organisation du 2^{ème} forum des comités de gestion (C2CEN1)
- 2/ Echanges d'expériences entre comités de gestion (C2CEN2)
- 3/ Proposer des formations (C2CEN3)

Avancement

technique



financier : **63,3%**

Budget	Consommé	Solde
54 470 €	34 488 €	19 982 €

Responsable de la mise en œuvre :

Conservatoire d'Espaces Naturels de la Nouvelle-Calédonie

Etat d'avancement et résultats

C2CEN1 - Forum des comités de gestion : la 2^{ème} édition s'est tenue à Ouvéa du 2 au 4 juillet 2015 et a accueilli 120 personnes qui se sont déplacées de toute la grande terre, de Belep et de l'île des Pins pour ce forum. 11 des 13 comités de gestion UNESCO étaient représentés. Le programme était articulé autour d'ateliers pratiques et de réflexion. Si l'évènement était organisé par le CEN, l'équipe projet responsable de l'organisation rassemblait également les 3 provinces, le gouvernement, le comité de gestion d'Ouvéa et la CPS. Une délégation de deux techniciens du Parc de la grande Barrière de Corail travaillant sur les relations avec les propriétaires traditionnels était présente (financée dans le cadre des appels à projet d'échanges bilatéraux). Leurs présentations ont été très suivies et fait l'objet de nombreuses questions. Le bilan complet de cet évènement sera finalisé en août.

C2CEN2 - Mission d'échanges d'expériences entre comités de gestion : déplacement prévu en 2^{ème} partie de l'année du comité de Pouebo vers celui de la zone côtière ouest (ZCO) en province Sud (sur le thème de la gestion de stocks de bénitiers).

C2CEN3 - Formation : une première formation a été organisée du lundi 29 mars au mercredi 1^{er} avril à Pouembout sur la gestion associative. Elle a rassemblé 22 participants venant de 10 des 13 comités de gestion de Nouvelle-Calédonie. Les animateurs recrutés sur les sites-pilotes dans le cadre dans le cadre d'INTEGRE de la province Sud et du GDPL à Ouvéa, ainsi que l'animateur de l'ASBO ont pu en bénéficier.

Calendrier

Juillet 2015

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires et analyse

Les activités se déroulent conformément au programme. Soutenir une structure pays comme le CEN est essentiel pour favoriser les échanges et optimiser certaines actions comme la formation.

Les retours étant très positifs et la demande forte, la formation sur la gestion associative et de projet devrait être reconduite en 2016.

Plan d'actions du site-pilote Wallis (Wallis et Futuna)

WF - C2W11 : Renforcement du CET de Wallis et des moyens de gestion

Avancement technique



casier



Appui CET

Avancement financier : 7,8%

Budget	Consommé	Solde
430 900 €	33 468€ (+ 13 000 € engagés)	397 432 €

Co financements dépensés : 42 385 € (+ 47 000 € engagés)

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer le fonctionnement du CET pour une bonne gestion des déchets à Wallis.

Actions :

1/ Etudes et travaux pour la réalisation d'un nouveau casier et mise en place d'une gestion à long terme permettant de limiter les risques de pollution - **C2W11**.

2/ Appui au développement du CET : équipements (compacteur, camion, élévateur...) et formations - **C2W112**.

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale avec l'appui de prestataires), Expertise régionale (PROE, JICA – Japan International Cooperation Agency).

Etat d'avancement et résultats

1/ Une délégation wallisienne se rendra à Fidji pour étudier le fonctionnement d'un casier construit selon la méthode Fukuoka qui a été choisi pour Wallis (échange financé dans le cadre des échanges bilatéraux C1.6). Cet échange permettra aux agents de disposer de toutes les informations concernant les précautions particulières qui doivent être prises durant la phase de construction.

De plus, des consultations sont en cours avec les bureaux d'études pour la réalisation des études préalables du casier.

2/ L'acquisition du compacteur a été réalisée en Juin 2015 auprès d'un prestataire calédonien qui est venu dispenser une formation en wallisien lors de son installation. Un marché a été ouvert pour l'achat d'un camion pour assurer le ramassage. Les devis sont en cours pour l'achat d'un élévateur.

Concernant le projet de bacs de tri : l'achat de bacs sera remplacé par une fabrication par les agents du STE. Les devis du matériel nécessaire sont en cours.

Les maquettes des plans des CET de Wallis et de Futuna (en français et Wallisien/Futunien) ont été réalisées ainsi que celles des panneaux. Elles vont être envoyées aux Editions du Ouen Toro pour finalisation. Des plans d'accès + signalétique du CET pour une bonne utilisation du grand public du CET sont en cours de finalisation pour être installés premier semestre 2016.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Etudes casier	Début travaux casier	Commandes : camion, compacteur, élévateur, bacs de tri, broyeur verre	Livraisons : camion, compacteur, élévateur, bacs de tri, broyeur verre			Fin travaux casier						
	Formation des agents : durée du projet	Marchés et devis : camion, compacteur, élévateur, bacs de tri, broyeur verre											
Actuel	Formation des agents : durée du projet	Devis et Commande compacteur	Marché camion Livraison compacteur Devis élévateurs	Etudes casier	Fabrication : bacs de tri Commandes : élévateur, camion Devis : broyeur de verre	Début travaux casier	Livraison : Elévateur, camion Commande : broyeur de verre					Fin travaux casier	

Commentaires : les études préalables pour la mise en place du nouveau casier (étude des sols, plans profilage, chiffrage) ont pris du retard, ce qui retarde d'autant plus les travaux de construction du nouveau casier.

Commentaires et analyse

- Les retours des BE sur le profilage tardent, ce qui aura un impact sur la suite et donc le début des travaux du casier.
- A noter l'adaptation en cours du projet de bacs de tri aux moyens disponibles : l'option initiale d'achat de caissons importés, est remplacée par des bacs adaptés, fabriqués par les agents du STE (4 sur la plateforme de tri et 4 à disposition de la population). Une partie du restant du budget alloué à l'achat des bacs servira à la réalisation de plans des CET de Wallis et de Futuna ainsi qu'à la mise en place de signalétique au sein des CET.
- A noter qu'un avenant à la CMO1 avec le Service de l'Environnement est en cours de signature pour permettre la validation de l'acquisition d'équipements complémentaires (broyeur de verre, presse à futs...) nécessaire à la gestion des déchets au CET de Wallis (actions validées lors du CTEDD du 20 Juin 2014 mais qui attendait la répartition du reliquat de la C2).

**Plan d'actions du site-pilote Wallis (Wallis et Futuna)****WF - C2W12 : Mener des actions de sensibilisation avec les collèges et le lycée d'état de Wallis****Avancement technique****Avancement financier : 0%**

Budget	Consommé	Solde
11 225 €	0€	11 225€

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer la gestion des déchets à Wallis et susciter l'adhésion des jeunes afin de modifier les pratiques.

Actions :

- 1/ Fabrication et mise en place de poubelles de tri au lycée et sur des sites pilotes de Wwallis - **C2W121**.
- 2/ Gestion et évaluation d'un dépôt de bacs de tri par les élèves du lycée - **C2W122**.
- 3/ Réalisation d'un spot télévisuel sur la gestion des déchets par les élèves du lycée - **C2W123**.
- 4/ Organisation d'un concours d'affiches sur le tri des déchets auprès des collèges - **C2W124**.

Opérateurs : Lycée d'Etat de Wallis et Futuna, le Service Territorial de l'Environnement (coordination collèges) et prestataires extérieurs (montage vidéo, fournitures).

Etat d'avancement et résultats

- 1/2/3/ Les projets prévus au sein du lycée d'Etat de Wallis sont à relancer. De nombreuses réunions ont été organisées, dont la dernière le 10 Juillet avec l'ensemble des personnes impliquées. Il a été décidé que les projets étaient maintenus mais décalés d'une année.
- 4 / Les collèges de Teesi et Lano sont moteurs, concours d'affiches lancé au sein de Teesi, sortie CET organisée le 28 Juillet, maquette du CET par les élèves.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017				
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Initial	Début projets lycée : Poubelles de tri Bacs de tri Spot TV	←			Fin projets lycée : Poubelles de tri Bacs de tri Spot TV	Début projet Lycée : Poubelles tri lieux villages	←				Fin projet Lycée : poubelles tri lieux villages			
		Collèges : Affiches	←		Fin projets collèges : Affiches									
Actuel		Montage projets collèges	←	Début projets Collèges : sorties CET		Début projets lycée : Poubelles de tri Bacs de tri Spot TV	←				Fin projets lycée : Poubelles de tri Bacs de tri Spot TV	Début projet Lycée : Poubelles tri lieux villages	←	Fin projet Lycée : poubelles tri lieux villages

Commentaires : les projets portés par le lycée ont pris un peu de retard pour cause de changement de l'équipe pédagogique, du chef d'établissement et de la nécessité de mise aux normes du plateau technique.

Commentaires et analyse

- Les projets portés par le lycée ont pris un peu de retard pour cause de changement de l'équipe pédagogique, du chef d'établissement et de la nécessité de mise aux normes du plateau technique. Les projets sont donc à relancer et reprogrammer sur les années 2016 et 2017.
- A noter la nécessité de mise aux normes du plateau technique du lycée (projet fabrication des poubelles), avec une dernière vérification datant de 2009 et VERITAS (Société de NC) qui doit venir de Nouméa pour réaliser une évaluation.
- Les collèges de Teesi et Lano sont moteurs sur les projets en lien avec la gestion des déchets. Reste à mobiliser d'avantage les collèges de Malae et Vaimoana.

Plan d'actions du site-pilote Wallis(Wallis et Futuna)

WF - C2W13 : Traitement et valorisation des effluents d'élevage

Avancement technique



Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
9 000 €	0 €	9 000 €

Co financements dépensés : 500 €

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer la conduite d'élevage pour une meilleure gestion des effluents d'élevage.

Actions :

- 1/ Former et sensibiliser les éleveurs afin de renforcer leurs capacités techniques.
- 2/ Améliorer les aménagements des éleveurs pour une optimisation de la gestion des effluents.
- 3/ Réaliser une étude de faisabilité sur la production de compost mixte (lisier + déchets verts).

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale) et CCIMA (formation des éleveurs, propositions d'aménagements) et partenaires (DSA, Lycée agricole, Groupement des éleveurs).

Etat d'avancement et résultats

- 1/ Les résultats de l'étude sur la production de compost ont été valorisés et communiqués à l'ensemble des partenaires et des éleveurs. Des tests de différents types de compost ont pu être menés avec ces mêmes éleveurs.
- 2/ Une mission d'expertise réalisée par Bernard Angonin (Chambre d'Agriculture de Nouvelle Calédonie) en Décembre 2014 a permis d'identifier les solutions permettant d'améliorer les différents systèmes d'élevage pour une amélioration de la conduite des animaux et une réduction de la pollution engendrée.
- 3/ L'étude de faisabilité sur la production de compost a été réalisée en 2014 par deux stagiaires Ingénieurs, encadrés par la CCIMA de Wallis. Cette étude a fait l'objet d'une couverture médiatique (reportage d'une heure sur le compost et les déchets verts sur Wallis Première).

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015					2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	V	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Etude de faisabilité compost Formation et sensibilisation des éleveurs	Formation et sensibilisation des éleveurs	Formation et sensibilisation des éleveurs	Amélioration des aménagements	←						→	Fin amélioration des aménagements		
Actuel	Etude de faisabilité compost	Formation et sensibilisation des éleveurs	Formation et sensibilisation des éleveurs	Amélioration des aménagements	←						→	Fin amélioration des aménagements		

Commentaires : Cette première étape du projet a permis de sensibiliser et définir les actions à mettre en œuvre pour améliorer la conduite d'élevage.

Commentaires et analyse

- Les bénéficiaires sont conscients du risque que représentent les mauvaises pratiques d'élevage sur l'environnement. Néanmoins, les habitudes ancrées sont difficiles à modifier d'où l'intérêt de proposer des sites pilotes et de travailler avec des éleveurs pilotes, motivés, pour la mise en place de nouvelles pratiques.
- Besoin d'implication des établissements pouvant servir de plateforme de démonstration tel que le lycée agricole.
- Importance d'effectuer des campagnes de communication de grande envergure (interventions de RFO, réunions avec les chefs coutumiers) afin de sensibiliser davantage la population.
- A noter qu'initialement l'étude de faisabilité (500 euros) devait en partie être financée par INTEGRE, mais que le Service de l'Environnement a pu en financer l'intégralité.

Plan d'actions du site-pilote Wallis (Wallis et Futuna)

WF - C2W2 : Gestion de la ressource en eau à Wallis

Avancement technique



Captages



Assainissement

Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
25 500 €	0 €	25 000 €

Co financements dépensés : 50 510 €

Objectifs et moyens

Objectifs : préserver et gérer durablement la ressource en eau du Territoire.

Actions :

- 1/ Définir des périmètres de protection de captages – **C2W21**.
- 2/ Etablir un état des lieux de l'assainissement, faire un zonage selon la sensibilité des sites, proposer un schéma directeur de l'assainissement (et plan d'améliorations du système en place) et le mettre en œuvre - **C2W22**.

Opérateur : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale).

Etat d'avancement et résultats

1/ Une première étude de faisabilité des traçages afin de connaître les vitesses et les sens d'écoulement de la nappe a été réalisée en mai 2014. Malheureusement, elle ne propose qu'une seule option qui ne convient pas au contexte de Wallis. Ce travail constitue la première étape pour délimiter les différents périmètres de protection de la ressource.

2/ Un diagnostic de l'assainissement de 3 villages de Wallis a été réalisé en Aout 2014 par une stagiaire ingénieure via des enquêtes domiciliaires dans plus de 100 foyers. Les résultats ont été présentés lors du CTEDD du 03 octobre 2014. Cet état des lieux a permis de mettre en avant la vétusté et la non-conformité de la plupart des équipements d'assainissements individuels, le dysfonctionnement de la filière et les risques environnementaux et sanitaires liés aux infiltrations et aux rejets des effluents d'élevage de porcs.

Une étude complémentaire, généralisée sur les 2 îles est en cours. Elle a été confiée à un Bureau d'étude sauf pour la partie « analyses de la qualité de l'eau », réalisées en régie par le STE pour minimiser la facture globale. Elle comprend également une proposition de schéma directeur d'assainissement. Ces études seront rendues en Aout 2015, et serviront à l'élaboration du Schéma directeur et sa mise en place.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017				2018	
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	V	I
Initial	-Etude faisabilité traçage -Etat des lieux assainissement -Elaboration et mise en place schéma directeur	-Traçages	-Délimitation des périmètres et réglementation			-Fin élaboration et mise en place schéma directeur -Révision et amélioration des systèmes d'assainissement					Révision et amélioration des systèmes d'assainissement				
Actuel	-Etude faisabilité traçage -Etat des lieux assainissement				- Traçages ? - Elaboration et mise en place schéma directeur	-Délimitation des périmètres et réglementation ?					-Fin élaboration et mise en place schéma directeur -Révision et amélioration des systèmes d'assainissement				Révision et amélioration des systèmes d'assainissement

Commentaires : L'étude de faisabilité des traçages n'est pas adaptée à Wallis, l'action est donc à reconsidérer. L'élaboration et la mise en place du schéma directeur a pris du retard, ce qui décale les actions qui en découlent.

Commentaires et analyse

- A noter qu'initialement, l'état des lieux de l'assainissement devait être financé par INTEGRE (5 500 €), mais les fonds du projet n'étant arrivés qu'en 2015, le Service de l'Environnement a pu financer cette action. Le budget sera donc reporté sur une autre action.

Plan d'actions du site-pilote Futuna (Wallis et Futuna)

WF - C2F1 : Traitement des déchets de Futuna

Avancement technique



Avancement financier : 0,6%

Budget	Consommé	Solde
219 052 €	1 338 € (+6 713 € engagés)	217 714 €

Co financements dépensés : 82 030 € (+ 96 145 € en 2013)

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer la gestion des déchets à Futuna et mettre en place une gestion pérenne.

Actions :

1/ Préparer la réhabilitation du site de la décharge de Nanu'u (mur de protection littoral, remblais, revégétalisation, dératisation) en prévision de sa fermeture définitive et mise en place d'une gestion des déchets à long terme (containers de transfert et de tri sélectif) - **C2F11**.

2/ Appuyer le fonctionnement du CET : équipements (tracteur à chenille avec lame frontale) et formations – **C2F12**.

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale avec l'appui de prestataires) et partenaires (Service des travaux publics, Circonscription et Villageois).

Etat d'avancement et résultats

1/ Dans le cadre de la fermeture de la décharge, un mur de protection littoral a été réalisé en 2014, ainsi que l'acquisition de containers de transfert qui seront livrés en Aout 2015 à Futuna. Les divers travaux de clôture du site et remblais de protection en bordure de route ont été engagés en fin 2014. Les bacs de transferts serviront de plateforme intermédiaire durant la finalisation des travaux de la route.

2/ Les travaux de la route du CET ont pris du retard, la fermeture définitive est donc également retardée. L'acquisition d'un équipement (pelle à chenille) pour compacter des ordures ménagères du CET est en cours d'étude. Les équipes pédagogiques ont été sensibilisées et des panneaux d'information sont en cours de réalisation par les élèves sur la fermeture du site.

Calendrier

		2014	2015 <i>Juillet 2015</i>				2016				2017			
		IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Route CET : travaux	↔	↔											
	Mur littoral : Construction	↔	↔	↔										
Actuel	Route CET : travaux	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
	Mur littoral : Construction	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←

Commentaires : les travaux de la route d'accès ont demandé plus de temps, donc la fermeture de la décharge, la revégétalisation et la dératisation ont également pris du retard.

Commentaires et analyse

- Initialement, il était prévu l'achat de 3 caissons de transfert sur budget INTEGRE, 2 ont été pris en charge par le STE.
- Les travaux de la route d'accès au CET ont pris du retard (seulement 490 m de bétonné sur 1,6 km en Juin 2015), ce qui retarde d'autant plus les actions prévues à la suite (fermeture du site, remblais, revégétalisation, dératisation).
- A noter que des projets de sensibilisation (via les établissements scolaires ou les associations) viennent appuyer ces actions visant à renforcer les capacités du CET et mettre en place le tri et à terme l'exportation des déchets valorisables.
- A noter qu'un avenant à la CMO1 avec le Service de l'Environnement est en cours de signature pour permettre la validation de l'acquisition d'un engin supplémentaire nécessaire à la gestion des déchets au CET de Futuna (Action validée lors du CTEDD du 20 Juin 2014 mais qui attendait la répartition du reliquat de la C2). Concernant l'achat d'un engin de compactage (deux devis retour de la NC hors budget), nécessité de repenser le type de matériel.

Plan d'actions du site-pilote Futuna (Wallis et Futuna)

WF - C2F2 : Gestion de la ressource en eau de Futuna

Avancement technique



Avancement financier : 26%

Budget	Consommé	Solde
21 500 €	5 586 €	15 914€

Co financements dépensés : 313 483 €

Objectifs et moyens

Objectifs : préserver et gérer durablement la ressource en eau du Territoire.

Actions :

1/ Diagnostic de la gestion de l'eau (dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'eau - SAGE) afin de disposer d'un état des lieux et permettre l'établissement du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PADG) et d'un règlement associé - **C2F21**.

2/ Campagnes de sensibilisation à l'utilisation rationnelle la ressource en accompagnement des travaux de réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau potable - **C2F22**.

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale avec l'appui de prestataires), et partenaires (Service des travaux publics, chefferies, villageois, écoles).

Etat d'avancement et résultats

1/ La réalisation de l'état des lieux de la gestion de l'eau a Futuna dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau est confiée à deux étudiants ingénieurs (accueillis de Mai à Aout 2015 dans le cadre de leur stage d'études) et permettra l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de l'Eau à Futuna. L'état des lieux de la gestion de l'eau implique des enquêtes domiciliaires, ce qui permet également une sensibilisation du grand public. Une restitution de ces enquêtes et du diagnostic sera organisée la première semaine d'aout 2015 à Futuna et mi-aout à Wallis.

2/ Les priorités en matière de réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau potable de Futuna ont été dressées avec l'aide d'un BE en 2014. Le marché pour la réalisation des travaux prioritaires est en cours de publication. L'action de sensibilisation est prévue une fois les travaux avancés, mais les établissements scolaires ont déjà été sensibilisés à la préservation de la ressource en eau. En avril 2015, la coordinatrice INTEGRE a rencontré les chefs d'établissements des deux collèges afin de les informer de la venue des deux stagiaires ingénieurs. Trois interventions dans les deux collèges de l'île ont été réalisées sur la préservation de la ressource en eau.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Etudes Réseaux	Sensibilisation	Etat des lieux SAGE	Etat des lieux SAGE	Travaux prioritaires	PAGD	Réglementation associée PAGD	PAGD	Restructuration réseaux	Restructuration réseaux	Extension réseaux		
Actuel	Etudes Réseaux	Sensibilisation	Etat des lieux SAGE	Etat des lieux SAGE	Travaux prioritaires	PAGD	Réglementation associée PAGD	PAGD	Restructuration réseaux	Restructuration réseaux	Extension réseaux		

Commentaires : Le calendrier initialement proposé pour la réalisation du diagnostic du SAGE est pour le moment respecté. Les travaux prioritaires de réhabilitation n'ont pas encore débuté mais le marché est en cours de publication.

Commentaires et analyse

- Le marché pour la réalisation des travaux est en cours de publication et les travaux débiteront par l'Hôpital de Futuna.



Plan d'actions du site-pilote Futuna (Wallis et Futuna)

WF - C2F3 : Restauration de bassin versant à Futuna

Avancement technique



Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
22 349 €	0€	22 349 €

Co financements dépensés : 49 300 €

Objectifs et moyens

Objectifs : limiter l'érosion et l'appauvrissement des sols et améliorer la qualité des eaux.

Actions :

Reboiser des zones prioritaires d'un bassin versant en essences mélangées (*pinus* et feuillus locaux) – **C2F31**.

Opérateurs : Direction des Services de l'Agriculture (coordination globale avec l'appui de prestataires) et partenaires (chefferies, villages Leava et Malae).

Etat d'avancement et résultats

- Signature de 2 conventions de reboisement entre la DSA et 2 villages de Futuna, action mise en œuvre par les villageois concernés, et fourniture des plants par la DSA, Malae pour 5.5 ha et Leava pour 4 ha.
- Préparation des plants de pins et de feuillus à la pépinière du service de la DSA (Antenne de Futuna) : la collecte des semences en forêt et la multiplication en pépinière ont été réalisées.
- Les graines semées sont attaquées par des rats et les plants en pépinières sont attaqués par les escargots → des traitements sont en cours (mise en place de pièges) et les résultats sont attendus pour le mois d'Aout.
- Les ateliers participatifs dans les villages pour préparer les plantations sont en cours.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Début Collecte semences et multiplication en pépinière Atelier participatif Plantation	Atelier participatif Entretien plants		Fin collecte semences et multiplication pépinière Atelier participatif Plantations	Plantations	Début collecte semences et multiplication pépinière	Fin collecte semences et multiplication pépinière Atelier participatif Entretien plants	Atelier participatif Plantations	Plantations	Atelier participatif Entretien plants Capitalisation			
Actuel	Début Collecte semences et multiplication en pépinière Atelier participatif Plantations	Atelier participatif Entretien plants		Fin collecte semences et multiplication pépinière Atelier participatif Plantations	Plantations	Début collecte semences et multiplication pépinière	Fin collecte semences et multiplication pépinière Atelier participatif Entretien plants	Atelier participatif Plantations	Plantations	Atelier participatif Entretien plants Capitalisation			

Commentaires : les délais de l'activité sont respectés comme initialement prévu dans le calendrier.

Commentaires et analyse

- Selon les modalités d'exécution prévues dans les conventions avec les 2 villages, les travaux devront être achevés au plus tard le 20 décembre 2015.
- Les premières étapes (collecte des graines, semis, entretien des plants dans la pépinière) ont été réalisées dans les délais grâce à un travail collectif des agents de la DSA/antenne de Futuna.



Plan d'actions transversal (Wallis et Futuna)

WF - C2WF1 : Traitement des déchets Wallis Futuna

Avancement technique



Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
129 000 €	0 €	129 000 €

Co financements dépensés : 18 950 €

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer la gestion des déchets à Wallis et à Futuna et mettre en place une gestion pérenne.

Actions :

- 1/ Analyser, conditionner, évacuer et traiter les stocks historiques d'huiles et mettre en place un plan de gestion à long terme - **C2WF11**.
- 2/ Analyser, conditionner, évacuer et traiter les stocks historiques de batteries et mettre en place un plan de gestion à long terme - **C2WF12**.
- 3/ Renforcer le dispositif de collecte et de tri des déchets ménagers - **C2WF13**.

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (mise en place d'un plan de gestion et coordination globale, avec l'appui de prestataires).

Etat d'avancement et résultats

1/ Pour permettre l'évacuation des huiles :

- Un container spécifique aux déchets dangereux (huiles) permettant leur exportation a été acquis par le Territoire ;
- Des tests (dit « Belstein ») pour estimer la qualité des huiles ont été réalisés au Centre d'Enfouissement Technique ;
- Les termes de référence pour la publication de l'appel d'offre sur l'exportation des huiles ont été rédigés et traduits ; L'appel d'offre a été publié sur le site de la CPS le 06 Juillet 2015.

2/ Pour permettre l'évacuation des batteries :

- Depuis Mai, une campagne mensuelle de collecte des batteries et piles a été mise en place dans les villages et les trois districts de Wallis.
- Les termes de référence pour la publication de l'appel d'offre sur l'exportation des batteries ont été rédigés et traduits ; L'appel d'offre a été publié sur le site de la CPS le 06 Juillet 2015.
- Du 20 au 31 Juillet 2015, une mission du PROE est prévue pour réaliser un inventaire précis et un plan d'évacuation des huiles et des batteries.

3/ Les bacs de tri pour Futuna sont en cours de commande pour mettre en place 6 sites pilotes avec des unités de tri. Le Territoire viendra renforcer ce dispositif sur fonds propres avec 4 sites pilotes supplémentaires à Futuna. Pour Wallis, pour la mise en place des 9 sites pilotes, différentes options sont étudiées dont celle d'une fabrication des bacs par les agents du Service en régie (devis en cours).

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Huiles : Achat container / analyses Bacs de récolte : achat	Huiles : 1 ^{er} transport Batteries : transport	Huiles : 1 ^{er} traitement Batteries : traitement		Huiles : 2 ^e transport	Huiles : 2 ^e traitement			Huiles : 3 ^e transp.	Huiles : 3 ^e trait			
Actuel	Huiles : Achat container		Huiles : Analyses & publi. AO Bacs de récolte : achat		Huiles : 1 ^{er} transport Batteries : transport	Huiles : 1 ^{er} traitement Batteries : traitement		Huiles : 2 ^e transp	Huiles : 2 ^e trait		Huiles : 3 ^e transp.	Huiles : 3 ^e trait	

Commentaires : Les analyses des huiles ont pris un peu de retard par rapport au calendrier initial.

Commentaires et analyse

- A noter qu'à ce stade, les analyses ne sont pas encore faites et donc on ignore la composition des huiles. En effet, les analyses ne peuvent être menées que sur les critères d'exigences du pays de destination, elles ne peuvent donc pas être réalisées à l'heure actuelle. Si la présence de PCB ou chlore est décelée, le coût du traitement ne pourra être couvert par le budget alloué. Une autre option devra alors être envisagée. Le lieu de traitement des huiles dépend du prestataire qui sera retenu suite à l'Appel d'offre.
- Initialement, il avait été envisagé une exportation possible des huiles vers la Nouvelle Calédonie mais selon les conventions de Bale et Waigani, il est impossible d'exporter des déchets dangereux entre PTOM → Les autorités, dont le Préfet, ont été sensibilisées sur ce point.
- Durant l'exportation des déchets dangereux, certaines filières exigent le transit ou transbordement par des pays autres que celui destinataire, ces pays peuvent ne pas accepter cette étape.
- L'acquisition des bacs de tri a pris du retard en raison du besoin de réadapter le projet au contexte local et en fonction des capacités du Territoire.

Plan d'actions transversal (Wallis et Futuna)

WF - C2WF2 : Démarche de GIZC

Avancement technique



(besoin recrutement animateur)

Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
70 000 €	0 €	70 000 €

Objectifs et moyens

Objectifs : élaboration d'un plan de GIZC sur Wallis et Futuna

Actions :

- 1/ Initiation du processus : constitution d'un groupe de travail.
- 2/ Phase de préparation : diagnostic du territoire, identification des enjeux, mise en place d'une démarche participative.
- 3/ Elaboration du plan de GIZC : adoption formelle du plan et reconnaissance institutionnelle par le Territoire.

Opérateurs : Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (coordination globale), Partenaires territoriaux (Les comités locaux, Les chefferies de Wallis et Futuna, Les services du Territoire, Les circonscriptions, Le Territoire de WF, Les associations, La société civile).

Etat d'avancement et résultats

1/ La prise de connaissance du contexte territorial et des acteurs clés par la CPS, en charge du pilotage de cette action, était une étape cruciale pour disposer d'une vision globale et proposer une activité en adéquation avec les préoccupations des acteurs. Elle a été complétée par la mise en place des comités locaux aussi bien sur Wallis que sur Futuna. La présentation de cette activité dans ces instances a suscité l'adhésion et permettra donc d'assurer l'acceptabilité locale.

2 et 3/ Pour entrer dans la phase opérationnelle, un appel d'offre (activité C1.4) a été lancé le 26 Juin 2015 pour bénéficier d'un appui méthodologique à la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières de Wallis et Futuna. De plus, les termes de référence pour le recrutement d'un animateur en charge de la démarche participative, sont en cours de rédaction pour une publication fin Aout 2015 sur le site de la CPS. Les acteurs du territoire ont été sollicités pour proposer des candidatures pour ce futur recrutement.

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Initiation d'un processus visant à l'élaboration d'un plan de GIZC	Phase de préparation							Fin de la phase de préparation				
Actuel			Initiation d'un processus visant à l'élaboration d'un plan de GIZC	Initiation d'un processus visant à l'élaboration d'un plan de GIZC	Phase de préparation							Fin de la phase de préparation	Mise en œuvre du plan de GIZC

Commentaires : Les délais de l'activité n'ont pas pu être respectés (validation du plan d'action mi 2014), car la nécessité de connaissance du contexte du Territoire et l'adhésion des acteurs devaient être les bases au bon déroulé de l'activité.

Commentaires et analyse

- à noter les discussions avec le cabinet du préfet et les services qui appuient la démarche en précisant que cette dernière pourra utilement servir à l'élaboration de la stratégie d'adaptation au changement climatique dont le Territoire envisage de se doter.
- Un des résultats de cette activité pourrait être la mise en place d'un circuit de concertation efficace permettant de toucher les villages/ les districts : ce qui n'a jamais été concrétisé lors des projets précédents.
- La question sera aussi de déterminer la pertinence d'un plan de GIZC par site INTEGRE, ou un par District, ou un pour l'ensemble du Territoire ? La question sera donc d'étudier si l'échelle des sites INTEGRE est adaptée à la GIZC.
- Pour cette activité, la totalité du budget prévu sera utilisée pour le recrutement d'un animateur local.

Plan d'actions transversal Wallis et Futuna

WF - C2WF3 : Campagne de sensibilisation et de communication

Avancement technique



Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
34 000 €	0 €	34 000 €

Objectifs et moyens

Objectifs : susciter l'adhésion et la prise de conscience des populations sur les problématiques environnementales.

Actions :

1/ Mener des campagnes de sensibilisation et de communication sur les thématiques désignées prioritaires par le territoire : protection de l'environnement, gestion durable des déchets, préservation de la ressource en eau. La sélection des projets financés se fera en fonction des remontées de propositions au cours du projet.

Opérateurs : Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (coordination globale), et l'ensemble des acteurs du Territoire.

Etat d'avancement et résultats

- Le projet a bénéficié de l'appui d'une stagiaire (niveau ingénieur) pour mener des projets de sensibilisation sur la gestion des déchets, dans les établissements scolaires des deux îles (Mai à Aout 2015).

Produits réalisés :

- Une affiche d'information sur le tri des déchets, en cours de finalisation par une agence de communication. Elle sera affichée sur le territoire dans les lieux stratégiques (hôpital, dispensaires, écoles, services...).
- Des plans et la signalétique pour les CET (de Wallis et de Futuna), également en cours de finalisation par l'agence de communication → permettra de faciliter la bonne utilisation des CET par la population.

Actions de sensibilisations menées directement par la coordinatrice: sur la gestion des déchets et la préservation de la ressource en eau. Au total près de 15 établissements scolaires ont été sensibilisés à travers plus d'une vingtaine d'interventions. A noter que de nombreuses interventions sont suivies par une demande de visites guidées du CET assurées par la coordinatrice et l'équipe du CET du Service de l'Environnement.

- Près d'une trentaine de classes (primaires et collèges de Wallis et Futuna) ont pu être sensibilisées à travers des interventions dans les écoles sur l'impact des déchets sur l'environnement, le tri, la préservation de la ressource en eau et autres bonnes pratiques pour l'environnement.
- 3 interventions au sein du Lycée agricole (Classes de SAPAT – Service d'aide à la personne et au Territoire) pour une sensibilisation sur la gestion, le tri et le recyclage des déchets.
- Accompagnement des élèves de la classe de SAPAT au montage de projets pédagogiques sur la gestion des déchets à destination de l'école de Tapa (primaire) et collaboration à l'évaluation de la pertinence des projets avec l'équipe enseignante.
- Partenaire d'un grand projet de sensibilisation fédérant plusieurs services et institutions (Service de l'Environnement, Direction des Services de l'Agriculture, CCIMA) porté par la Direction de l'Enseignement Catholique (DEC) de Wallis. Ce projet a permis la sensibilisation de plus de 150 élèves de Wallis à l'impact des déchets sur l'environnement, le tri / recyclage des déchets (démonstration compacteur), la fabrication de compost et l'importance du rôle du CET (visite du CET).

Calendrier

Juillet 2015

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	Mener des campagnes d'informations et de communication	←								→			
Actuel	Mener des campagnes d'informations et de communication	←											→

Commentaires et analyse

- Les actions à mener viennent en complément du plan de communication du projet INTEGRE.
- Les campagnes de sensibilisation et de communication accompagnent les activités du projet sur les thématiques identifiées comme prioritaires par le Territoire (gestion des déchets, préservation ressource en eau).
- Sur le territoire de Wallis et Futuna, les moyens de sensibilisation à l'environnement restent peu développés.
- La multiplication des échanges au niveau local associés à une bonne compréhension et une bonne acceptabilité des activités proposées suscite de nouveaux partenariats et projets.
- Nécessité de communiquer sur la réalisation d'actions concrètes pour permettre l'adhésion.



Plan d'actions transversal Wallis et Futuna

WF - C2BIO : Réseau de fermes pilotes bio à Wallis et Futuna

Avancement technique



Avancement financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
167 602 €	0 €	167 602 €

Objectifs et moyens

Objectifs : améliorer les connaissances techniques en matière d'agriculture biologique et les diffuser auprès des agriculteurs de Wallis et Futuna pour promouvoir et développer cette agriculture sur le Territoire

Actions :

- 1/ Création d'une ferme pilote « bio » et expérimentations agronomiques (fertilité des sols ; lutte et contrôle des maladies et des ravageurs ; production, conservation et diffusion de matériel végétal biologique).
- 2/ Accompagnement technique par les partenaires impliqués dans le projet (DSA, CCIMA, Lycée agricole).
- 3/ Echanges techniques et formations au niveau de Wallis et Futuna.

Opérateurs : Service Territorial de l'Environnement (coordination globale, avec appui prestataires), et l'ensemble des partenaires du projet (DSA, CCIMA et Lycée Agricole de Wallis et Futuna).

Etat d'avancement et résultats

1/ Etude de faisabilité pour la mise en place d'une filière de compostage à Wallis réalisée et élaboration d'un compost mixte déchets verts lisier. Ce compost sera réparti entre 3 maraîchers professionnels pour tester son efficacité et sa qualité sur leur sol. La phase d'expérimentation du compostage a été réalisée avec succès et des visites régulières du technicien de la CCIMA permettent de répondre aux besoins des bénéficiaires en termes de conseils techniques. Pièges posés chez les 2 maraîchers professionnels en juin 2015 (4 pièges pour le charançon du bananier, et 2 pièges pour la mouche des fruits). Un suivi de ces pièges est réalisé tous les 15 jours. Une base de données est réalisée dans le but de suivre le niveau d'infestation des cultures par ces ravageurs. Des missions de la Chambre d'Agriculture de Nouvelle Calédonie ont été réalisées : diagnostic phytosanitaire en Octobre 2014 (Nicolas Hugot / Madadies ravageurs), et compostage et agro-équipement en décembre 2014 (Bernard Angonin). La prochaine mission « semences et plants » est programmée pour 2015. Ces actions sont mises en place par le technicien de la CCIMA chez les maraîchers. Il est prévu la mise en place d'une butte permanente chez l'un des maraîchers en Août 2015.

2/Afin d'améliorer le suivi des composts, il est prévu l'achat d'une sonde de température, d'humidité et d'oxygène. Les partenaires du projet se sont déjà organisés pour obtenir la matière en déchets verts et le transport de la matière broyée. La relance de l'activité porcine à l'exploitation du Lycée permettra d'assurer les apports en lisier. Cette plateforme devrait donc être en activité d'ici Aout 2015. Des déplacements du nouveau directeur de l'exploitation du Lycée en Nouvelle Calédonie ont été réalisés pour rencontrer des fournisseurs de matériel agricole, visiter la plateforme de compostage au Lycée de Pouembout, et échanger avec la CANC. Devis en cours pour l'acquisition d'équipement nécessaire au compostage au Lycée. Des documents d'information sur des pratiques culturales biologiques ont été réalisés et distribués aux maraîchers souhaitant s'investir dans leur activité. L'outil labo in vitro est relancé, avec appui de technicien, au niveau de la Direction des Services de l'Agriculture. La collecte de matériel végétal à multiplier doit pouvoir avoir lieu.

Calendrier

	2014	2015				2016				2017			
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	-Création ferme bio et expérimentations agronomiques -Accompagnement technique -Echanges techniques et formations	←											
Actuel		←		-Accompagnement technique	←	-Echanges techniques et formations	←						

Commentaires et analyse

-Absence du technicien de la CCIMA en charge suivi des ravageurs et maladies des cultures a entraîné un retard dans la réalisation de cette activité → les actions prévues non pas pu être réalisées. Il a été décidé de concentrer les efforts sur les actions de piégeage de masse des insectes ravageurs des bananiers et de la mouche des fruits.

-Les bénéficiaires sont très impliqués dans la mise en place et le suivi des composts réalisés. La qualité du compost a attesté de leur intérêt et leur implication dans cette activité.

-La difficulté principale concerne la mobilisation de la tonne à lisier par la CIRCO pour les apports de lisiers dans le compost.

-Néanmoins, il est essentiel de remettre en fonctionnement le matériel agricole du LPA pour la mise en place d'une plateforme de compostage de démonstration → Matériel agricole de l'établissement hors d'usage ou en mauvais état pour la plupart.

-Arrivée d'un nouveau chef d'exploitation pour le lycée en avril 2015 avec vacance du poste de directeur d'exploitation pendant 9 mois.

-Besoin en main d'œuvre d'appui demandé par la DSA mais difficultés de procédures pour mobiliser les fonds.

Plan d'actions du site-pilote de Raiatea-Tahaa en Polynésie française

PF-C2R1 : Réduction des pollutions issues des activités économiques

Objectifs et Moyens : accompagner les démarches innovantes de réduction de l'impact des pollutions issues des activités économiques

- 1/ Gérer la pollution terrigène et organique par le développement de pratiques issues de la permaculture 😊
- 2/ Conduire une mission d'appui technique pour la valorisation des déchets d'abattoir 😊
- 3/ Mettre en place un projet-pilote de mise en place d'un système pérenne de gestion des déchets des professionnels sur les îles de Raiatea et Tahaa 😊
- 4/ Acquérir un équipement type pelle hydraulique de 14 tonnes pour le défrichage et l'entretien mécanique des exploitations agricoles et la valorisation des déchets verts. 😊
- 5/ Réduire les pollutions liées aux activités du carénage sur la zone d'Uturaerae 😊

Avancement technique



financier : 7,2%

Budget	Consommé	Solde
258 993 €	18 530 €	240 463 €

Responsables de la mise en œuvre :

- 1/ SARL Vaihuti Fresh 2/ Service du Développement Rural 3/ Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Services et de Métiers 4/ Commune de Taputapuatea 5/ Direction de l'Environnement

Etat d'avancement et résultats

C2RT11-Permaculture : cartographie et inventaire et projet d'aménagement de la parcelle en cours. Semis en pépinière des plantes de couverture et diagnostic de la présence de ces mêmes plantes sur la parcelle réalisés. Achat du matériel de monitoring en cours.

C2RT12 – Déchets d'abattoir : mission de l'ADIV réalisée en juin 2015 qui a permis de quantifier les sous-produits issus de la future unité d'abattage, de définir des méthodes pour les valoriser puis de proposer des équipements peu énergivores.

C2RT13 – Déchets professionnels : évaluation du gisement de déchets réalisée et présentée au comité de pilotage.

C2RT14 – Pelle hydraulique : En attente de co-financement.

C2RT15 – Carénage : Agrément de mise en œuvre en cours de signature.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
	4/															
	5/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															
	4/															
	5/															

Commentaires et analyse

L'avancement de cette composante est satisfaisant. Les trois activités pour lesquelles des contrats de mise en œuvre ont été signés (C2RT11, 12 et 13) sont en cours de réalisation avec cependant un retard pour la C2RT11 dans la mise en place du suivi de l'érosion qui sera difficile à rattraper sans prolongation du projet. Une échéance pour l'obtention des co-financements de l'activité C2RT14 a été fixée à la fin août 2015 par le Comité Local INTEGRE.

PF-C2R2 : Développement d'activités économiques durables

Objectifs et Moyens : accompagner des projets concrets de développement ou de soutien d'activités économiques durables.

- 1/ Appuyer la construction d'une marina de haute qualité environnementale à Temaru'a'o 😞
- 2/ Favoriser la commercialisation des produits locaux et la sensibilisation à l'agriculture biologique via la construction et l'aménagement d'un fare à Tehurui 😊
- 3/ Développer une zone d'activités éco-touristiques sur le site de TIARERE 😊
- 4/ Mettre en place des jardins partagés 😊
- 5/ Mettre en place un projet d'agriculture, d'aménagement sportif et touristique 😊
- 6/ Mettre en place un centre de réception et de grossissement (CRG) pour la production annuelle de 400 000 huîtres perlières *Pinctada margaritifera* issues de l'écloserie de Rangiroa 😊
- 7/ Aménager le Mont Temehani Rahi dans le cadre de la promotion du tourisme vert et de la préservation de la « Tiare Apetahi » 😊

Avancement technique



financier : **2,6%**

Budget	Consommé	Solde
300 239 €	7 934 €	292 305 €

Responsables de la mise en œuvre :

1, 2, 7/ Commune de Tumaraa 3/ Commune de Tahaa 4/ Commune d'Uturoa 5/ Association Tamarii Puohine 6/ GIE Poe No Raromatai

Etat d'avancement et résultats

C2RT21- Marina : cette activité a été abandonnée faute de certitude sur la réalisation de la marina

C2RT22 – Fare : cette activité est en attente de co-financement

CTR23 – Ecotourisme Tiarere : les premiers contrats de géomètre, botaniste et d'accompagnement à la réalisation du projet ont été signés.

CTR24 – Jardins partagés : l'aménagement des parcelles est en cours avec une première sollicitation de devis auprès d'un géomètre.

C2RT25 – Aménagement Puohine : l'étude du terrain a été réalisée, 4 parcelles agricoles ont été délimitées et défrichées. La moitié des pistes d'accès ont été aménagées, le réseau hydraulique a été installé et des porteurs de projets ont été identifiés pour les 4 parcelles.

C2RT26 – Perliculture : les co-financements ont été confirmés par le collectif budgétaire de juin 2015, le contrat de mise en œuvre avec est en préparation.

C2RT27 – Temehani : le contrat de mise en œuvre est en préparation.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	2/															
	3/															
	4/															
	5/															
	6/															
	7/															
	Actuel	2/														
3/																
4/																
5/																
6/																
7/																



Commentaires et analyse

A l'exception de l'attente de confirmation du co-financement pour la construction du *fare* de Tehurui et du retard dans la sollicitation des devis de la part de la commune d'Uturoa en raison des festivités liées au 70 ans de la commune en juin, les activités de cette composante sont bien lancées avec une mention particulière au projet de Puohine (C2RT25) dont le porteur est très actif autant sur la mise en œuvre des actions que sur le rapportage. Le faible taux de dépense est dû à la validation d'activités nouvelles (6,7) et à la confirmation de co-financement préalable au lancement des activités (2).

Plan d'actions du site-pilote de Raiatea-Tahaa en Polynésie française

PF-C2R3 : Appuyer la mise en place d'une gestion durable et intégrée des usages lagunaires

Objectifs et Moyens : contribuer à l'utilisation durable et partagée de l'espace lagunaire

- 1/ Réaliser un plan de gestion intégrée du lagon de Raiatea-Tahaa 😊
 2/ Sauvegarder et mettre en valeur le motu PUNAEROA à Vaiaau 😊

Avancement technique



financier : 11,1%

Budget	Consommé	Solde
152 684 €	16 913 €	135 771 €

Responsables de la mise en œuvre :

1/ Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique 2/ Association Punaeroa

Etat d'avancement et résultats

C2RT31- Plan de gestion : après l'organisation d'un atelier de lancement en février 2015 afin de présenter la méthodologie de travail aux acteurs du site, le travail de terrain a débuté en avril 2015 avec une équipe composée du GIE Océanide en charge de l'appui méthodologique, de l'animatrice locale, de la coordinatrice INTEGRE, de la stagiaire INTEGRE et des services du Pays. La 1^{ère} phase d'identification participative des enjeux liés à la gestion du lagon est en cours, 11 réunions publiques ont déjà eu lieu dans les communes associées de l'île de Raiatea et ont déjà permis d'identifier 2 enjeux prioritaires, la gestion de la pêche et des mouillages. Un groupe de travail représentatif a été constitué sur le thème des mouillages et une 1^{ère} réunion a été organisée. Elle a abouti à la mise en place d'un programme de travail pour les prochains mois. En parallèle, une méthodologie de concertation des pêcheurs a été développée par la stagiaire INTEGRE en collaboration avec la Direction des Ressources Marines et Minières. Un 1^{er} atelier de travail avec les pêcheurs a été organisé à l'échelle d'une commune associée.

C2RT32 – Motu Punaeroa : le diagnostic écologique du motu préalable à la mise en place de mesures de restauration et de prévention de l'érosion est en cours. Un échange avec le Programme Régional Océanien de l'Environnement sur les techniques de restauration « douces » des plages est prévu pour la fin de l'année.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
Actuel	1/															
	2/															



Commentaires et analyse

L'élaboration du plan de gestion du lagon de Raiatea-Tahaa bénéficie d'une bonne appropriation des élus locaux qui sont très impliqués dans l'organisation et le déroulement des réunions publiques. L'organisation de ces réunions offre par ailleurs une visibilité intéressante pour le projet INTEGRE qui se trouve présenté en langue française et tahitienne à la population. L'accueil de cette activité par la population est très bon et l'élaboration d'un plan de gestion pour le lagon semble répondre à un réel besoin pour ce site. La mise en place de groupes de travail a déjà permis à des acteurs de se fédérer, les plaisanciers ont créé une association pour être représentés au sein du groupe de travail « mouillages » ainsi que de mettre des acteurs en conflit autour d'une table de discussion apaisée et constructive. Le Pays suit l'élaboration du plan de gestion avec intérêt et souhaite tirer parti de cette expérience pilote pour alimenter sa stratégie biodiversité, notamment en outils de gestion adaptés.

Plan d'actions du site-pilote d'Opunohu en Polynésie française

PF-C201 : Améliorer la qualité environnementale et paysagère du site

Objectifs et Moyens : appuyer des actions concrètes de réduction des principales menaces sur l'environnement de la baie d'Opunohu.

- 1/ Réduire les phénomènes d'érosion terrigène dans le domaine d'Opunohu grâce à la réalisation d'un plan d'aménagement anti-érosion et la mise en place d'un suivi de l'érosion en aval dans la baie d'Opunohu 😊
- 2/ Réduire l'usage des intrants organiques et chimiques dans l'agriculture au travers de l'élaboration d'un itinéraire technique bio pour la culture de l'ananas et la valorisation des effluents porcins 😊

Avancement technique



financier : 39%

Budget	Consommé	Solde
192 114€	75 000 €	117 114 €

Responsables de la mise en œuvre :

1/ Service du Développement Rural, Institut des Récifs Coralliens du Pacifique (IRCP) 2/ Lycée Agricole d'Opunohu

Etat d'avancement et résultats

C2011 - Erosion : l'action relative à la mise en place d'un schéma d'aménagement anti-érosion n'a pas encore démarré au-delà de la tenue des premières réunions d'information auprès des planteurs d'ananas du domaine. Un voyage d'étude financé dans le cadre de la composante C1.6 doit avoir lieu d'ici la fin 2015 et donner un exemple de bonnes pratiques pour la culture des ananas en pente. Les actions à Opunohu seront mises en œuvre à la suite de ce déplacement.

Les actions coordonnées par l'IRCP relatives au suivi et à l'évaluation de l'impact de l'érosion dans la baie ont débuté. Les mesures *in situ* des dépôts de sédiment dans la baie d'Opunohu sont en cours suite à la mise en place des 104 pièges à sédiments. La caractérisation de la distribution des peuplements benthiques a été réalisée. Les données sont en cours d'analyse.

C2012 – Ananas biologique et compostage :

Ananas biologique : les 1^{ers} essais d'induction florale « bio » avec du charbon actif enrichi à l'éthylène gazeux montrent une efficacité au moins équivalente à l'induction chimique. Les essais sur la fertilisation et la maîtrise de l'enherbement sont en cours.

Compostage : une plate-forme de compostage d'environ 238m² a été construite dont 114 m² couverts pour 5 cellules de largeur variable selon le stade d'évolution du compost. L'ensemble des eaux de ruissellement est collecté et raccordé au réseau existant de traitement par lagunage. Un broyeur récupérateur de biomasse a également été acquis. Ce matériel permet de broyer les débris végétaux en fin de culture ou en entretien de parcelle et de récupérer le broyat dans une trémie pour l'incorporer dans le process de compostage. La livraison a pris du retard mais sera effective le 28 août prochain.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
Actuel	1/															
	2/															

Commentaires et analyse

Des retards dans la mise en œuvre des actions sont intervenus en raison de difficultés d'approvisionnement en matériel technique. Ces retards pourraient affecter la bonne finalisation de ces actions qui nécessitent une longue période de mesures afin de valider les résultats puis de les diffuser.

Plan d'actions du site-pilote d'Opunohu en Polynésie française

PF-C202 : Développer des activités écotouristiques

Objectifs et Moyens : contribuer au développement de nouvelles activités à destination des touristes internationaux, locaux et des habitants

1/ Aménager un parcours de découverte et d'interprétation ethnobotanique - phase 1 😊

2/ Aménager un parcours santé sur le domaine d'Opunohu 😊

3/ Appuyer le développement d'un centre culturel et artisanal au sein du domaine d'Opunohu (fiche en cours de réalisation) 😊

Avancement

technique



financier : 0%

Budget	Consommé	Solde
167 600 €	0	167 600 €

Responsables de la mise en œuvre :

1/ Service de la Culture et du Patrimoine 2/ Service du Développement Rural 3/ Non défini à ce stade

Etat d'avancement et résultats

C2021 – Parcours ethnobotanique : le contrat de mise en œuvre de cette activité est en cours de rédaction. Une 1^{ère} réunion du comité de suivi a été organisée le 22 juillet. Elle a rassemblé l'ensemble des partenaires de l'activité.

C2022 – Parcours santé : le contrat de mise en œuvre est en cours de signature par l'opérateur

C2023 – Centre culturel : la fiche est en cours de rédaction avec l'appui du service du développement rural et de l'équipe en charge de l'élaboration d'un plan de gestion intégrée pour Opunohu.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires et analyse

Les activités de cette composante s'inscrivent dans un schéma d'aménagement du domaine tourné vers le développement de l'écotourisme. Elles viennent en complément du développement de sentiers VTT, de la mise en place d'une signalétique au sein de domaine et de l'installation d'un parcours accrobranche et d'un « fare » d'accueil.

Aussi bien dans les activités INTEGRE que les autres mentionnées ci-dessous, une nouvelle démarche visant à mieux associer la population est mise en œuvre. Les noms des sentiers de randonnées pédestres et VTT et le logo du domaine d'Opunohu ont été choisis avec la population du site, les travaux d'aménagement font appel prioritairement à de la main d'œuvre locale.

L'activité visant à développer un centre culturel sur le domaine d'Opunohu est le fruit de longs mois de discussions avec les acteurs du site, élus et habitants. Les détails de cette activité sont encore en discussion puisque cette idée n'a émergé que récemment mais il y a une demande forte de la population. L'objectif de l'activité financée par INTEGRE sera de clarifier avec la population et les élus les activités de ce centre (commerciales ou non), son mode de gestion, son architecture et ce pour aboutir à un projet à présenter aux instances du Pays en vue de l'obtention des financements nécessaires à sa réalisation.

Plan d'actions du site-pilote d'Opunohu en Polynésie française

PF-C203 : Contribution à la mise en place d'une gouvernance propice au développement d'un tourisme durable

Objectifs et Moyens : réalisation d'un plan de gestion intégrée du site

- 1/Elaborer un diagnostic partagé du site 😊
- 2/ Elaborer un plan de développement durable et intégré
- 3/ Appuyer l'élaboration du plan et du diagnostic 😊
- 4/ Appuyer la mise en place du processus de révision du Plan de Gestion de l'Espace Maritime (PGEM) de Moorea 😊

Avancement technique



financier : 12,7%

Budget	Consommé	Solde
171 459 €	21 790 €	149 669 €

Responsables de la mise en œuvre :

1, 2/ Institut des Récifs Coralliens du Pacifique (IRCP) 3,4/ CPS

Etat d'avancement et résultats

C2031 – Diagnostic partagé : Les enquêtes socio-anthropologiques par maisonnées sont en cours dans les quartiers contigus au domaine d'Opunohu (recueil de la toponymie terrestre et marine, espaces vécus, usages du territoire, habitus, conflits). La constitution d'une base de données SIG est en cours afin de spatialiser l'information obtenue par l'élaboration de cartes thématiques et en 3D (numériques puis maquette). Le projet de fabrication de la maquette par les élèves du Lycée agricole verra le jour à la rentrée, la cartographie participative ayant fait ses preuves dans certaines communautés, notamment à Ouvéa en Nouvelle-Calédonie.

C2032 – Plan de développement durable : ce plan sera développé à l'issue de l'activité O31.

C2033 – Animation du site : Une animatrice locale, Hereiti Arapari, a été recrutée après un appel à candidature. Elle a commencé ses activités en avril 2015. Elle participe aux enquêtes socio-anthropologiques décrites ci-dessus. Elle facilite également la mise en œuvre des autres activités INTEGRE ou liées au projet, sur le site. Elle a notamment assisté le Service du Développement Rural dans les consultations liées au projet de signalétique du domaine d'Opunohu. Une convention d'accueil est en cours de validation afin que H. Arapari puisse être accueillie dans les locaux de la commune et qu'elle puisse assurer la pleine implication de la commune dans le projet.

C2034 – Appui révision du PGEM : un atelier méthodologique a été organisé en octobre 2014 (en collaboration avec le projet RESCCUE) afin de définir les modalités de concertation des acteurs dans le cadre de la révision du PGEM. Les acteurs de la révision (commune, Pays, élus) ont été formés aux techniques de concertation et une feuille de route de la révision a été élaborée et approuvée en conseil municipal.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
	4/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															
	4/															

Commentaires et analyse

Un déficit notoire de communication est perceptible entre les communautés, les différents acteurs ou services du territoire. Les procédures anthropologiques de terrain sont très lourdes et chronophages. Un temps de latence parfois long est nécessaire pour gagner/regagner la confiance, face à une grande méfiance de la population concernant tout nouveau projet sur site, vécu comme « suspect ». De nombreux conflits, tensions, difficultés « sociales » (fort taux de chômage) sont autant d'obstacles à surmonter lors des enquêtes.

L'action ayant réellement débuté en avril, le taux de consommation du budget ne suscite pas d'inquiétudes.

**Plan d'actions du site-pilote de Taiarapu en Polynésie française****PF-C2T1 : Diminution de l'impact des pressions anthropiques sur l'environnement du site****Objectifs et Moyens : financer des projets concrets de réduction des pollutions**

1/ Mettre en place les outils pour développer l'agriculture biologique et contribuer à la bonne gestion des résidus issus de l'agriculture au travers de la mise en place d'une station de compostage, l'élaboration d'itinéraires techniques et la création d'une association d'agriculteurs bio. 😊

2/ Concevoir des systèmes d'épuration de bassins d'élevage de crevettes 😊

3/ Réaliser le nettoyage écologique du littoral par les jeunes de Tautira 😊

Avancement**technique****financier : 45%**

Budget	Consommé	Solde
142 753 €	64 230 €	78 523 €

Responsables de la mise en œuvre :**1/ Association Biomarama 2/ Direction de l'Environnement 3/ Association Te Ao Uri****Etat d'avancement et résultats**

C2T11 – Agriculture biologique : l'association Biomarama a été créée et l'achat du broyeur à végétaux pour la future station de compostage est en cours auprès du fournisseur lauréat de l'appel d'offres international lancé en juin 2015.

C2T12 – Epuration crevetticulture : l'avenant à l'agrément de mise en œuvre visant à intégrer cette activité nouvellement validée est en cours de signature par la direction de l'environnement, opérateur de cette activité.

C2T13 – Nettoyage écologique : le nettoyage de 2 sites archéologiques à la pointe du « Pari » au Fenua Aihere a été réalisé durant les mois de mai et juin 2015.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires et analyse

L'activité de nettoyage écologique entreprise par l'association Te Ao Uri a été pénalisée par le délai de paiement de la convention de mise en œuvre. Les ouvriers ont commencé les travaux de nettoyage sans être rémunérés en avril et mai. Des tensions liées à ce délai de paiement ont conduit à la démission du président de l'association et à la mise en place d'un nouveau bureau. Ce bureau travaille actuellement à un programme de travail adapté tout en maintenant les objectifs de l'activité initiale. Ce cas interpelle sur le financement de petites structures qui ne possèdent pas de trésorerie et dont les délais administratifs courants peuvent avoir des conséquences fâcheuses sur le déroulement du projet.

Plan d'actions du site-pilote de Taiarapu en Polynésie française

PF-C2T2 : Appui à la mise en place et au fonctionnement des aires de gestion des ressources naturelles et culturelles

Objectifs et Moyens : renforcer l'efficacité des aires de gestion existantes et encourager le développement de nouvelles zones gérées.

1/Accompagner la mise en place et de la gestion effective de l'aire protégée de ressources naturelles gérées (rahui) sise au Fenua Aihere dans la commune associée de Teahupoo par le balisage de la zone et la réalisation d'un panneau d'information. 😊

2/Gérer la fréquentation de la rivière Aoma par l'aménagement d'un parcours de randonnée et de découverte culturelle, historique et ethnobotanique de la zone 😊

3/ Protéger et valoriser des sites archéologiques et ethnologiques du côté terre de la zone Rahui de Maraetiria à Faaroa sise au « fenua aihere » dans la commune associée de Teahupoo. 😊

Avancement technique



financier : 76,3%

Budget	Consommé	Solde
71 219 €	54 323 €	16 896€

Responsables de la mise en œuvre :

1/ Direction de l'Environnement 2/ Commune associée de Toahotu 3/ Service de la Culture et du Patrimoine

Etat d'avancement et résultats

C2T21 – Balisage du rahui de Teahupoo : la pose des balises signalant la position de l'aire marine de gestion des ressources naturelles du Fenua Aihere sur la commune de Teahupoo ou « rahui » a été réalisée en juin 2015.

C2T22 – Gestion de la rivière Aoma : cette activité n'a pas démarré au-delà des 3 réunions déjà organisées avec les partenaires (Service de la Culture et Direction de l'Environnement, commune associée de Toahotu).

C2T23 – Valorisation des sites archéologiques et ethnologiques de Teahupoo : le prestataire en charge des prospections et de la formation des jeunes aux prospections archéologiques et ethnobotaniques a été contractualisé et le travail de terrain se déroulera en août.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															

Commentaires et analyse

L'activité liée à la gestion de la rivière Aoma est financée par la Direction de l'Environnement qui a délégué sa gestion administrative à la CPS par le biais d'une convention de mise en œuvre. Le besoin d'appui du porteur de projet, la commune de Toahotu, rend cette activité fortement dépendante des partenaires et de la coordinatrice INTEGRE qui doivent se rendre disponibles pour appuyer la commune dans la réalisation de l'action (élaboration des cahiers des charges et expertises archéologiques notamment). Lors de la première moitié de l'année 2015, les partenaires ont été accaparés par divers projets et notamment celui d'inscription au patrimoine mondial UNESCO du marae de Taputapuatea à Raiatea, rendant ainsi l'appui à la commune de Toahotu insuffisant pour cette activité. La deuxième moitié de l'année 2015 sera plus favorable et devrait permettre de lancer les actions.

Plan d'actions du site-pilote de Tairapu en Polynésie française

PF-C2T3 : Contribution au développement durable du site

Objectifs et Moyens : appuyer des projets économiques et environnementaux contribuant à un développement

- 1/Appuyer le développement d'un réseau de rahui à Tairapu: démarche participative et plan de gestion intégrée. 😊
- 2/Innovation et tradition appliquée à la gestion de ressources lagonaires 😊
- 3/Harmoniser les réseaux de suivi de l'environnement dans le cadre d'une démarche participative. 😊

Avancement

technique



financier : **9,8%**

Budget	Consommé	Solde
397 167 €	38 821 €	358 346 €

Responsables de la mise en œuvre :

- 1/ Institut des Récifs Coralliens du Pacifique/Service de la Culture et du Patrimoine 2/ Coopérative des Aquaculteurs de Polynésie française 3/ Direction des Ressources Marines et Minières

Etat d'avancement et résultats

C2T31 – Réseau de rahui : cette activité a été lancée fin janvier 2015 avec la 1^{ère} mission de terrain, 3 ont suivi en mars et mai et juillet. Les travaux ont pour l'instant permis de sensibiliser les acteurs locaux au projet, de récolter les toponymes terrestres et marines et d'identifier les principaux enjeux de gestion environnementale et culturelle du site. En parallèle, la thèse en écologie et anthropologie d'Ewen Morin a également été lancée en janvier 2015. Dans une 1^{ère} partie, il s'agit d'identifier les lieux importants du site tant au niveau écologique que culturel puis de cartographier les pressions sur le site et enfin d'étudier la connectivité des larves de poissons et des adultes à l'échelle du site.

C2T32 – Gestion des ressources lagonaires : le chef de projet a été recruté en mai 2015, la mise au point des techniques d'élevage de juvéniles de poissons est en cours (préparation des zones d'élevage, collecte de zooplancton sauvage, mise au point de la technique de comptage des œufs, essais de blooms phytoplanctoniques hors sol, essais de culture de zooplancton et microalgues, revue bibliographique de l'élevage larvaire de *Siganus spp.*). Le 2^e volet lié au réensemencement de zones lagonaires par les juvéniles élevés a également démarré avec une analyse de la littérature existante et particulièrement de l'approche responsable. Les modalités de collaboration entre les partenaires du projet et les autres activités INTEGRE en cours sur le site ont également été discutées.

C2T33 – Suivi de l'environnement : les contrats de mise en œuvre de cette activité nouvellement validée sont en cours de signature avec les différents partenaires.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV												
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/															
	2/															
	3/															



Commentaires et analyse

Une bonne synergie a été trouvée entre les activités T31 et T32 puisque l'espèce qui va être réensemencée sera également celle qui fera l'objet des études sur la connectivité. Par ailleurs, les enquêtes menées dans le cadre de l'activité T31 vont permettre d'identifier les pêcheurs les plus motivés pour participer à la phase de réensemencement de l'activité T32.

Plan d'actions transversales en Polynésie française

PF-C2Tr : Intégration de la gestion intégrée des zones côtières dans les politiques publiques

Objectifs et Moyens :

- 1/ (C2SB) Appuyer l'élaboration d'une stratégie biodiversité en Polynésie française. 😊
- 2/ (C2CCA) Evaluer une organisation de la gestion et la surveillance de la ZEE et des coûts de gestion de cet espace. 😊
- 3/ (C2PLN) Développer une méthodologie d'élaboration des plans de gestion intégrés des zones côtières. 😊

Avancement

technique


 financier : **28,5 %**

Budget	Consommé	Solde
70 280 €	20 000 €	50 280 €

Responsables de la mise en œuvre :

1, 2/ Direction et Ministère de l'Environnement de Polynésie française ; 3/ CPS

Etat d'avancement et résultats

C2SB – Stratégie biodiversité : un appel d'offre a été lancé le 30 juillet 2015 afin de recruter le prestataire en charge d'accompagner le Pays dans l'élaboration de sa stratégie biodiversité. L'appel d'offre sera clos le 21 août.

C2CCA1 – Gestion de la ZEE : le cahier des charges de la prestation liée à cette activité est en cours de finalisation par la Direction de l'Environnement.

C2C14 – Méthodologie plans de GIZC : l'appui méthodologique à l'élaboration de plans de gestion intégrés des zones côtières est opérationnel depuis février 2015 et le recrutement du GIE Océanide qui supervise actuellement les concertations en cours dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion intégrée du lagon de Raiatea-Tahaa. Un 1^{er} retour sur cet appui est prévu fin septembre à Nouméa avec l'organisation d'un mini-atelier régional sur les plans de gestion. (28 sept-01 oct).

Calendrier

	2014				2015				2016				2017				
	I	II	III	IV													
Initial	1/																
	2/																
	3/																
Actuel	1/																
	2/																
	3/																

Commentaires et analyse

La mise en place d'une stratégie biodiversité à l'échelle de la Polynésie française est une opportunité de pouvoir inscrire les démarches de gestion intégrée initiées par INTEGRE dans la politique environnementale du Pays et notamment sur le point crucial de la gouvernance des futurs plans de gestion.

L'activité liée à la gestion de la ZEE représente la contribution de la Polynésie française à la composante régionale INTEGRE sur le changement climatique. Dans la perspective de la COP21, la Polynésie française et sa ZEE de 5 000 000 de km représente un puits de carbone qu'il est nécessaire de protéger. La Polynésie souhaite mieux définir les besoins en termes de modes et d'échelles de gestion, d'outils de gouvernance et de financement de cet espace afin de calibrer un programme de gestion adapté et d'attirer les investissements internes et externes nécessaires à sa mise en œuvre.

Plan d'actions transversal en Polynésie française

PF-C2BIO : Projet de fermes pilotes Bio à Opunohu

Objectifs et Moyens : Développer l'agriculture biologique en Polynésie Française.

- 1/ Expérimentation et élaboration d'itinéraires techniques en agriculture biologique sur la ferme pilote d'Opunohu et celles liées à l'association SPG BioFetia (Fertilisation, phytoprotection, élevage intégré...)
- 2/ Mise en place d'une pépinière et d'un conservatoire des principales plantes utiles pour l'agriculture biologique
- 4/ Communication (signalétique et étal de vente sur la ferme pilote d'Opunohu, mise en place de supports d'échanges techniques) Sensibilisation des consommateurs
- 5/ Formation des agriculteurs et accompagnement au processus de certification

Avancement

technique



financier : 4%

Budget	Consommé	Solde
167 602 €	6 672 €	160 93030 €

Responsables de la mise en œuvre :

Service du Développement Rural, SPG BioFetia, Etablissement Public d'Enseignement de Formation et de Promotion Agricoles (EPEFPA),

Etat d'avancement et résultats

L'appui d'INTEGRE au projet ferme pilote BIO se décline en 2 conventions :

- Avec l'association SPG BioFetia, elle couvre l'emploi de 2 techniciens (élaboration d'itinéraires techniques, appui au fonctionnement de la ferme pilote d'Opunohu et accompagnement des agriculteurs à la certification) et la partie communication.
- Avec l'EPEFPA sur la partie « formation » et accompagnement global du projet. Un formateur a été recruté.

L'implication de l'ensemble des partenaires du projet ferme pilote est régie par une convention multipartite rédigée par le Service du Développement Rural, officiellement en charge de la coordination du projet. Elle a nécessité presque une année de travail et a été signée en juin 2015.

Les activités ont vraiment débuté en avril 2015 avec les recrutements quasi-simultanés du formateur et du technicien sur la ferme pilote d'Opunohu. Les premiers investissements ont été réalisés (broyeur, tunnels..) et les premiers diagnostics sont posés concernant les pratiques et besoins en termes de semences et plants notamment.

Calendrier

	2014				2015				2016				2017				
	I	II	III	IV													
Initial	1/																
	2/																
Actuel	1/																
	2/																

Commentaires et analyse

Il n'y a pas d'inquiétudes sur le taux de consommation puisque les activités n'ont débuté que très récemment. Il semble cependant important que le projet puisse être étendu au-delà de sa période initiale pour ne pas compromettre la phase de capitalisation des expérimentations conduites

Le projet de ferme pilote Bio a eu un réel effet d'entraînement dès sa phase de conception, avec l'implication financière forte du Pays avec un engagement de co-financement des activités à hauteur de 31M XPF (ferme-pilote) et 20M XPF (autres actions en faveur de l'agriculture biologique du projet INTEGRE).

 Suite aux visites de terrain auprès des agriculteurs bio de Tahiti et Moorea, il apparaît un déficit important de compétences techniques en termes d'agronomie. Une 1^{ère} formation sera organisée sur le site de la ferme pilote en lien avec le décryptage d'une analyse de sol et la mise en place d'un atelier de compostage.



Plan d'actions Pitcairn

PN-C2P1: integrated waste management plan

Objectives and means: improve Pitcairn’s waste management by developing, adopting and implementing an integrated waste management plan

Formulate satisfactory and cost-effective protocols for integrated waste management, including the management of domestic waste, used oils, batteries and chemicals (including pharmaceuticals); and create the enabling conditions for implementing the adopted action plan.

Avancement

technique



financier : 20%

Budget	Consommé	Solde
86 193 €	17 619 €	68 574 €

Operators :

1, 2, 3/ Environment, Conservation and Natural Resource Division

Progress and results

C2P11-Waste management plan: the contract has been signed between the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) and the Pitcairn Island Office on 17 March 2015 for the design of an integrated waste management system for Pitcairn Island. Data sheets have been provided by SPREP to the Environment, Conservation and Natural Resource Division in support of the waste characterization study which is underway.

Agenda

	2014				2015				2016				2017				
				IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Initial				ToR - recruit	Data collection	proposal		implementation									
Current					contract	Survey – training, procurement		Waste characterization study	Policy proposal – visit	Policy adoption - implementation							



Comments and analysis

The waste characterization survey is led from off island which makes it difficult for the expert to gauge the exact situation. Instructions have been given to the ECNR division to conduct the field survey and no problem has been reported in the implementation of the survey. A visit from the expert has been scheduled for early 2016.



Plan d'actions Pitcairn

PN-C2P2: Erosion control

Objectives and means: ensure security against landslides and maintain the quality of the soil on the island

- Mat and replant priority areas subject to erosion
- Install culverts to divert storm water and prevent erosion

Avancement

technique



financier : **22%**

Budget	Con som mé	Solde
113 130 €	24 608 €	88 522 €

Operators :

1, 2, 3/ Environment, Conservation and Natural Resource Division (ENCR)

Progress and results

Procurement process has been carried out to purchase soil erosion matting, pins and culverts. The projects materials were given priority on Pitcairn's June 2015 Supply ship the Claymore II enabling the project to commence to schedule.

Employment of three Tahitian workers to work on the project has been completed. The three workers completed their ATV Quad bike licence tests and a local quad bike has been hired enabling them to get to sites.

Cuttings of a wide variety of local plants and natives have been carried out at the Nursery. Matting has been laid to reduce soil erosion at 2 sites, Arlihou and Saint-Pauls. Large established coconut palms have been planted as well as some native plants this will continue until the required sites have a good quantity of plants.

Agenda

	2014				2015				2016				2017			
				IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial					Mats, nursery, culverts		planting									
Current						Mats, nursery, culverts		planting								



Comments and analysis

The employment of French Polynesian workers has been extremely successful from an operational perspective, but contractually has proven to be challenging for a variety of reasons (language, exchange rates, hours of work...). Weather conditions at the two sites are notorious for harsh prevailing winds which can play havoc on new plants trying to get established. To overcome this, the same plants that are already in that location have been used, braced by larger palms and plants planted close together in large quantities. On rainy days the workers have worked in other areas out of the weather.





Plan d'actions Pitcairn

PN-C2P3: promotion and valorization of natural & cultural heritage

Objectives and means: support local initiatives to promote Pitcairn heritage and develop small-scale businesses.

- 1/ Promote Pitcairn's culture through participation to international events 😞
- 2/ Set up the first botanical garden of Pitcairn 😊
- 2/ Commence a glass blowing souvenir industry using local glass waste 😊

Avancement

technique



financier : **6,9%**

Budget	Consommé	Solde
87 813 €	6 054 €	81 759 €

Operators :

1, 2, 3/ Environment, Conservation and Natural Resource Division

Progress and results

C2P31-International events: it is being difficult to identify suitable international events that match the Claymore II rotations. The budget may be reallocated to another activity.

C2P32 – Botanical garden : the purchase of building materials for the nursery has been made and items have been delivered on the island. The construction of the nursery is on-going and progressing on schedule.

C2P33 – Glass blowing : no progress has been made regarding undertaking the feasibility study for recycling glass into souvenirs. The feasibility study will be based on the waste production assessment results which will be available in 2016.

Agenda

	2014				2015				2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Initial	1/															
	2/															
	3/															
Actuel	1/								<i>No international conference identified</i>							
	2/															
	3/															

Comments and analysis

A new proposal relating to oil extraction has been submitted recently to replace activity **31**, it will be discussed in the following weeks.

Activity **33** has been postponed as a result of the delays in the execution of the waste production assessment now scheduled for early 2016. The activity timeline has been adjusted accordingly and the completion of this activity will require an extension of INTEGRE implementing period beyond march 2017.

External support is required for activities **32** and **33**, sufficient time needs to be set aside to locate suitable support.



Liste des annexes :

Annexe I : Comptes rendus des comités de pilotage et des CCTT de la période de référence

Annexe II : Cadre logique révisé du projet

Annexe III : Note de restitution de l'atelier de préparation de révision du PGEM de Moorea (20-24 octobre 2014) ;

Annexe IV : Plans de gestion intégrée des zones côtières : revue critique et projet de lignes directrices (versions anglaises et françaises)

Annexe V : Visuels des produits de communication du projet